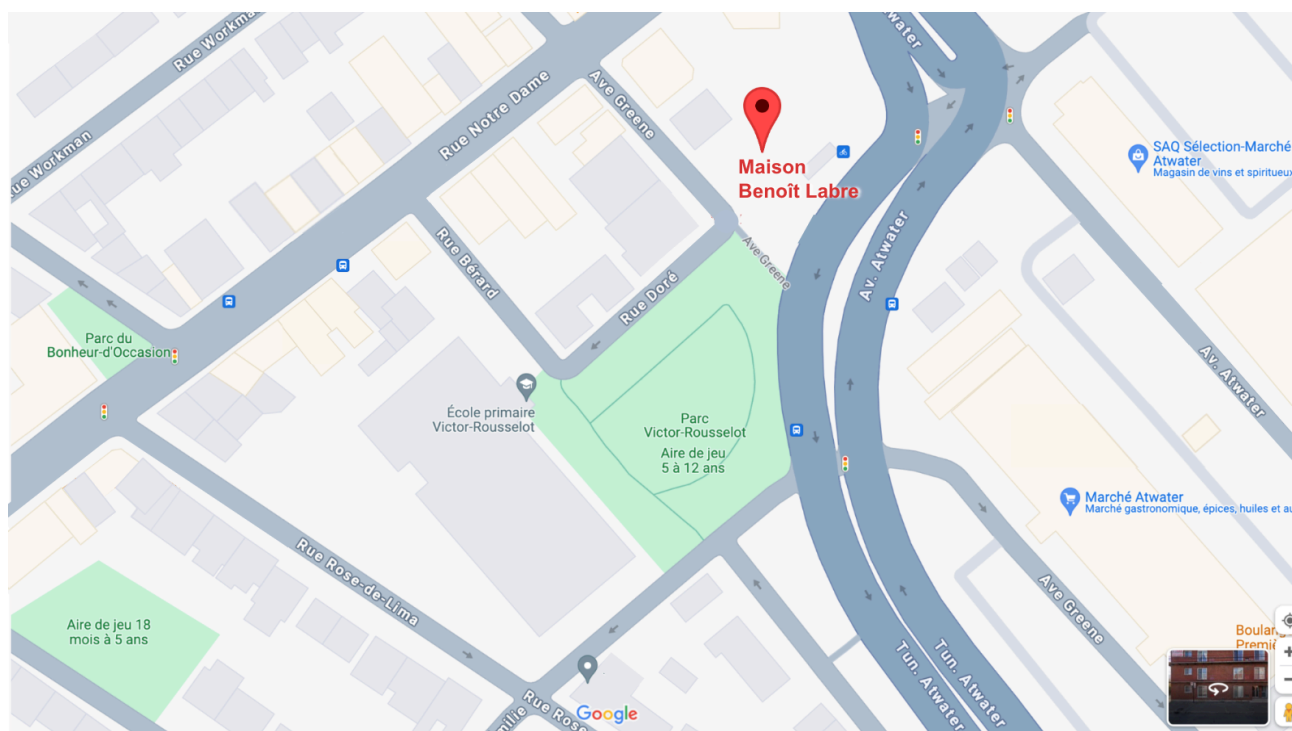


Maison Benoît Labre (SCS) à proximité de l'école primaire Victor-Rousselot

Consolidation de faits et historiques par des parents, résidents et commerçants. Merci de continuer de partager de l'info à coalition.victor.rousselot@gmail.com

- Le volet drogue du projet MBL (Maison Benoît Labre) était connu par l'arrondissement depuis 2018
- La majorité des citoyens ont appris la nature du projet MBL par un [article paru dans La Presse le 13 août 2023](#)
- Aucune consultation publique a eu lieu, car serait un projet sous la charte 89.4 de la Ville de Mtl (pas de référendum pour un projet social)
- L'exemption temporaire a été accordée par Direction de la Santé Publique de Montréal (Santé Publique Canada a délégué ses pouvoirs aux provinces durant la pandémie)
- Il est répertorié 40 SIS (Service d'Injection Supervisée) au Canada, dont 24 dans la province de l'Ontario et 4 dans la province du Québec (se référer aux annonces du 20/21 août 2024 en Ontario)
- Au QC, les 4 SIS localisés à Montréal sont Cactus, Spectre de rue, Dopamine, Unité mobile et Maison Benoît Labre (MBL)
- Aucun SIS à Montréal est 24/7. Bien que la MBL mentionne être 24/7, leurs 2 cubicules d'injection et d'inhalation sont ouverts du lun au vend de 8am à 3pm
- MBL reste un projet unique car plusieurs volets (hébergement, centre de jour, et SIS). Les 36 locataires peuvent consommer dans leur logement. Est le premier et seul centre à Montréal à offrir le service d'inhalation supervisé (fentanyl). Tous les autres SIS à Mtl offre le service d'injection uniquement
- Aucune loi protège à ce jour, un SIS (service d'injection supervisé) de s'implanter près d'un établissement scolaire ou d'une CPE. Cependant, une loi empêche une SQDC (cannabis) de s'implanter à moins de 250 mètres d'une école ou d'un centre de service de garde éducatif à l'enfance
- La proximité avec les enfants n'est pas analysée lorsque la Ville de Montréal doit approuver l'emplacement d'un refuge ou d'un autre service
- Il n'existe pas de règles pour déterminer la proximité d'un centre de consommation supervisé par rapport à une école ou un centre de la petite enfance (Santé publique de Montréal)
- Répertoire des compte-rendu du [Comité Bon voisinage Maison Benoît Labre](#)
- Demandes d'accès à l'info; [DAI_SPVM-1](#), [DAI_SPVM-2](#), [DAI-CSSDM-1](#), [DAI-CSSDM-2](#), [DAI-CSSDM-3](#)



30 oct 2025	Une enquête du DGEQ met Benoit Dorais dans l'embarras https://www.lapresse.ca/actualites/elections-municipales/2025-10-30/projet-montreal/une-enquete-du-dgeq-met-benoit-dorais-dans-l-embarras.php
29 oct	Début de l'étude du projet de loi 103 https://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/csss/mandats/Mandat-54271/index.html
2 oct 2025	École voisine d'un site d'injection Deux enfants manipulent une pipe à crack https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2025-10-02/ecole-voisine-d-un-site-d-injection/d-eux-enfants-manipulent-une-pipe-a-crack.php
10 mai 2025	Un homme blessé lors d'une altercation à Montréal https://www.tvanouvelles.ca/2025/05/11/un-homme-blesse-lors-dune-altercation-a-montreal
7 mai 2025	https://montreal.citynews.ca/2025/05/06/quebec-wants-to-better-support-installation-of-supervised-consumption-sites/ https://globalnews.ca/news/11167469/quebec-distance-limit-schools-injection-sites/ https://www.cbc.ca/player/play/video/9.6752178
6 mai 2025	Dépôt du Projet de loi n° 103, Loi visant principalement à réglementer les sites de consommation supervisée afin de favoriser une cohabitation harmonieuse avec la communauté https://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-103-43-1.html https://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.BII.DocumentGenerique_211017&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjj7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWZZ https://www.lapresse.ca/actualites/2025-05-06/quebec-veut-repousser-les-sites-de-consommation-supervisee-a-150-metres-des-ecoles.php
7 avril 2025	https://lactualite.com/actualites/ontario-un-juge-cherche-a-clarifier-laffaire-des-sites-de-consommation-supervisee/
31 mars 2025	https://www.ledroit.com/actualites/2025/03/31/neuf-sites-de-consommation-supervisee-de-lontario-vont-firmer-CUJT4IQFPNEJ3OJW2TXN6NJKOE/
20 mars 2025	Sites de consommation supervisés : des audiences le 24 mars

	Les audiences concernant la loi ontarienne imposant la fermeture de sites de consommation supervisée débuteront la semaine prochaine. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2149224/consommation-supervisee-poursuite-ontario
2 jan 2025	Upcoming public consultation on cohabitation with unhoused Montrealers, St-Henri resident ‘tired of being lied to’ CityNews Erin Seize Publié le 2 janvier 2025
2 jan 2025	«On n’aurait pas dû ouvrir la Maison Benoît Labre à côté d’une école», avoue Lionel Carmant Noovo Publié le 2 janvier 2025
23 déc 2024	Maison Benoît-Labre: «Clairement, personne ne veut prendre ses responsabilités» 98.5 FM Lacroix le matin Publié le 23 décembre 2024 Entrevue avec Marwah Rizqy
22 déc 2024	Crack, canif et seringues autour de l’école voisine LaPresse Louise Leduc Publié le 22 décembre 2024
27 nov 2024	Centres d’injection près des écoles: Marwah Rizqy dépose un projet de loi 98.5 FM Le Québec maintenant Publié le 27 novembre 2024
27 nov 2024	Centres d’injection supervisée: un projet de loi pour les éloigner des écoles et des garderies TVA Nouvelles Olivier Boivin Publié le 27 novembre 2024
26 nov 2024	Rizqy prend Carmant de vitesse et dépose un projet de loi LaPresse Tommy Chouinard Publié le 26 novembre 2024
26 nov 2024	Projet de loi n° 892, Loi visant à interdire l’offre de services de consommation supervisée à proximité d’un service de garde éducatif à l’enfance en installation ou d’un établissement d’enseignement offrant une formation de niveau préscolaire, primaire ou secondaire
13 nov 2024	Urbanisme avec Richard Bergeron : Avenir démographique de Montréal Richard Bergeron, ancien chef du parti Projet Montréal parle du problème de l’itinérance et de la Maison Benoît Labre
12 nov 2024	Problèmes de consommation et d’intimidation - La STM ferme un édicule du métro Atwater pour l’hiver
7 nov 2024	«C’est triste... c’est probablement le fentanyl»: un jeune itinérant serait mort d’une surdose dans un campement de sans-abri Journal de Montréal Anouk Lebel Publié le 7 novembre
4 nov 2024	Une possible surdose et un campement de sans-abri sur le terrain de la Maison Benoît Labre TVA nouvelles Yves Poirier Publié le 4 novembre 2024
30 oct 2024	«Benoît Labre, c’est l’exemple à ne pas reproduire», admet Valérie Plante TVA Nouvelles Agence QMI Publié le 30 octobre 2024

30 oct 2024	Benoît-Labre: «Fallait être cabochon rare pour ne pas voir ce qui s'en venait!», peste Dutrizac Qub Radio Mario Dumont Publié le 30 octobre 2024
30 oct 2024	«QUE LIONEL CARMANT SE FÂCHE!» Qub Radio Benoît Dutrizac Publié le 30 octobre 2024
30 oct 2024	Revue de presse de Paul Arcand LaPresse Paul Arcand Publié le 30 octobre 2024 Parmi les sujets abordés : Itinérants et toxicomanes : la criminalité explose autour de la Maison Benoît Labre
30 oct 2024	Hausse de la criminalité près de la Maison Benoît Labre Journal de Montréal Agence QMI Publié le 30 octobre 2024
30 oct 2024	Criminalité aux abords de la Maison Benoît Labre 98.5 FM Lagacé le matin Publié le 30 octobre 2024
30 oct 2024	Augmentation des méfaits près de la Maison Benoît-Labre Radio-Canada Le 15-18 Publié le 30 octobre 2024
30 oct 2024	Augmentation de 800 % des méfaits près de la Maison Benoît-Labre, selon un rapport du SPVM Radio-Canada Anne-Marie Lecompte Publié le 30 octobre 2024
30 oct 2024	Maison Benoît-Labre - La criminalité monte en flèche La Presse Isabelle Ducas Publié le 30 octobre 2024
28 oct 2024	Où installer les refuges pour sans-abri ? La Presse Isabelle Ducas Publié le 28 octobre 2024 Extraits: <i>“Le ministre Lionel Carmant a évoqué l'imposition d'une distance minimale, il y a quelques semaines, dans la foulée de la controverse sur l'installation de la Maison Benoît Labre “</i> <i>“C'est aussi la solution préconisée par Robert Beaudry, responsable de l'itinérance au comité exécutif de la Ville de Montréal. Selon lui, c'est la trop grande concentration de sans-abri qui provoque des problèmes de voisinage autour de la Maison Benoît Labre, dans Saint-Henri.”</i> Centres jeunesse : « Il y a un grand ménage à faire », dit Lionel Carmant à 10 min, 25 sec: <i>“Je pense qu'il faut trouver une solution. Surtout ce qui marque l'imagination, c'est avec (le centre) Maison Benoît Labre, et cette école (primaire) juste à côté. C'est des gens qu'on amène vers ces sites là, pour leur offrir des soins. Il faut leur trouver un autre endroit que juste à côté d'une école. Ce sera toujours une école à côté d'un service de consommation supervisé (SIS). Donc il faut trouver quelque chose qui va nous permettre de déplacer à des distances adéquates ces centres de consommation supervisé. les centres de jour aussi qui amène trop d'affluence, il faut essayer de trouver une piste de solution. Ne serait-ce que d'augmenter leur nombre, pourrait déjà aider à diminuer l'affluence. Le projet de loi ne sera pas juste sur les distances des centres de consommation ou des centres de jour, mais on</i>

	veut aussi développer un projet de loi sur l'accès aux services en toxicomanie et c'est ça qui n'existe pas. Les services ne sont pas suffisamment organisés, il y a beaucoup de freins administratifs à l'offre de service en toxicomanie. Il faut revoir les choses en profondeur pour sortir les gens de l'itinérance, surtout les gens qui souffrent de toxicomanie. On vient de faire la même chose avec la santé mentale il y a un mois, maintenant je travaille sur le dossier pour les toxicomanes.” (ministre Lionel Carmant) Quebec homeless centres have very few places to go CTV News Montreal Stephane Giroux Published Oct. 28, 2024 5:13 p.m. EDT
27 octobre 2024	« C'est quoi le plan national pour lutter contre la pauvreté? », lance Valérie Plante ICI Grand Montréal Charles Séguin Publié hier à 23 h 33 HAE Valérie Plante : « Je suis prête à passer le ballon » Tout le monde en parle Segment 27 octobre 2024 16 minutes 17 secondes
17 sept 2024	Séance du conseil de ville de Montréal 33 min 45 sec: Question par rapport au retrait du sable et copeaux de bois dans le parc de l'école Victor-Rousselot pour faciliter le travail de la brigade de propreté et remplacer par une surface caoutchoutée. Réponse: Coût extrêmement élevé car doivent faire décontamination même si ça n'implique que le remplacement d'un matériau pour un autre (exigence du ministère de l'environnement), tous les sols de l'arrondissement sont contaminés. Arrondissement veut travailler avec la direction de l'école et le CÉ pour voir si besoin maintenu considérant que les pratiques des cols bleus ont changé et considérant qu'il y a une brigade et qu'il n'y a jamais de seringues dans ce secteur précis (commentaire: des seringues ont été trouvées). Les élus ne peuvent pas assister au comité de bon voisinage (sauf au mois d'août suite à une exigence de Lionel Carmant) et Benoit Dorais réitère que ça pourrait être intéressant que les élus puissent y participer, mais ça leur a toujours été refusé.
17 sept 2024	Une importante clinique médicale pour personnes vulnérables pourrait fermer ses portes à Montréal TVA Yves Poirier
15 sept 2024	B.C. to expand involuntary care for those with addiction issues CBC News Akshay Kulkarni <i>The B.C. government has announced it will expand involuntary care for those with mental health and addictions issues, and will open "highly secure" facilities to house people detained under the Mental Health Act throughout the province.</i>
15 sept 2024	Agression armée au square Cabot Chloé Bourquin La Presse
13 sept 2024	2 dead, third in critical condition after attack in Kingston, Ont., suspect arrested (Près d'un site de consommation supervisé) CTV Ted Raymond

13 sept 2024	«L'été passé, toutes les semaines, j'ai dû composer le 911», déplore un citoyen arrondissement Saint-Henri Qub Radio Benoît Dutrizac
12 sept 2024	Un nouveau refuge à 600 m de la Maison Benoît Labre TVA Yves Poirier
12 sept 2024	Un enfant pris pour cible par un sans-abri La Presse Isabelle Ducas Des refuges « bien répartis » dans tous les quartiers La Presse Isabelle Ducas
12 sept 2024	15 h 17 37 68% ←  Parents de l'école Vi... 🔍 ⋮  Faite attention cette femme résidente du centre elle criants après les enfants elle disait tayeul Vous faite trop de bruit on est pas capable dormir elle disais qu'elle était sergente de police... ca recommence 🤦🏻 

12 sept 2024	Victor-Rousselot, une mosaïque dynamique ÉCOLE PRIMAIRE VICTOR-ROUSSELOT 3525 rue Ste-Émilie Montréal H4C 1Z3 Téléphone : 514-596-5750 Cliquez ici pour la traduction (translation, traducción, traduzione, ترجمة, अनुवाद, salin, tradução, 翻译, tafsiri, ਅਨੁਵਾਦ, ترجمہ...) Objet : récréation perturbée Chers parents, Nous souhaitons vous informer d'une situation survenue à notre école aujourd'hui. Cet après-midi, la récréation dans le parc-école a été légèrement perturbée par un individu qui criait aux abords de la cour. Les enfants sont restés en sécurité en tout temps à l'intérieur du parc barré. Des membres du personnel de la maison Benoît-Labre sont venus porter assistance à l'individu en question. Votre enfant aurait pu être témoin de la scène et pourrait vous en parler à son retour à la maison. Il est possible que cette situation suscite certaines préoccupations ou réactions. En tout temps, les ressources de l'école sont disponibles pour les élèves qui en ressentiraient le besoin. Soyez assurés que nous demeurons vigilants afin de maintenir un climat calme et sécuritaire, tant pour nos élèves que pour l'ensemble du personnel. N'hésitez pas à m'interpeller en cas de questions supplémentaires, je demeure disponible pour y répondre. Isabelle Guérin Directrice
12 sept 2024	La mauvaise cible La Presse Nathalie Collard
11 sept 2024	Une femme poignardée après un conflit entre usagers du centre La Presse Fannie Arcand
10 sept 2024	L'amour au temps du fentanyl : le risque à Saint-Henri, ville de Montréal Dr Emmanuel Stip Santé mentale au Québec Département de psychiatrie de l'Université de Montréal (english version) La Maison Benoît Labre n'a pas l'intention de déménager son centre de jour Radio-Canada Camille Gaior Publié le 10 septembre à 13 h 49 HAE
5 sept 2024	Des sans-abri devant des écoles de Moncton Radio-Canada

31 août 2024	« Assez parlé, agissons! » : un cri du cœur d'intervenants face à la crise des surdoses Radio-Canada Myriam Boulianne Publié le 31 août 2024 à 19h43 HAE <i>Avec les informations de La Presse Canadienne, de Raphaëlle Drouin et de CBC News Toronto</i>
30 août 2024	Derek Finkle: Harm reductionists struggle to accept that they're losing Ontario National Post Derek Finkle <i>Kevin Vuong, a Toronto member of Parliament, decided on Tuesday to crunch the publicly available crime statistics for his riding's neighbourhood of West Queen West, which also houses an injection site now slated to close. The results were much more serious than what was presented by CTV that day: a 57 per cent increase in break-and-enter with intent since that neighbourhood's site opened, a 50 per cent increase in robberies, and a 200 per cent increase in robbery with a weapon.</i>
28 août 2024	«Les itinérants sont rois et maîtres!» : Dutrizac talonne Robert Beaudry au sujet de l'itinérance (À partir de 9min 30s, aborde La Maison Benoît Labre) Qub Radio Benoît Dutrizac On a essayé de nous rentrer la Maison Benoît Labre dans la gorge, dit Alexandre Dubé (À partir de 2min 30s, aborde La Maison Benoît Labre) Qub Radio Benoît Dutrizac
27 août 2024	Can resources for unhoused people and residential communities co-exist? CBC news
26 août 2024	Mériter mieux que des vœux pieux Le Devoir Marie Vastel
24 août 2024	Centres d'injection près des écoles: arrêter l'absurde Journal de Montréal Mario Dumont
23 août 2024	Ontario to close 10 safe consumption sites and open 19 recovery hubs
22 août 2024	Des boîtes à lunch pour éloigner les sans-abri La Presse Isabelle Ducas Publié le 22 août 2024 Doug Ford says safe injection sites don't work and calls the feds the biggest drug dealer in Canada Toronto Sun August 22, 2024 Jagmeet Singh Holds a News Conference in Montreal (à partir de 18min 15s, Craig Sauvé est questionné sur la Maison Benoît Labre par les journalistes. Il évite les multiples questions) CPAC August 22, 2024
21 août 2024	Itinérance: une approche hypercomplaisante? «C'est une réalité: trop de tolérance tue la tolérance» Patrick Lagacé Publié le 21 août 2024 par 98.5

[Maison Benoît Labre: une relocalisation qui s'annonce difficile](#)

Agence QMI | Publié le 21 août 2024 19:46

[Le gouvernement du Québec est ouvert à délocaliser le centre de jour montréalais](#)

La Presse Canadienne | Publié le 21 août 2024

[After furor from locals, Quebec open to moving services from Montreal drug-use site](#)

The Canadian Press | Published Aug. 21, 2024

[Montreal wants to move day services from homeless shelter, citing 'difficult' cohabitation](#)

Global News | Kalina Laframboise & Phil Carpenter | Posted August 21, 2024 12:05 pm

[Si l'organisme refuse de coopérer - Québec n'exclut pas de couper le financement de la Maison Benoît Labre](#)

Patrick Lagacé | Publié le 21 août 2024 par 98.5

[L'élastique de la tolérance étiré au max](#)

La Presse | Maxime Bergeron | Publié le 21 août 2024 à 2h45

[Relocalisation de Benoît Labre: «Où aller?», se questionne une coordonnatrice](#)

Journal de Montreal | Olivier Larose-Desnoyers | 21 août 2024 08:04

[Carmant veut « du bon voisinage » dès la semaine prochaine à la Maison Benoît-Labre](#)

Radio-Canada | Anne Marie Lecomte | Publié le 21 août à 11h33 HAE

[Entrevue avec Lionel Carmant : Relocaliser des activités de la Maison Benoît-Labre](#)

Radio Canada | Ohdio | Tout un matin | Rattrapage du mercredi 21 août 2024

Entrevue avec le ministre Lionel Carmant et Patrick Masbourian

[Ontario premier defends plan to close 10 supervised drug consumption sites, despite experts calling for more to open](#)

Published Aug. 21, 2024 5:31 p.m. EDT

20 août
2024

[Residents react to Montreal's call to move day centre at controversial homeless shelter](#)

CBC News | Posted August 20, 2024 19:02

Québec

[Montréal veut déplacer le centre de jour de la Maison Benoît-Labre](#)

Radio-Canada | Le téléjournal avec Patrice Roy

[City looks to move St-Henri homeless day centre next to school](#)

CTV News Montreal | Matt Gilmour | Published Aug. 20, 2024 4:09 p.m

[Advocates say politicians are using Montreal safe drug-use site to score points](#)

CTV News Montreal | Daniel J. Rowe | Published Aug. 21, 2024 3:47 p.m. EDT

<https://www.985fm.ca/audio/642670/la-ville-de-montreal-demande-le-demenagement-de-la-maison-benoit-labre>

Publié le 20 août 2024 par 98.5 à 14:01

Écoutez Charles Deschênes Trottier, père de deux enfants fréquentant l'école primaire Victor-Rousselot

à proximité de la Maison Benoit Labre, aborder la question mardi à l'émission de Luc Ferrandez et Nathalie Normandeau.

[Le ministre Carmant tente de relocaliser le centre de jour pour itinérants](#)

La Presse | Isabelle Ducas | Publié le 20 août 2024 à 13h16

[Montréal veut déplacer le centre de jour de la Maison Benoît-Labre](#)

Radio-Canada | Anne Marie Lecomte | Publié le 20 août 2024 11:01

[City of Montreal wants to relocate day services for homeless at supervised drug inhalation site](#)
<https://x.com/CityNewsMTL/status/1825932805689233667>

CityNews | Posted August 20, 2024 10:31am

[La Ville de Montréal souhaite le déménagement de la Maison Benoît Labre \(entrevue avec le maire Benoit Dorais\)](#)

Patrick Lagacé | Publié le 20 août 2024 par 98.5

[Entrevue avec Benoit Dorais : Déménagement de la maison Benoit-Labre](#)

Radio-Canada | Tout un matin | Publié le 20 août 2024

[Montreal calls for relocation of day services at controversial homeless shelter](#)

Sabrina Jonas | CBC News | Posted: August 20, 2024 9:28 AM

<https://www.journaldemontreal.com/2024/08/20/la-ville-de-montreal-veut-deplacer-la-maison-benoit-labre>

[Montreal asks for day services at controversial shelter to be moved after sustained public outcry](#)

Global News | August 20, 2024

[La Ville de Montréal veut déplacer les services de jour de la Maison Benoît Labre](#)

TVA Nouvelles / Agence QMI | Publié le 20 août 2024 à 08 h 46

[Montréal demande le déménagement du centre de jour](#)

La Presse | Isabelle Ducas, Philippe Teisceira-Lessard | Publié à 3h04 Mis à jour à 7h40

[Arrêtons de faire de la politique sur le dos des personnes en situation d'itinérance](#)

RIOCM - Le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal | Communiqué de presse

[Advocates say politicians are using Montreal safe drug-use site to score points](#)

CTV News | Daniel J. Rowe | Publié le 21 août

20 août
2024

[Ontario moves to ban safe consumption sites near schools, limit new locations](#)

Global News | Isaac Callan | Posted August 20, 2024 10:42 am EST

Ontario

[Ontario bans drug consumption sites near schools, child-care centres](#)

CBC News · Posted: Aug 20, 2024 11:20 AM EDT

[Ontario to close 10 supervised consumption sites, ban other locations under new rules](#)

THE GLOBAL MAIL | PUBLISHED AUGUST 20, 2024

16 août
2024

[Les coussins de la honte](#)

C'est une histoire qui implique des coussins de patio, un panier d'épicerie et beaucoup d'appels au 911.

	La Presse Maxime Bergeron Publié le 16 août 2024
14 août 2024	Cohabitation difficile avec les itinérants «Montréal a toujours cohabité avec l'itinérance, mais là, c'est pire» Patrick Lagacé Publié le 14 août 2024 par 98.5
7 août 2024	Comité bon voisinage MBL #12 12 - compte rendu #12 7 août.pdf Invités: Lionel Carmant, Benoît Dorais, Mylène Drouin (DRSP), Guillaume Cliche-Rivard
2 août 2024	L'utilité politique de la drogue Paul Journet LaPresse Publié le 2 août 2024
20 juillet 2024	Centres d'injection: la cohabitation avec les résidents est difficile Joe Bongiorno La Presse Canadienne Publié le 20 juillet 2024
16 juillet 2024	Love in the time of fentanyl: Risk in Saint-Henri, Montreal Dr Emmanuel Stip Revue Santé mentale au Québec Volume 49, numéro 1, printemps 2024, p. 15–21
15 juillet 2024	« Nous, on a choisi de sauver des vies », répond Québec à Poilievre Vincent Larin La Presse Publié le 15 juillet 2024 Plus de 40 incidents répertoriés à la Maison Benoît-Labre Le Québec maintenant 98.5 FM Publié le 15 juillet 2024
12 juillet 2024	Les premiers mois chaotiques de Benoît-Labre Maxime Bergeron LaPresse Publié le 12 juillet 2024 Le centre Benoît-Labre doit fermer immédiatement, dit Poilievre Henri Ouellette-Vézina La Presse Publié le 12 juillet 2024 Pierre Poilievre réclame la fermeture rapide de la Maison Benoît-Labre, ce centre de jour pour sans-abri, doublé d'un site de consommation supervisée de drogues dures, qui suscite la controverse depuis son ouverture dans le Sud-Ouest. Poilievre réclame la fermeture de la Maison Benoît Labre Jeanne Corriveau Le Devoir Publié le 12 juillet 2024 Pierre Poilievre réclame la fermeture du centre Benoît-Labre Le Québec maintenant 98.5 FM Publié le 12 juillet 2024 Maison Benoît Labre: Poilievre exige la fermeture du site d'injection TVA Nouvelles Publié le 12 juillet 2024 Pierre Poilievre sur les sites d'injection supervisée et les dépenses de l'OTAN Le chef conservateur Pierre Poilievre tient une conférence de presse dans un parc près de la Maison Benoît Labre, un site d'injection supervisée de drogues dans le quartier Saint-Henri de Montréal.

<https://www.conservateur.ca/protegeons-les-enfants-du-quebec/>

11 juillet Retour de la CSSDM à propos de notre **demande d'accès à l'information (CSSDM (Réf. A-2324-489))**

Voici le **registre des événements perturbateurs** maintenu par la direction de l'école:

[23-24 registre des interventions parc-école et cour_biffé.pdf](#)

Interventions parc-école et cour 2023-2024

Cris, propos ou comportements dérangeants

Itinérance ou accès au parc-école (campement ou autre)

Consommation de drogue

	Date	Heure	Endroit	Situation	Intervention
1.	2023-10-03	14h15 Fin récréation	Parc-école	Poudre blanche trouvée	Ramassé et échantillon pris appel 911
2.	2023-10-13	14h15 fin récréation	Parc-école	Seringue sans aiguille trouvée, parc des petits	Ramassé, recherche de l'aiguille, jeté poubelle Aiguille trouvée par Marie-Josée
3.	2023-11-07	diner	Rue Mettes	une jeune	Brigadiers lesés

Pour avoir accès au dossier complet, veuillez communiquer avec nous
(coalition.victor.rousselet@gmail.com)

10
juillet
2024

<https://youtu.be/FgxBtVCdMtk?si=TXgFpfr90m10lqce>

CJCN | Publié le 10 juillet

[Itinérance à Montréal: «Ultimement, la réponse c'est le logement»](#)

Puisqu'il faut se lever | 98.5 FM | Publié le 10 juillet

[Consultation sur l'itinérance: «Valérie Plante essaie de gagner du temps»](#)

Puisqu'il faut se lever - Chronique de Christine St-Pierre | 98.5 FM | Publié le 10 juillet

[«Il faut vraiment que tout le monde reste solidaire» -Serge Lareault](#)

Le Québec maintenant | 98.5 FM | publié le 10 juillet

[«Je commence à être allergique à l'administration Plante», lance le porte-parole de l'Opposition](#)

Entrevue avec Benoît Langevin, porte-parole de l'Opposition à la Ville de Montréal en matière d'itinérance

Qub Radio | Publié le 10 juillet

[Message à Valérie Plante: «On ne veut pas de consultation, ON VEUT DES ACTIONS!»](#)

Entrevue avec Younes El-Moustir, résident du Village et agent immobilier local

Qub Radio | Publié le 10 juillet

9 juillet
2024

[Montreal to hold public consultations on how to better manage services for homeless](#)

The Canadian Press | July 9, 2024

[«Pas dans ma cour»: Montréal lance une consultation sur les refuges pour itinérants](#)

Anouk Lebel | TVA Nouvelles | Publié le 9 juillet 2024

	Montréal lance une grande consultation publique sur l'itinérance Mathilde Beaulieu-Lépine et Félix Étienne Le Devoir Publié le 9 juillet 2024 Ressources en itinérance : Montréal lance une consultation publique sur la cohabitation Charles Séguin Radio-Canada Publié le 9 juillet 2024 Itinérance à Montréal : Valérie Plante lance une consultation publique Le 15-18 Radio-Canada Publié le 9 juillet 2024
5 juillet 2024	https://nationalpost.com/news/canada/a-safe-injection-site-in-a-trudeau-cabinet-ministers-riding-has-become-a-political-football Safe injection site in a Trudeau minister's riding has become a political football <i>Residents complaining that it's too close to an elementary school feel ignored by politicians and 'the ones that are responding are basically just gaslighting us,' they say</i> Author of the article: Antoine Trépanier Published Jul 05, 2024
3 juillet 2024	«On l’a su une fois que la décision a été prise»: un refuge pour itinérants déménage encore, cette fois près d’un CPE Anouk Lebel TVA Nouvelles Publié le 3 juillet 2024
27 juin 2024	Assemblée générale - La Maison Benoit Labre https://drive.google.com/file/d/1TjaJaFJq5ev6eAAyc-JEWhqTsBCTtqqU/view?usp=drivesdk - Procès-verbal de l'AGA, 27 juin 2023 - Ordre du jour AGA, 27 juin 2024 - Plan d'action 2023-2025 MBL - Prévisions budgétaires 2024-2025 - États financiers au 31 mars 2024
26 juin 2024	 Bon Voisinage To: Info > 9:02 AM AGA MBL-Précision Bonjour à vous La présente est pour apporter une correction suite à l'annonce de notre Assemblée Générale Annuelle (AGA) sur nos réseaux sociaux et suite à notre discussion d'hier; L'AGA est ouverte seulement aux membres, où tout le monde doit s'inscrire AVANT de venir. Les personnes non-membres doivent également s'inscrire avant la tenue de l'Assemblée, mais ne pourront pas avoir droit de vote. Les AGA sont l'occasion d'entendre les actions réalisées et celles à venir de l'organisme. Pour les personnes intéressées à devenir membre, une demande d'adhésion en bonne et due forme doit être formulée et adoptée au CA. La personne doit avoir comme objectif de participer à la vie associative de l'organisme, voir à la continuité des services offerts par celui-ci, dans un esprit de bienveillance et d'intérêt pour les personnes rejointes par l'organisme. Bonne journée et surtout; Bon été!!

25 juin 2024	Comité bon voisinage #10 Maison Benoit Labre
22 juin 2024	 9 mentions J'aime lamaisonbenoitlabre ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA MAISON BENOÎT LABRE 🗣️ Chers membres, le 27 juin prochain, rejoignez-nous pour notre assemblée générale! Ce sera l'occasion de présenter nos résultats de l'année et de se fixer des objectifs pour l'année à venir. Ayant des places limitées et étant réservées pour les membres de l'organisme, inscrivez-vous dès maintenant en écrivant à admin@lamaisonbenoitlabre.org. Au plaisir de vous y voir en grand nombre!
22 juin 2024	Des refuges partout en ville : il faudra s'y faire Maxime Bergeron La Presse <u>Extraits:</u> Mais il y a aussi des cas où les choses dérapent de façon spectaculaire. Où la « cohabitation » promise par les autorités est tout sauf paisible. Où le quotidien de quadrilatères entiers a été chamboulé du jour au lendemain. L'exemple le plus récent est celui de la Maison Benoît Labre, dans le quartier Saint-Henri. Il s'agit d'un complexe de logements sociaux pour sans-abri, qui comprend aussi un centre de jour et un site de consommation de drogues dures supervisé. Depuis son ouverture en avril dernier, les incidents – exhibitionnisme, bagarres, consommation devant des enfants – se comptent par dizaines. Les politiciens à qui j'ai parlé vendredi lors de la green jurent avoir appris des faux pas récents, comme celui de la Maison Benoît Labre. « À partir de maintenant, on va prendre plus notre temps, et travailler plus avec les communautés, m'a affirmé Lionel Carmant, ministre responsable des Services sociaux. Le message que j'ai entendu, c'est que ça s'est fait un peu en catimini, et on ne veut pas ça. On veut que les gens soient bien conscients de ce qui arrive. »
21 juin 2024	L'opposition aux projets n'est « pas acceptable », dit la Mission Old Brewery Philippe Teisceira-Lessard Équipe d'enquête, La Presse

18 juin 2024	En route vers les tribunaux Maxime Bergeron La Presse Publié le 18 juin 2024
17 juin 2024	Tensions continue to rise between Montreal residents and supervised injection site Dan Spector Global News Posted June 17, 2024
17 juin 2024	Question du porte-parole de l'Opposition officielle en matière d'itinérance, M. Benoit Langevin, adressé à l'administration Plante au conseil sur l'implantation de nouvelles ressources pour sans-abris et le centre d'injection supervisé Maison Benoît Labre: https://drive.google.com/file/d/1NisBqr4Cw7eVnh_02a434Mb80ni14-YK/view?usp=drivesdk
15 juin 2024	Des voisins réclament 25 000\$ https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2024-06-15/refuges-pour-sans-abri/des-voisins-reclament-25-000.php Philippe Teisceira-Lessard Équipe d'enquête La Presse Publié le 15 juin 2024
14 juin 2024	S'injecter en toute sécurité... à côté des enfants! Cybèle Olivier, Jessica Giroux Fin de saison de QUB: les envolées de Dutrizac <u>Extraits:</u> Un des dossiers qui a le plus indigné Dutrizac durant l'année, c'est certainement celui de la maison Benoît Labre. Bien qu'il ait une mission louable, ce centre d'injection et d'inhalation supervisé a été au cœur de nombreuses envolées de l'animateur. Dutrizac est catégorique: c'est inacceptable d'avoir installé un centre de ce type à deux pas d'une école primaire. Pour l'animateur, Benoît Labre n'est qu'un autre exemple de la proximité des adultes intoxiqués et des enfants. On se rappelle que Dutrizac a également été interpellé par le dossier du CPE Petit-Palais, situé dans le quartier Chinois, et qu'il a souvent commenté la proximité problématique avec des sans-abri. Itinérants qui viennent se soulager près des enfants, toxicomanes qui laissent des seringues un peu partout près des aires de jeux... Nos enfants sont-ils encore protégés adéquatement? Selon l'animateur vedette, la question se pose.
10 juin 2024	2024-06-10 Conseil d'arrondissement du Sud-Ouest https://webtv.coop/channel/video/2024-06-10-conseil-darrondissement-du-sud-ouest/fcc1f0b920aac3d549ea7c17c694a980/?fbclid=IwZXh0bgNhZW0CMTEAAR3RAV6XDV1TDSkv78NenICGH9zAAOoVYY7Dy6W8FMeQt-cNEVeluKI-AEM_aem_ARbgMNQj6KtDGzqfD2A3hvoFHJq1xS8O9sV2PC6luwM1P1sDzN-4zqk-wkaaoex4wNK-QL1_A_PZQD9fUwUmE7Ni
10 juin 2024	https://www.985fm.ca/audio/630720/fermeture-de-terrasse-il-y-a-eu-definitivement-un-probleme-d-e-communication Paul Arcand 98.5 10 juin 2024 Autres sujets abordés avec Valérie Plante: • La crise du logement • La cohabitation difficile entre les usagers de Maison Benoît Labre et les citoyens du Sud-Ouest • Le projet de transformation de l'église Sainte-Bibiane dans Rosemont: les citoyens seront-ils entendus?

7 juin 2024	<u>Maison Benoît Labre: une femme pourchassée par un sans-abri - Explications, 18h</u> Note: Bien que l'entrevue avec cette citoyenne ait été insérée avec un extrait des campements à McGill, nous confirmons que cet incident rapporté était aux abords de la Maison Benoit Labre, à quelques mètres de l'école primaire avant la rentrée des classes en matinée.
6 juin 2024	<u>«On souhaite la fermeture ou le déménagement du centre d'injection»</u> Paul Arcand Publié le 6 juin 2024 par 98.5 Or, <u>depuis l'instauration de la Maison Benoît Labre</u>, à quelques centaines de mètres de l'école primaire Victor-Rousselot, il y a une dégradation des lieux, selon lui: incivilités, urine, excréments, vomi, consommation de drogue... Et tout cela, au vu et au su des élèves, car la cour d'école donne directement sur l'entrée du centre d'injection supervisée et d'inhalation. <u>«Le contraire de la cohabitation, c'est l'exclusion...» -Nathalie Normandeau</u> Paul Arcand / Luc Ferrandez Publié le 6 juin 2024 par 98.5 C'est quoi l'objectif de la maison? Sortir les gens de la rue. S'il n'y a pas de centre d'injection supervisée, ils vont s'injecter dans la rue. Donc l'objectif, c'est de sortir les gens de la rue. C'est un objectif noble. Le problème, c'est que c'est pas ça qui se produit. Ça devient un centre de rencontres et de convergence. Et dans un lieu comme celui-là, la convergence de plusieurs clientèles qui ont des niveaux de capacité d'intégration complètement différents des unes des autres, ça ne fonctionne pas.» <i>Luc Ferrandez</i>
5 juin 2024	NOTE IMPORTANTE: La coalition Victor-Rousselot n'est liée à aucun parti politique. La sécurité des enfants nous importe, ainsi que le choix de la localisation des SCS (service de consommation supervisé) ainsi que leurs impacts dans les communautés. On diffuse en toute transparence, l'information qui nous est rapportée.

LEADER OF THE OPPOSITION



CHEF DE L'OPPOSITION

June 4th, 2024

Health Canada
Address Locator 1801B
Ottawa, Ontario
K1A 0K9

Dear Mr. Holland,

After nine years of this Liberal government, Quebecers no longer feel safe. In fact, while the number of crimes in Montreal rose by 11.5% in 2023 compared to the previous year, two out of three Montrealers now believe that their city is less safe than it was five years ago. The situation is similar in Quebec City, where violent crime has risen by 42.8% since Justin Trudeau came to power.

This rise in violent crime is a direct consequence of your government's disastrous and dangerous policies, supported by the Bloc, which have increased feelings of insecurity and homelessness throughout Quebec.

Last week, we learned that children now need a police escort to leave their daycare centre because of the opening of a supervised injection centre near an early childhood education centre and an elementary school. Worse still, some parents claim that their children are afraid to go to school because of the explosion of homelessness and drug abuse on the streets of Montreal. This situation is completely unacceptable.

The Liberal government's disastrous experiment in legalizing hard drugs has gone on long enough. Mr. Holland, under section 56.1 of the Controlled Drugs and Substances Act, you have the power to accept or refuse a supervised consumption site. Therefore, to ensure the safety of Quebecers and their children, you must immediately refuse or revoke the exemption granted by your government to the supervised injection site in Montreal, allowing it to operate in close proximity to an elementary school and a daycare centre.

Quebecers deserve to feel safe in their own neighbourhoods. Only Common Sense Conservatives will bring back safe, drug-free streets in Montreal and across Quebec.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Poilievre'.

The Honourable Pierre Poilievre, P.C., M.P.
Leader of His Majesty's Loyal Opposition and Canada's Common Sense Conservatives

HOUSE OF COMMONS, OTTAWA, ONTARIO K1A 0A6
CHAMBRE DES COMMUNES, OTTAWA (ONTARIO) K1A 0A6

[Pierre Poilievre demande de refuser l'exemption au centre de consommation près d'une école](#)
Raphaël Pirro | Journal de Montréal | 5 juin 2024

Dans une lettre au ministre fédéral de la Santé, Mark Holland, le chef conservateur souligne que des enfants «craignent d'aller à l'école en raison de l'explosion de l'itinérance et de la drogue dans les rues de Montréal», au point où les enfants bénéficient d'une escorte policière lors de promenades.

RECTIFICATION: C'est plutôt le CPE Le petit palais, dans le vieux-Montréal, qui a un tel besoin (voir texte de Philippe Teisceira-Lessard du 30 mai 2024.

[...]

Bien que son parti appuie l'idée d'accorder un accès aux drogues dures aux personnes dépendantes «pour sauver des vies», le chef du NPD, Jagmeet Singh, juge que la proximité des centres aux écoles mérite réflexion.

«Si c'est vraiment proche d'une école, où ça crée une menace, une vraie menace pour les étudiants, pour les enseignants, ça, c'est quelque chose qu'on doit régler», a indiqué le chef mercredi.

Interpellé en début de journée par *Le Journal*, le bureau du ministre Holland a refusé de donner suite à la lettre du chef conservateur, s'en remettant à la ministre responsable de la Santé mentale et des Dépendances du Canada, Ya'ara Saks. Le bureau de cette dernière n'avait pas répondu à notre demande avant notre heure de tombée.

[...]

Le premier ministre François Legault a indiqué en entrevue avec Paul Arcand mardi que son gouvernement est «en train de regarder si effectivement le site a été bien choisi».

Il se faisait l'écho du ministre responsable des Services sociaux du Québec, Lionel Carmant, qui a laissé entendre que le choix du site près d'établissements pour jeunes par la Ville de Montréal n'était pas optimal.

5 juin 2024 [Controversial safe drug use site in St-Henri temporarily closes due to staffing issues](#)
CTV News | 5 juin 2024

5 juin 2024 **Fermeture des services de la Maison Benoit Labre du 5 au 10 juin inclusivement**

Les raisons évoqués au dernier comité bon voisinage le 4 juin, sont les suivantes;

- Manque d'effectif et de personnels / Une partie de leur personnel ont quitté
- En période d'embauches
- Besoin de former leur personnel
- La nuit, les intervenants MBL seront sur place mais ne vont pas offrir de services

Concrètement, seuls les 36 résidents et le personnel pourront entrer dans le centre.

Le centre de jour (repas, toilettes, douches, répit, accès aux services) et les cubicules d'injection et d'inhalation ne seront pas accessibles pour la clientèle

Qu'est-ce qui sera mis en place concrètement suite à la fermeture du centre

- La MBL aura des billets STM pour inviter leur clientèle à se déplacer vers d'autres centres

- La clinique mobile (qui offre aussi des services d'injection supervisée) va venir tous les lundis, mardis et mercredis matin, de 9h à midi.
- La MBL va bénéficier de l'aide de Médecins du monde
- Les patrouilleurs de la SPVM vont venir plus fréquemment à pied et à vélo
- La brigade de propreté va poursuivre son travail comme d'habitude
- NOUVEAU: Il y aura **des agents de sécurité qui vont débiter dès le 5 juin (de 7am à 23h le soir), et ce jusqu'au 21 juin**. Après le 21 juin, leur contrat sera à réviser

5 juin
2024

[Opinion: A case study on how not to build community trust](#)

Michael MacKenzie Special to Montreal Gazette | Published Jun 05, 2024

I'm a social work educator who lives near Maison Benoît Labre. The transitional housing and inhalation centre requires more scrutiny

In the month since the new Maison Benoît Labre transitional housing and inhalation centre opened in St-Henri, our community feels strongly that the launch has been mishandled — and foreseeably so — by the organization and elected officials.

I study the trauma-informed treatment of mental health and addictions, but residing close to the centre, I have felt conflicted from speaking to something professionally that affects me personally. That concern ended when I saw that borough Mayor Benoit Dorais said “there haven't been any serious incidents so far.”

I cannot remain silent.

My neighbours and I have had to clear away people injecting drugs. We called police after seeing a neighbour assaulted. Someone with me had to pull the man off our neighbour. I chased away a man standing, pants down in broad daylight, masturbating and banging on a neighbour's window. Police arrived 45 minutes later. My young children have witnessed sex acts on a sidewalk. All of this has been accompanied by an influx of new people in distress and dealers drawn to the area.

It would be disingenuous not to acknowledge that the area around the Lionel-Groulx métro station has had its challenges, but the new reality is far removed from people's experiences before the centre's move. Its clients were uprooted into a neighbourhood where they don't know the lay of the land. A move of even a kilometre can be disruptive to clients who must learn new environs.

It has been particularly irksome to hear politicians opine about “not in my backyard” attitudes in the community, when one of the most vocal proponents of the new location — Dorais — lives on the block abutting its former location. In other words, it is no longer in his backyard.

4 juin
2024



Parti Québécois

@partiquebecois · 22h

...

CENTRES D'INJECTION PRÈS DES ÉCOLES: MOTION REFUSÉE PAR LA CAQ!

Aujourd'hui, la CAQ a refusé notre motion sur la mise en place d'un «règlement pour imposer une distance minimale entre tout site d'inhalation ou d'injection supervisée et tout établissement dispensant des

Show more

MOTION SANS PRÉAVIS

Il faut imposer une distance minimale entre tout site d'inhalation ou d'injection supervisée et tout établissement dispensant des services de garde éducatifs à l'enfance, des services éducatifs d'éducation préscolaire, primaire, secondaire, de formation professionnelle ou des services éducatifs pour les adultes en formation générale.

Déposée par Pascal Bérubé
Député de Matane-Matapédia

 REFUSÉE PAR LA CAQ

Motions sans préavis

Comme il n'y a pas de votes reportés, nous allons passer à la rubrique Motions sans préavis. Et, pour ce faire, je cède la place au deuxième vice-président de l'Assemblée nationale. Merci pour votre attention. Bonne fin de journée.

Le Vice-Président (M. Lévesque) : Alors, bon mardi après-midi, chers collègues. Nous en sommes maintenant aux motions sans préavis. Et, en fonction de l'ordre, je reconnais maintenant un membre du troisième groupe d'opposition et je cède la parole à M. le député de Matane-Matapédia.

M. Bérubé : M. le Président, je sollicite le consentement des membres de cette Assemblée afin de présenter, conjointement avec la députée de D'Arcy-McGee et la députée de Vaudreuil, la motion suivante :

«Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement de mettre en place un règlement pour imposer une distance minimale entre tout site d'inhalation ou d'injection supervisée et tout établissement dispensant des services de garde éducatifs à l'enfance, des services éducatifs d'éducation préscolaire, primaire, secondaire, de formation professionnelle ou des services éducatifs pour les adultes en formation générale.»

Le Vice-Président (M. Lévesque) : Merci, M. le député. Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion? M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Caire : Pas de consentement, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Lévesque) : Il n'y a pas de consentement.

Source:
<https://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/assemblee-nationale/43-1/journal-debats/20240604/381099.html>

4 juin 2024

Comité bon voisinage Maison Benoit Labre #9 de 18h à 20h
([ordre du jour](#), [répertoire des compte-rendu](#))

Post sur la page facebook [La Maison Benoit Labre-The Benedict Labre House](#)



La Maison Benoît Labre-The Benedict Labre House

11 h · 🌐



Bonjour à tous, nous souhaitons vous informer que La Maison Benoît Labre réduira temporairement ses services 24/7, par manque de main-d'œuvre pour répondre adéquatement à la demande. L'horaire et les services réguliers reprendront, dès lundi prochain, le 10 juin. Face aux pressions accrues et aux besoins grandissants, et par souci d'offrir des services essentiels adéquats, la décision a été prise de réduire les services de la halte-répît et des prises en charge spontanées (drop-ins). Le service d'intervenants de corridors scolaires, les brigades et le soutien avec les résidents seront maintenus comme à l'habitude. Pendant cette période, l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (ÉMMIS) de la Ville de Montréal, le poste de quartier et d'autres organismes viendront en soutien à La Maison Benoît Labre.

Cette courte pause permettra à l'équipe de bien former et de bien intégrer ses nouvelles recrues afin de garantir le succès du projet.

Par ailleurs, des gardiens de sécurité seront déployés jusqu'au 21 juin. Nous poursuivrons notre collaboration avec le CIUSS et les autres intervenants du milieu afin d'assurer la pérennité des services et son intégration dans le secteur.

Rappelons que la Maison Benoît Labre est acteur incontournable de la communauté, et ce, depuis 75 ans. Dans les dernières semaines, elle a entre autres mis plusieurs mesures en place pour limiter les effets de la hausse des besoins en itinérance et en santé mentale sur le voisinage par diverses mesures, comme le Comité Bon Voisinage, le nettoyage des rues et de la cour d'école.



2 commentaires 9 partages

3 juin
2024

[Nouvelle étude sur l'impact des sites de consommation supervisée dans leur milieu](#)

L'Actualité / La Presse Canadienne | Jean-Benoît Legault | 3 juin 2024

MONTREAL — Une chercheuse de l'Institut national de la recherche scientifique tentera au cours des prochains mois de documenter l'impact de l'implantation des sites de consommation supervisée dans leur milieu, dans le but de recueillir des données probantes qui pourraient mener à un déploiement plus harmonieux et plus pertinent des prochains sites.

Ce projet pilote accordera une attention plus particulière à l'impact de ces sites sur les groupes en situation de vulnérabilité, comme les femmes, les familles monoparentales, les enfants et les nouveaux arrivants, a dit la responsable du projet, la professeure Carolyn Côté-Lussier.

«L'idée, c'est de prendre en compte le mode de fonctionnement des sites de consommation supervisée, mais également leur emplacement pour justement produire des données probantes sur les impacts pour les communautés locales», a-t-elle résumé.

Mme Côté-Lussier et ses collègues partiront donc à la rencontre des gens qui habitent dans un rayon de 200 mètres autour d'un site de consommation supervisée, mais aussi dans un rayon de 500 mètres pour pouvoir nuancer les impacts sur les gens qui habitent à proximité et sur ceux qui habitent plus loin.

[Refuge pour itinérants dans Rosemont: des parents craignent le pire](#)

	Paul Arcand 98.5 3 juin 2024 En raison des problèmes majeurs de cohabitation entre la Maison Benoît-Labre et divers établissements du Sud-Ouest de Montréal, dont un CPE, des parents de l'arrondissement Maisonneuve-Rosemont craignent le pire face à la transformation d'une église en refuge pour itinérants dans ce quartier résidentiel. Écoutez Simon Lévesque, porte-parole du groupe de citoyens mobilisés contre le projet de transformation de l'église Sainte-Bibiane, qui discute avec l'animateur Paul Arcand, lundi. Il exprime la frustration face au manque de communication de la part du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, de la Ville de Montréal et du gouvernement Legault. M. Lévesque souligne l'importance de l'inclusion sociale et d'une planification adéquate pour éviter les erreurs passées. https://www.qub.ca/radio/balado/la-rencontre-dutrizac-et-dumont?audio=1098943364
2 juin 2024	<u>«On se demande si c'est à notre tour»: un refuge pour itinérants près de cinq écoles primaires</u> Anouk Lebel Journal de Montréal 2 juin 2024 Des citoyens du quartier Rosemont craignent des enjeux de cohabitation avec les enfants
31 mai 2024	<u>«C'est inconcevable!»: un refuge montréalais ferme ses portes</u> Le refuge montréalais Le Ricochet a fermé ses portes vendredi. L'organisme offrait depuis trois ans et demi un service essentiel à des dizaines de personnes en situation d'itinérance dans le secteur Pierrefonds-Roxboro. Le bail du refuge, dont le bâtiment appartient au CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, arrivait à échéance et sa vocation changera pour devenir un centre de réadaptation pour de jeunes patients.
31 mai 2024	<u>Ouvert d'avance, ce centre de consommation supervisée sauve des vies malgré la grogne</u> https://x.com/NoovoInfo/status/1796565521669992865 Véronique Dubé, Guillaume Thérout Noovo info Publié le 31 mai 2024 https://x.com/CoalitionVR/status/1796556766546944505 
30 mai 2024	<u>Aucune règle sur la proximité avec les écoles et les CPE</u> La Presse Mylène Crête 30 mai 2024 Avec Philippe Teisceira-Lessard et Fanny Lévesque, La Presse, et La Presse Canadienne (Ottawa) Il n'existe pas de règles pour déterminer la proximité d'un centre de consommation supervisée par rapport à une école ou un centre de la petite enfance. C'est ce qu'a indiqué la directrice régionale

de santé publique de Montréal, Mylène Drouin, devant des élus fédéraux jeudi.

La mairesse de Montréal, Valérie Plante, s'est prononcée à plusieurs reprises pour la décriminalisation de la possession simple de drogues après l'adoption d'une motion en ce sens par le conseil municipal en 2021. Le gouvernement fédéral n'a toutefois reçu aucune demande de la Ville.

La ministre de la Santé mentale et des Dépendances, Ya'ara Saks, a rejeté récemment celle qui avait été soumise par Toronto.

['It's chaos': Children harassed at playground near Montreal safe drug-use site](#)

Matt Gilmour | CTV News Montreal | Updated May 30, Published May 29

"People injecting drugs, nudity, and what is the most frustrating is my little girl says sometimes they can't go to play outside because there's a battle or they're screaming outside, so they have to stay inside," said parent Charles Deschenes.

On Sunday, Deschenes said he took his children to the school to play and discovered two people having sex on school grounds.

St-Henri resident Real Remillard said he witnesses children being harassed on a daily basis on their way to school.

"Monday morning, the kids with their mother go to school, and one guy peed on the kid and tried to give candy. Stupid," he said.

During lunch hour on Wednesday, CTV News witnessed a conflict between a school employee and several men who approached the children through the fence.

I saw a lady smoking crack just, on the other side of the fence, right next to the kids; smoking crack!" he said.

Deschenes is worried that the stressful environment is going to have long-term effects on his children.

"I'm a teacher and I know for a fact that children who do not feel safe during school, or all the time, kids won't learn as much as a kid who was in a safe environment," he said. "This will affect the the progress in school, for sure."

[Pas dans ma cour... d'école](#)

La Presse | Maxime Bergeron | Publié le 29 mai 2024, Mise à jour le 30 mai 2024

Ce genre de ressource est nécessaire, avec la crise qui s'aggrave. Le hic : le centre a été construit à quelques mètres d'une école primaire, en toute connaissance de cause.

Pourquoi à cet endroit ? Une bonne question, que se posent encore les parents des 300 élèves de l'école Victor-Rousselot.

Des sans-abri qui se battent, s'exhibent ou fument du crack en public¹.

Les scènes du genre sont devenues monnaie courante dans plusieurs quartiers, mais les élèves de Victor-Rousselot n'étaient pas préparés à en être témoins chaque jour. Des jeunes font de l'anxiété et rechignent même à se rendre en classe depuis l'ouverture de la Maison Benoît-Labre².

L'école a dénombré 28 « évènements perturbateurs » pendant les quatre premières semaines d'activité

du centre. Des parents sont furieux. Ils disent avoir essayé de lever le drapeau rouge pendant des mois, sans succès.

Mais ceci est aussi vrai : ça brasse pas mal. Même au cœur de la matinée. Les cris occasionnels, le va-et-vient des personnes aux facultés affaiblies et les tentes érigées çà et là ont de quoi impressionner des enfants, je peux le comprendre.

Pourquoi avoir choisi ce terrain en particulier, alors ? Parce que c'était le seul qui était disponible et répondait à tous les critères, m'a affirmé en entrevue Andréane Désilets, directrice générale de la Maison Benoît-Labre.

Elle soutient avoir vérifié « si c'était une bonne idée » de s'installer là, en rencontrant la direction de l'école voisine. L'arrondissement du Sud-Ouest et la Ville de Montréal disent n'avoir pas eu le choix d'accepter, puisque le projet était de « plein droit » et que l'usage d'habitation était déjà autorisé.

Le chantier a démarré, puis la pandémie a frappé. Le nombre de sans-abri a bondi, en même temps que celui des surdoses. La Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSP), à la demande du centre, a entrepris des démarches pour ajouter un centre de consommation supervisée au projet initial.

L'administration Plante n'en démord pas : elle n'avait pas le choix d'autoriser ce projet.

29 mai
2024

[Débat à l'assemblée nationale - Mesures pour lutter contre les surdoses de drogue](#)

Entre Manon Massé et Lionel Carmant

29 mai
2024

[«Tu veux aider ces gens-là, mais pas retrouver des seringues dans tes marches»](#)

Publié le 29 mai 2024 par 98.5

[Cohabitation difficile aux abords de la maison Benoît Labre](#)

Patrick Lagacé | Publié le 29 mai 2024

[Maison Benoît Labre : ça devrait être une priorité que les enfants se sentent en sécurité, explique une psychologue](#)

Benoît Dutrizac | Publié le 29 mai 2024

Retour sur La maison Benoît Labre et les effets nocifs pour les enfants d'être exposés aux aléas de gens en situation d'intoxication.

Entrevue avec Karine Gauthier, psychologue et présidente de la Coalition des psychologues du réseau public québécois

[Maison Benoît Labre : «La pandémie c'est souvent l'excuse des incompetents!». dit Alexandre Dubé](#)

La rencontre Dubé / Dutrizac | Publié le 29 mai 2024

[Présence d'un centre d'injection supervisée près d'une école : «Il faut avoir le courage de ne pas faire de niaiseries»](#)

TVA Nouvelles | Publié le 29 mai 2024

['We must improve cohabitation' around St-Henri centre for unhoused people: minister](#)

Katelyn Thomas | Montreal Gazette | Published May 29, 2024

"It is clear that we must improve cohabitation, especially for our children, and that includes the choice of sites that municipalities offer to community organizations," Carmant said

[Maison Benoit Labre : «C'est pire que les pires craintes que les parents avaient exprimées»](#)
Qub RADIO I 29 mai 2024

<https://x.com/carmantlionel/status/1795834539245453735?s=42&t=5FxWi-2x9tjm0-SN1Vqkew>



[Enfants escortés : le CPE pourrait être relocalisé, affirme Roy](#)
La Presse I 29 mai 2024

(Québec) Le CPE de la rue Viger Ouest, où des enfants sont escortés par la police lors des promenades, pourrait être relocalisé. À la Maison Benoît-Labre, la cohabitation entre l'itinérance et les enfants « aurait dû être mieux préparée » par Montréal, déplore Lionel Carmant.

[Un centre de consommation supervisée près d'une école](#)
Radio-Canada I Mordus de politique RD1 I 29 mai 2024

[Itinérance: «On demande à la police d'escorter les enfants d'un CPE»](#)
Paul Arcand I 29 mai 2024

cohabitation «impossible» entre les itinérants et les enfants dans certains quartiers centraux du centre-ville de Montréal.

La Presse révèle, dans un dossier bien étoffé qui illustre de nombreuses situations problématiques et dangereuses impliquant des enfants du primaire et d'un CPE, des itinérants et des centres supervisés de consommation de drogues dures.

[Drogues, insalubrité, actes sexuels: le quotidien d'un CPE du centre-ville](#)
Paul Arcand I 29 mai 2024

[« Ma fille ne veut même plus venir à l'école »](#)

La Presse | 29 mai 2024

Dans le Sud-Ouest, des parents témoignent de la peur ressentie par leurs enfants en raison de mauvaises interactions avec des gens vulnérables près de l'école Victor-Rousselot.

Une psychologue met d'ailleurs en garde contre l'exposition répétée à des scènes problématiques, qui peut avoir un impact psychologique sur les enfants.

« Mon gars a peur ! », a confié mardi Jessica Normandeau, en attendant son fils de 5 ans devant l'école Victor-Rousselot, dans le Sud-Ouest. « Avant qu'il commence l'école, des itinérants lui avaient lancé des canettes et des choses comme ça. [...] Depuis ce temps-là, mon fils a toujours eu peur. Quand ça se met à crier, il me tient super fort. »

Ce n'est pas le cas pour la fille de 8 ans de Stéphanie Larin, une autre mère de l'école Victor-Rousselot.

« Ma fille ne veut même plus venir à l'école, a-t-elle expliqué, juste avant que la cloche de la fin des classes sonne. Elle me dit : "Maman, j'ai peur, ça crie toujours." Elle a peur de venir à l'école. »

Le centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) a confirmé que l'école Victor-Rousselot avait dénombré 28 « événements perturbateurs » pendant les quatre premières semaines d'ouverture du centre de jour de la Maison Benoît-Labre, soit plus d'un par jour de semaine.

« La Ville priorise vraiment les itinérants sur la sécurité des enfants », a lancé M^{me} Bisson, visiblement excédée après plusieurs rencontres infructueuses avec les autorités municipales.

« À chaque réunion que j'ai avec la Ville, il ressort qu'il faut prioriser la cohabitation avec les itinérants et qu'il n'y a pas d'autre solution. La Ville a créé ce problème-là [en autorisant l'installation du refuge] et il n'y a jamais de solution qui est proposée. »

Au dernier conseil municipal, mi-mai, le responsable de l'urbanisme de l'administration avait confirmé que la proximité avec les enfants n'était pas analysée lorsque la Ville doit approuver l'emplacement d'un refuge ou d'un autre service.

https://www.reddit.com/r/montreal/comments/1d37rhd/itin%C3%A9rance_et_enfants_dans_les_quartiers_centraux/

https://www.reddit.com/r/QuebecLibre/comments/1d381ns/itin%C3%A9rance_et_enfants_dans_les_quartiers_centraux/

https://www.reddit.com/r/QuebecLibre/comments/1d3lhrb/site_dinjection_supervis%C3%A9e_les_citoyens/

29 mai
2024

['We must improve cohabitation' around St-Henri centre for unhoused people: minister Lionel Carmant's comments come after parents flagged issues with a park used by elementary school students near Maison Benoît Labre's new location.](#)

Katelyn thomas | Montreal Gazette | 29 mai 2024

29 mai
2024

[Itinérants près des écoles: «Les enfants voient des personnes uriner», dénonce un père](#)

Agence QMI | 29 mai 2024

28 mai
2024

[Maison Benoît-Labre: «C'est rendu un véritable cirque à cet endroit», constate un avocat](#)

Yves Poirier | Publié le 28 mai 2024

	Les problèmes de cohabitation de pis en pis à Saint-Henri 98.5 I Publié le 28 mai 2024
28 mai 2024	Maison Benoît Labre: «Ma mission ce n'est pas les enfants». affirme la DG QUB Radio I Benoît Dutrizac <u>Quelques citations de Mme Désilets (DG. Maison Benoît Labre):</u> • “Ma mission ce n’est pas les enfants” • En référence aux délais de construction par l’entrepreneur “le Projet a été approuvé depuis 4 ans”, “une partie du terrain appartient à l’arrondissement, je ne peux pas justifier la partie qui leur appartient”, “ce sont des fonds publics, ce n’est pas si simple” • En références aux nombres d’événements (28) qui ont été rapporté par la direction de l’école “Aucuns de ces événements nous ont été rapportés”
27 mai 2024	Maison Benoît-Labre: la situation est pire que jamais près du centre d’injection et d’inhalation supervisé Yves Poirier Publié le 27 mai 2024
22 mai 2024	Comité bon voisinage Maison Benoît Labre #8 • Note de rencontre par des parents et résidents présents • Création d’un répertoire qui consolide les compte-rendus du comité bon voisinage à ce jour • Incluant quelques incidents/incivilités soulevés aux abords du centre et près des enfants
21 mai 2024	Chers parents, Lorsque les enfants du groupe de maternelle MA jouaient dans le parc aujourd’hui en fin de journée, une résidente du quartier criait sur la rue Doré. Nous avons donc pris la décision de faire entrer les élèves. Un retour a été fait avec les enfants en classe avant le départ. Si vous avez des questions, n’hésitez pas à communiquer avec l’école. Cordialement,  Isabelle Guérin Directrice
21 mai 2024	Questions de Julie Miville-Dechêne au sénat canadien https://x.com/mivillej/status/1792993826849579323
18 mai 2024	Le gouvernement fédéral rejette la demande de Toronto: https://lp.ca/mO3y9A?sharing=true (Ottawa) La ministre fédérale de la Santé mentale et des Dépendances, Ya’ara Saks, a rejeté la demande de Toronto de décriminaliser la possession de drogues, invoquant des préoccupations concernant la sécurité publique.

17 mai 2024	Il y a une nouvelle tente noires sur le terrain de la ville sur Atwater a vu des gens baiser en plein devant le centre à 17:15 l'autre jour en revenant de travailler. C'est degueulasse, je suis découragée... Et il n'est pas le seul! Un anonyme a écrit les avoir vu le même jour 🙄
16 mai 2024	« La rue ne peut pas devenir un hôpital », dit Valérie Plante La Presse <i>Les rues de Montréal ne peuvent pas devenir un hôpital ou un centre d'injection, a lancé Valérie Plante jeudi, en renouvelant ses demandes d'aide envers Québec et Ottawa.</i>
14 mai 2024	«Allée du crack»: les discussions rompues avec la santé publique, dit Cactus Montréal Kevin Crane TVA Nouvelles Publié le 14 mai 2024 à 20 h 41 <i>Le directeur général de Cactus Montréal fait une sortie en règle contre la santé publique de Montréal. En pleine crise des opioïdes et de surdoses, Jean-François Mary se plaint que les communications sont presque rompues avec la santé publique.</i>

13 mai
2024

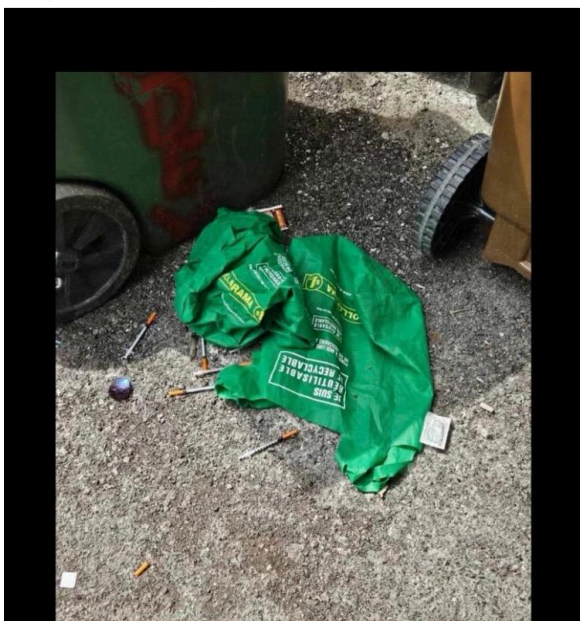


St. Henri

Membre anonyme · 1 h ·



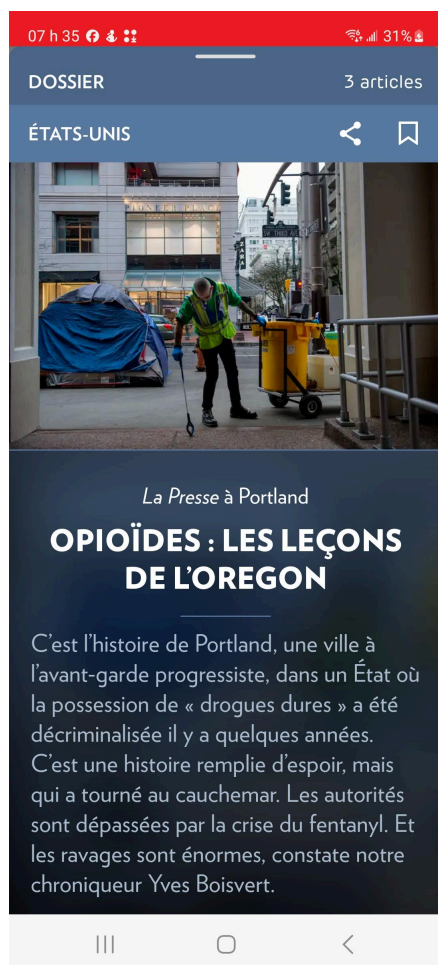
Okay let me resubmit what I posted earlier without showing a blurry image of the back of a person shooting up across the Atwater market right by the school. Spotted today was that alongside needles falling out of a bar on Notre dame and Rose De Lima. I'd like to know what is being done to control any of this at this point?



Commentez...



11 mai
2024



Opioides : les leçons de l'Oregon:
<https://lp.ca/hgLd70?sharing=true>
La Presse | Publié le 11 mai

[Portland-la-progressiste fait marche arrière](#)

Que s'est-il donc passé ? Il s'est passé une augmentation de la criminalité, dont une montée en flèche du nombre d'homicides. Il s'est passé l'installation désordonnée de centaines de tentes, et de gens qui trouvent refuge dans les entrées de commerces, d'immeubles.

Il s'est passé une désertion commerciale du centre-ville, devenu un marché ouvert de vente et de consommation de tout ce qui se fume, s'injecte et se renifle.

Car depuis 2021, à la suite d'un vote populaire, la possession de « drogues dures » a été décriminalisée en Oregon. À peu près au moment où le fentanyl commençait à faire des ravages. Une « énorme erreur », dit maintenant le maire Wheeler, avec à peu près tous les politiciens des deux partis.

[Nettoyer « l'apocalypse des zombies »](#)

— Attention où tu mets les pieds... Ce n'est pas de la merde de chien, ça... C'est ça que ça fait, le fentanyl. Excuse-moi, mais les gens chient. Nous, on ramasse. Un seul de nos gars en a déjà ramassé 170 dans une journée.

Portland Clean & Safe, passent le balai, arrosent et ramassent ce qui traîne. C'est le mandat de

l'organisme : nettoyer les rues, favoriser le sentiment de sécurité. Déchets. Vêtements. Avant, beaucoup de seringues : 176 000 ont été ramassées dans Portland en 2022. On en voit beaucoup moins. Pas qu'il y ait moins de junkies ; c'est des papiers d'aluminium qu'on trouve maintenant, ceux dans lesquels on fait brûler les pilules de fentanyl à 1 \$ pour les fumer.

« Tu ne veux pas que ton chien lèche ça, ou qu'un enfant ramasse ça... »

Laura est la directrice de Portland Clean & Safe, mais tout le monde l'appelle « Mom ». « Huitième de huit enfants, toxicomane de père en fille ». Pour payer son héroïne, elle en vendait. Elle volait. Elle a perdu la garde de sa fille. Elle a été cinq ans dans la rue, entrant en prison et en sortant.

« Si je n'étais pas allée en prison, je serais morte », dit-elle avec une conviction qu'on n'a pas envie de contredire.

Elle a fini par suivre une cure.

Moi, c'était le cristal meth. La dernière fois que j'ai été arrêté, j'avais le choix entre la désintox et la prison... Ils m'ont fait toutes sortes de traitements, même avec de l'acupuncture ! Ça fait huit ans que je suis sobre. »

Elle avait réussi à se sortir du cristal meth parce qu'elle n'y avait plus accès en prison. Son premier boulot, ç'a été ici, où elle est arrivée avec la peur au ventre, certaine de se faire virer. Elle est maintenant le bras droit de Laura.

Les deux sont très remontées contre la décriminalisation. Et même contre les programmes bien intentionnés d'injection supervisée ou de réduction des risques.

« Ne va pas parler de ça à des gens qui essaient d'en sortir, tu vas te faire casser la gueule ! Je ne crois pas à ça, ça maintient les gens dans la dépendance, même s'ils disent qu'ils accompagnent les gens quand ils sont prêts. Pendant ce temps-là, tu leur dis : mais oui, tu peux te shooter, reviens nous voir quand tu le sens... Voyons donc. Foutaise. Ce n'est pas juste pour nous. »

[Le pansement sur une ville malade](#)

À l'avenir, les personnes arrêtées en possession de ces drogues auront le choix : un constat d'infraction criminelle ou un programme de désintox. Mais pour faire ce choix, encore faut-il avoir toute sa tête.

En attendant, l'organisme a embauché une petite troupe d'agents de sécurité de Garda World pour intervenir quand on signale du trouble, ou quand quelqu'un s'installe devant un commerce ou dans l'entrée d'un immeuble. Tout ce qui fait désordre sans être du ressort de la police. « Ils n'ont pas de pouvoir d'arrestation, ils leur demandent gentiment de se déplacer. »

Matt Schultz, un travailleur social de 30 ans, trouve que la décriminalisation a le dos large. « Il y a beaucoup de gens malades, on ne réglera rien en les punissant. » La mauvaise réputation de la ville vient surtout de la visibilité des personnes sans logement. « Il n'y a pas moyen de vivre à Portland avec un salaire moyen. » Ironiquement, lui-même, qui venait en aide aux enfants dans les refuges, a dû s'exiler, incapable de se loger avec un salaire de 32 000 \$.

8 mai
2024

[Du crack au CHSLD](#)

Des résidents d'un CHSLD vendent et consomment du crack dans leur propre établissement et même devant l'entrée, dénoncent des occupants du centre d'hébergement Paul-Émile-Léger, situé à deux pas de ce que l'on surnomme « l'allée du crack » (Cactus)

[Les histoires d'horreur continuent de se multiplier sur l'«allée du crack» à Montréal](#)

TVA Nouvelles | Publié le 8 mai 2024 à 20 h 57

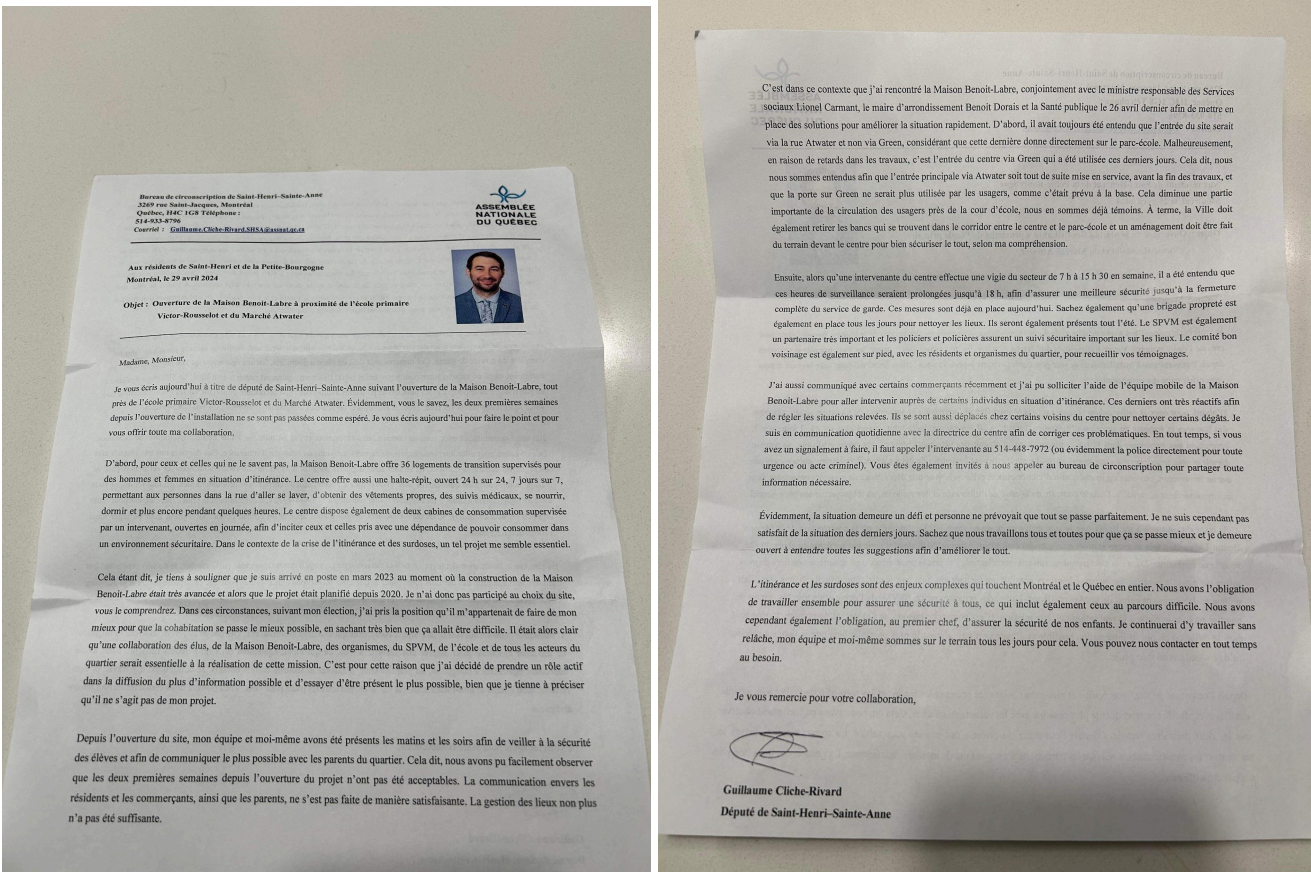
	En quelques heures, notre journaliste a été témoin de plusieurs transactions de drogue en pleine rue et a aperçu de nombreuses personnes en situation de crise. Le jour comme la nuit, des dizaines de personnes se retrouvent devant le centre d'injection supervisée Cactus. Décriminalisation de la drogue dure: «à Montréal, non merci», dit Régine Laurent TVA Nouvelles Publié le 8 mai 2024 à 20 h 58 La Ville de Montréal ne devrait pas imiter les autres villes et provinces canadiennes qui ont décriminalisé les drogues dures dans leurs territoires, selon notre chroniqueuse Régine Laurent. «Abstenez-vous Montréal. Il faut à tous les paliers du gouvernement: prévenir. Tout faire pour éloigner nos jeunes de cet enfer qui gâche et qui fauche trop de vie»
7 mai 2024	Ottawa permet à la Colombie-Britannique de faire marche arrière La Presse Canadienne Décriminalisation des drogues dans les lieux publics Un homme aux culottes baissées mord, griffe et frappe trois policiers au centre-ville Yves Poirier Publié le 7 mai 2024 La présence d'un refuge pour sans-abri près d'un CPE dérange Yves Poirier Publié le 7 mai 2024 Une importante ressource contrainte de réduire ses services La Presse La semaine dernière, l'organisme Portage, qui compte neuf centres de réadaptation dans la province, a dit adieu à 25 employés, en plus d'éliminer 19 postes vacants, ce qui représente environ 10 % de ses effectifs québécois. Au fil du départ de bénéficiaires, 53 lits seront retirés, soit 24 % de la capacité d'accueil du réseau québécois. En cause : le refus du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) de bonifier une enveloppe d'aide annuelle de 16 millions en vigueur depuis 2018. Ce soutien public, qui venait à échéance le 31 mars 2023, représente 90 % du financement de l'organisme, contre 10 % pour la Fondation Portage. (...) Du jamais-vu L'organisme (Portage) à but non lucratif, qui a fêté ses 50 ans l'an dernier, a comme mission d'accompagner des toxicomanes du Québec, de l'Ontario et de l'Atlantique dans leur lutte contre la dépendance et dans leur réinsertion sociale. Certaines ressources offrent des services spécialisés pour les adolescents, les patients aux prises avec des troubles de santé mentale ou encore les femmes enceintes et les mères de jeunes enfants.
6 mai 2024	Lien vers l'enregistrement intégrale 2024-05-06 Conseil d'arrondissement du Sud-Ouest Faits saillants: • Témoignages de deux résidentes qui travaillent depuis 16 ans dans le quartier, aux abords de l'école primaire Victor-Rousselot ○ 45min30sec ○ 38min21sec ○ 35min45sec

- Citations du maire Benoit Dorais

- **41min33 sec:** "L'arrondissement n'a pas autorisé le projet de la Maison Benoit Labre. Le projet que vous voyez, n'a pas été autorisé par la Ville, parce qu'il n'avait pas besoin d'autorisation. Déjà, le zonage permettait l'usage communautaire. Donc les services qui sont livrés par la Maison Benoit Labre étaient déjà dans la réglementation, c'était déjà le cas.
- **41min00sem:** L'usage habitation existait déjà, ce que les élus sont venu autoriser il y a quelques années, ça été de dire qu'on pourra admettre plus large, plus profond et plus haut. Pour 36 studios. C'est ça qu'on est venu faire dans le fond, permettre 36 studios, au lieu de 6 logements.
- **40min30sec:** Ce qui a été décidé par Maison Benoit Labre, ça a été d'arriver et de dire que on (MBL) sera un centre de services, parce que veut veut pas, il y a un besoin dans le secteur.
- **40min15sec:** En 2022, toujours avec les services communautaires, la direction de la Santé publique a été proposé au gouvernement du Québec, et c'est le gouvernement du Québec, via la DSP, c'est eux qui se sont fait le portant du dossier pour l'amener au ministère de santé et services sociaux, pour dire qu'il y aurait un besoin de consommation sécuritaire dans ce secteur là, il y a trop de gens qui consomment dans l'axe Atwater des drogues dures avec des seringues, c'est n'importe quoi, risque très important de contaminer toute sorte de choses. Alors, c'est à ce moment là qu'il a été demandé, par la Maison Benoit Labre et le DRSP, ça a été transité vers le gouvernement du Québec, vers le ministre Carmant. Le gouvernement a dit, il y a un réel besoin, puis comme on veut que ça se passe bien, on demande qu'il y ait la tenue d'un comité de bon voisinage.
- **39min08sec:** Ce qu'on a vécu dans les deux dernières semaines, c'est un mouvement de transition, parce que la météo n'avait pas permis dans le fond de finir le devant de la rue Atwater. (...) Maison Benoit Labre a dit; c'est pas fini, c'est en grosses roches, c'est en gravel, il y a des clôtures de chantier, mais pendant peut-être 2-3 semaines on va leur permettre la rue Greene (clientèle MBL). M. le député (Guillaume Cliche-Rivard) et moi (Benoit Dorais), plus d'autres, on constaté que ça se passait plus ou moins bien, puis finalement on a travaillé avec Maison Benoit Labre pour dire est-ce qu'on peut changer les choses. C'est ce que vous avez vu aux nouvelles finalement là, avec un traitement un peu sensationnaliste mais, c'est ça qui était déjà prévu depuis une dizaine de jours, c'est qu'on allait aller rencontrer Maison Benoit Labre pour constater un certains nombres de choses.
- **37min30sec:** On est vraiment confiant, tous les trois paliers de gouvernement que avec la quantité de fonds publiques du gouvernement du Québec dans les différents centres que, là c'est Maison Benoit Labre le premier mais il va y avoir tout une série d'autres, et pas juste à Montréal. Il va y en avoir dans d'autres grandes municipalités aussi parce que malheureusement il y a vraiment eu une explosion de l'itinérance actuellement avec une crise du logement.
- **36min42sec:** On est vraiment confiant que ça va bien se passer parce que il est (Maison Benoit Labre) 24/7. Il va y avoir un financement 24/7, c'est en train de se mettre en place. Le gouvernement fait des pieds et des mains pour trouver le financement comme il faut. C'est vraiment ce qui est prévu, 24/7 (...) Ça va vraiment faire en sorte que contrairement à d'autres centres, qu'il y a un line up à 8h du matin que et qu'à un moment donné les services arrêtent à 5h, 6h ou 7h, et les gens (clientèle MBL) sont dans le coin et se frappent à une porte (fermée). On est très confiant que ce projet-là a évolué en 4-5 ans, mais que la version finale, bien qu'on va être capable de faire en sorte que ça se passe en douceur.
- **29min47sec:** On a certainement dû laisser passer "consultation publique", plutôt que "assemblée d'information", puisque dans le cas d'un 89.4 il n'y a absolument aucune consultation publique prévue. (...) L'arrondissement lorsqu'on utilise l'article 89.4 de la charte de la Ville de Montréal qui prévoit justement pour des projets sociaux du genre, il

n'y a pas de consultation. (...) Le loi ne permettait pas. Et on ne fait pas mention du volet drogue, parce que le volet drogue n'était pas présent en 2019, il est apparu en 2022.

- **27min31sec:** Le volet drogue a été initié par Maison Benoit Labre en 2022. Et donc il n'y a absolument aucun PV, aucun compte rendu, aucuns documents qui existent et que vous pourriez avoir en ayant accès à l'information qui va venir mentionner que les élus avaient ces information là avant 2022.
- Demande par un parent dont les enfants fréquentent quotidiennement le parc école Victor-Rousselot (situé à 20m du centre Maison Benoit Labre)
 - **31min22sec:** Considérer un budget pour retirer le sable et les copeaux de bois de l'aire de jeux des enfants, afin de faciliter le travaille de la brigade de propreté
 - Ce parent fait également référence à l'enregistrement de la [séance du conseil d'arrondissement du 11 sept 2023](#)
 - 45min55sec
 - Question (parent/résident): "J'aimerais savoir à quel moment les élus, et l'arrondissement ont su que la vocation de la Maison Benoit Labre comportait un important volet drogue?"
 - Réponse (maire Dorais): "Environ 2018. Donc pour nous, lorsque nous avons soumis en 2019 en séance publique, nous savions qu'il était demandé, qu'il serait demandé, qu'il serait prévu, un centre comme tel. Mais les autorisations gouvernementales n'étaient pas encore demandées et à ce moment-là, le site en tant que tel lors de la soirée d'information, il ne pouvait pas être dit qu'il y aurait effectivement ce centre. Par la suite, la Maison Benoit Labre a fait différentes rencontres avec l'école, avec les citoyens et il y a eu plusieurs démarches." (...) "Je peux comprendre les préoccupations des parents, si moi j'avais un enfant à l'école Victor-Rousselot, je serais moi aussi en émoi, moi aussi je serais préoccupé, moi aussi je me demanderais si mon enfant serait en sécurité" (...) Par contre une fois que j'aurais entendu, le maire de l'arrondissement, les conseillers, les différents élus des différents paliers, les fonctionnaires des différents paliers, entendre également le SPVM, le poste de quartier 15, les gens également qui sont à EMMIS, le travail qui a été fait par la Maison Benoit Labre pour préparer le terrain, je me dirais ok, je n'en ai peut-être pas entendu parler tant que ça, même si il y a eu des dépliants de déposés, même si le Conseil d'établissement (école) en 2021 a été rencontré pour préparer le terrain du centre d'injection supervisé, ça a été fait au conseil d'établissement en 2021. La direction de l'école a également travaillé en 2022, et après ça, le travail s'est transposé au centre de service scolaire (CSDM) avant que ça revienne. Mais si j'entendais autant d'élus, autant de fonctionnaires, autant de gens du milieu communautaire, autant de gens qui ont préparé la venue, je me dirais ok, il me manque de l'information, je veux l'avoir cette information là, je vais me rendre à la séance d'information (se référer à la séance d'information aux parents du 19 sept 2023 dans l'historique) je veux entendre qu'il va y avoir des policiers qui sont dans le coup, je vais entendre que la Ville de Montréal et l'arrondissement a financé et va financier des intervenants pour être là, sur le domaine publique, pour regarder comment ca va se passer durant les heures scolaires pour que ça se passe bien. Il y a aussi cette information à l'effet qu'il y a des brigades de propreté qui vont être là, pour s'assurer qu'il n'y ait pas de seringues, qu'il n'y ait rien, pour des gens qui ne vont pas aller consommer là. Parce que si on consomme sur place, c'est l'affaire la plus sécuritaire qu'il n'y a pas. C'est pour ça que c'est fait comme ça dans différentes provinces et ailleurs au Canada. (...) Il y a des gens qui ne vont

	<i>pas aller dans ce secteur là, pour aller à l'intérieur, va peut-être aller chercher des services, et ça se peut qu'ils aillent de le parc (école) à côté. Ça je suis d'accord, mais c'est pour ça qu'il va y avoir de la surveillance, du nettoyage, etc.</i> • Question en ligne d'un parent de l'école Victor-Rousselot ○ 19min24sec (Question) ○ "Cette visite là (se référer à la visite de Carmant le 26 avril 2024 dans l'historique, soit deux semaines post ouverture du centre Maison Benoit Labre) était prévu depuis longtemps. Il y a quelque chose qui a fait en sorte que les médias ont été mis au courant de la visite du ministre (Lionel Carmant), du député (Guillaume Cliche-Rivard), et moi-même (Benoit Dorais) qui était prévu depuis un certain temps. Vous savez qu'un ministre ça ne se déplace pas ne se déplace pas sur le spot de même.
1er mai 2024	<u>Centre d'inhalation à côté d'une école: rien que les jeunes n'ont pas vu, selon Benoit Dorais</u> Jessica Giroux Mercredi, 1 mai 2024
29 avril 2024	Lettre de Guillaume Cliche-Rivard, député de Québec Solidaire aux résidents de Saint-Henri et de la Petite-Bourgogne 
1er mai 2024	Entrevue de Benoit Dutrizac avec Benoit Dorais Centre d'inhalation à côté d'une école: rien que les jeunes n'ont pas vu, selon Benoit Dorais <u>https://www.tvanouvelles.ca/2024/05/01/centre-dinhalation-a-cote-dune-ecole-rien-que-les-jeunes-nont-pas-vu-selon-benoit-dorais</u>

26 avril
2024

La C.-B. veut interdire l'usage des drogues illégales en public

La Colombie-Britannique demande à Santé Canada de modifier son exemption pour interdire l'usage des drogues illicites dans tous les espaces publics

Lire l'article:

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2068078/decriminalisation-drogues-illicites-espaces-publics>

26 avril
2024

<https://twitter.com/CarmantLionel/status/1783922359071596770>



Lionel Carmant
@CarmantLionel

...

Ns sommes conscients que l'ouverture de la Maison Benoît-Labre à Saint-Henri suscite des questions. J'étais avec @GClicheRivard et @benoitdorais pour s'assurer que le projet démarre de la façon la plus fluide possible.

On perd 50 personnes/mois au Qc de surdoses de drogues. Si on veut éviter que la situation ne s'aggrave comme dans d'autres villes canadiennes, ce genre de ressource est primordiale.



15:01

***St. Henri***

Guillaume Cliche-Rivard · 19 min · 📷

Maison Benoit-Labre et École Victor-Rousselot
 Bonjour à tous et à toutes,
 Je vous écris aujourd'hui concernant les différents reportages médias suivant l'ouverture de la Maison Benoit-Labre, tout près de l'école primaire Victor-Rousselot dans le quartier Saint-Henri. Évidemment, vous le savez, les deux premières semaines depuis l'ouverture de l'installation ne se sont pas passées comme espéré.
 Je sors tout juste d'une rencontre avec le ministre responsable des Services sociaux Lionel Carmant, le maire d'arrondissement Benoit Dorais, la Santé publique, ainsi que la direction de la Maison Benoit-Labre et nous nous sommes entendus sur la mise en place de mesures de mitigation rapides afin d'améliorer la situation.
 D'abord, il a toujours été entendu que l'entrée du site serait via la rue Atwater et non via Green, considérant que cette dernière donne directement sur le parc-école. Malheureusement, en raison de retards dans les travaux, c'est l'entrée du centre via Green qui a été utilisée ces derniers jours. Cela dit, nous nous sommes entendus afin que l'entrée principale via Atwater soit tout de suite mise en service, avant la fin des travaux, et que la porte sur Green ne serait plus utilisée par les résidents, comme c'était prévu à la base. Cela devrait diminuer une partie importante de la circulation des usagers près de la cour d'école.
 Ensuite, alors qu'une intervenante du centre effectue une vigie du secteur de 7h00 à 15h30 en semaine, il a été entendu que ces heures de surveillance seraient prolongées jusqu'à 18h00, afin d'assurer une meilleure sécurité jusqu'à la fermeture complète du service de garde. Notez d'ailleurs que mon équipe de circonscription et moi-même avons été présents à la rentrée et à la sortie des classes depuis l'ouverture pour entendre les commentaires et avis des parents depuis l'ouverture et nous allons continuer de le faire.
 En tout temps, si vous avez un signalement à faire, il faut appeler l'intervenante au 514-448-7972 (ou

15:01



en tout temps, si vous avez un signalement à faire, il faut appeler l'intervenante au 514-448-7972 (ou évidemment la police directement pour toute urgence).

Sachez également qu'une brigade propreté est également en place tous les jours pour nettoyer les lieux. Le SPVM est également un partenaire très important et les policiers et policières assurent un suivi sécuritaire important sur les lieux. Le comité bon voisinage est également sur pied, avec les résidents et organismes du quartier, pour recueillir vos témoignages.

Évidemment, la situation demeure un défi et personne ne prévoyait que tout se passe parfaitement. Je ne suis cependant pas satisfait de la situation actuelle. Nous travaillons tous et toutes pour que ça se passe mieux cependant et je demeure ouvert à entendre toutes les suggestions afin d'améliorer le tout. L'itinérance et les surdoses sont des enjeux complexes qui touchent Montréal et le Québec en entier. Nous avons l'obligation de travailler ensemble pour assurer une sécurité à tous, ce qui inclut également ceux au parcours difficile. Nous avons cependant également l'obligation, au premier chef, d'assurer la sécurité de nos enfants. Je continuerai d'y travailler sans relâche, mon équipe et moi-même sommes sur le terrain tous les jours pour cela. Je vous remercie pour votre collaboration,

26 avril
2024

[Seringes, bagarres et enguelade «Il y a eu plusieurs situations qui sont totalement inacceptables»](#)
 Paul Arcand (98.5 FM) | Publié le 26 avril 2024 par 98.5

[«Tu as une école et à côté tu as des gens qui vont inhaler des dopes». s'inquiète Richard Martineau](#)
 Qub radio | Published 26 avr. 2024, 9:06 AM

[Centre d'inhalation près d'une école: «Personne ne veut passer pour le gros méchant, mais...»](#)
 TVA Nouvelles | Publié le 26 avril 2024 à 17 h 00

[Ouverture de la Maison Benoît Labre «Ils consomment là, vraiment à la vue des enfants»](#)
Patrick Lagacé (98.5 FM) | Publié le 26 avril 2024

[Maison Benoît Labre : des tensions avec les résidents \(Radio-Canada\)](#)
Téléjournal (Radio-Canada) | Publié le 26 avril 2024

[Cohabitation a concern for residents near St-Henri's new safe drug use site](#)
CTV News | Publié le 26 avril 2024

[Officials seek to reassure neighbours of new Montreal supervised injection site](#)
Global News | Publié le 26 avril 2024

[Centre d'inhalation près d'une école: «Personne ne veut passer pour le gros méchant, mais...»](#)
Mario Dumont (TVA) | Publié le 26 avril 2024

[Droque dans les rues: «est-ce qu'on veut devenir comme Vancouver?»](#)
La joute (TVA) | Publié le 26 avril 2024

[Centre de consommation supervisée: les résidents et commerçants de Saint-Henri furieux](#)
TVA | Publié le 26 avril 2024

26 avril
2024

←

📎

🗑️

✉️

⋮

Précisions déplacement
autour de l'école

Boîte de réception

É

École Victor...
à moi

11 h 13

😊

↩️

⋮

Bonjour chers parents,

Pour faire suite au courriel d'hier, l'arrondissement nous a fourni un avis de travaux que nous joignons à cet envoi et sur lequel vous trouverez des informations supplémentaires.

A partir de lundi 29 avril

Quelques rappels :

Entrée 7h50 : l'accès à la cour d'école se fera par le corridor près du service de garde (rue Bérard-Doré)
Sortie 11h20 : les élèves sortiront par le parc-école
Entrée à 12h50 : les élèves entrent par le parc-école
Sortie 15h15 : les élèves sortent par le parc-école

Aucun parent ne sera toléré dans le parc-école. Merci d'attendre sur le bord de la clôture (du côté Ste-Émilie ou du côté Doré) pour nous permettre d'assurer un départ en toute sécurité.

Les surveillants seront placés aux endroits stratégiques en fonction du déplacement des élèves. Une présence policière sera assurée lundi aux entrées et sorties des élèves.

11 h 39

📶

📶

📶

📶

7%

← Avis de travaux p... 📎 ⚙️ ⋮

Avis de travaux

🌸

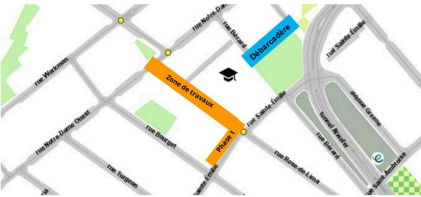
Date prévue : semaine du 29 avril

Durée estimée : 2 semaines

Travaux d'asphaltage et de bétonnage des trottoirs

Rue Rose-de-Lima, entre les rues Notre-Dame et Sainte-Émilie
Rue Sainte-Émilie entre Bourget et Bérard

En raison des travaux de bétonnage du trottoir, l'entrée ouest du terrain de l'école ne sera pas accessible.



Circulation



- Rue Rose-de-Lima : fermée entre les rues Notre-Dame et Sainte-Émilie
- Le trottoir du côté est de Rose-de-Lima : fermé aux piétons entre les rues Notre-Dame et Sainte-Émilie



- Présence de signaleurs pour faciliter la fluidité et la sécurité des déplacements

Le Sud-Ouest
Montréal

Informations sur le chantier



- Horaire : du lundi au vendredi, de 7 h à 19 h et le samedi au besoin
- Pour chaque projet, une équipe d'experts prévoit des mesures pour le bruit, les vibrations, la poussière et les odeurs causées par l'utilisation d'autres équipements nécessaires à la réalisation des travaux.



⚙️

25 avril 2024	Communication aux parents de l'école par la direction <u>Objet : Interventions entourant l'ouverture de la Maison Benoît Labre et travaux à venir</u>
25 avril 2024	<u>Maison Benoît Labre: une cohabitation difficile dans le quartier</u> Yves Poirier (TVA) Publié le 25 avril 2024 à 12 h 50 <u>Seringues au sol. scènes dégradantes et débordements: un décor chaotique près d'un centre d'inhalation supervisé à deux pas d'une école à Montréal</u> Yves Poirier (TVA) Publié le 25 avril 2024 à 12 h 50 <u>Quartier Saint-Henri: «Ça ressemble à un refuge à ciel ouvert». selon Yves Poirier</u> Yasmine Abdelfadel (Qub Radio) Publié le 25 avr. 2024, 3:15 PM
24 avril 2024	<u>Cohabitation difficile avec un centre d'inhalation supervisé à Montréal</u>
	Publications ← Publications 🔍  Parents de l'école Victor-Rousselot 5 j · 🌐 Bonjour. Soyez vigilants si vous passez par le passage derrière la cour sur Atwater pour vous rendre au service de garde. Un petit campement s'est formé. Ce matin vers 8:15, après avoir déposé ma fille, je me suis fait suivre et crier après par une personne en état d'ivresse (?). Il a finalement lancé une roche à une ambulance et envoyer promener trois autos en plein milieu de la rue. Je vais maintenant passer par Notre-Dame. Bonne journée! Attention : Le numéro de téléphone du PDQ 15 pour la patrouille à pied (514-237-0348) est incorrect. Aucune idée du bon numéro. C'est fort. 2 junkies s'engueulaient dans le passage au nord de l'école, à côté du service de garde. La normalité j'imagine. 3 h J'aime Répondre 1 🙄 Il en avais un complément nue!! 🤔 1 h J'aime Répondre 1 🙄 there were several men lying around yesterday afternoon, surrounded by garbage. many people sitting on the sidewalk outside the open doors of Labrie, smoking dope, etc...a police car was parked nearby. where are the social workers who are supposed to pick up the garbage and surveille the location? i am a neighbour and i think it is outrageous that you parents and your kids have to put up with this. On a pogne 2 individus qui fumaient leur crack en arrière de notre clôture J'ai le courriel du monsieur de police mnt
15 avril 2024	Ouverture du centre Maison Benoît Labre

11 avril 2024	Portes ouvertes / Open House  lamaisonbenoitlabre ⋮ Nous aimerions vous faire découvrir le tout nouveau centre d'accueil spécialement aménagé pour les personnes en situation de précarité de logement. À la suite d'une visite guidée des lieux qui vous permettra d'apprécier l'ensemble des facilités et toutes les réflexions qui ont guidé à la création de l'espace, Andréane Desilets directrice générale de la Maison Benoit Labre, sera disponible pour échanger avec vous et répondre à vos questions. Ce moment de partage sera accompagné de petites bouchées et de café pour agrémenter votre visite. 👉 Merci de confirmer votre présence au plus tard le mardi 9 avril 2024, par courriel info@lamaisonbenoitlabre.org 🔊🔊🔊 Open house event on April 11th ! We are pleased to invite you to the Open House of the brand new Maison Benoit Labre. Date: Thursday, April 11, 2024 Time: 1:30 p.m. to 6:00 p.m. Address: 250 Avenue Atwater, Montreal, H4C 2H8 We'd like to introduce you to the brand-new reception center specially designed for people in precarious housing situations. Following a guided tour of the premises, which will enable you to appreciate all the facilities and all the thought that went into creating the space, Andréane Desilets Executive Director of Maison Benoit Labre, will be available to chat with     15 mentions J'aime lamaisonbenoitlabre 🔊🔊🔊 Journée portes ouvertes le 11 avril ! Nous avons le plaisir de vous inviter à la journée portes ouvertes de la toute nouvelle Maison Benoit Labre Date : Le jeudi 11 avril 2024 Heure : De 13 h 30 à 18 h 00 Adresse : 250 Avenue Atwater, Montréal, H4C 2H8
10 avril 2024	Comité de bon voisinage - la veille des portes ouvertes Les parents présents ont appris par les intervenants que le site d'injection et d'inhalation va seulement être de jour pour l'instant. Le centre n'aurait pas encore assez de personnel qualifié à ce jour, et ils ne peuvent pas encore dire quand il sera possible pour eux d'être 24/7. Mais que ça reste leur objectif. Le même centre, qui leur vantait le 13 mars dernier (autre comité de "bon voisinage"), d'avoir déjà trouvé tout le personnel nécessaire. L'entrée principale tant vantée sur la rue Atwater ne sera pas accessible pour les prochaines semaines, car il reste à faire couler du béton. Que ces travaux devraient être fait au mois de mai. Donc, l'entrée principale de la clientèle du centre Maison Benoit Labre, se fera sur la rue Greene.
2 avril 2024	Oregon recriminalises drug possession after overdoses rocket 2 April 2024 By Brandon Drenon, BBC News
14 fév 2024	Réponse à la demande d'accès à l'information au CIUSSS

	https://drive.google.com/drive/folders/1_A8BmfoEPuHbeF2raULBzs3J3YFhCKYV
25 Janv 2024	Réponse à la demande d'accès à l'information à la ville de Montréal: Aucun document trouvé En réponse à votre demande d'accès aux documents relativement au: "Centre de consommation supervisée de la Maison Benoît Labre, notamment en rapport avec l'exemption spéciale autorisant la consommation de drogues., nous avons le regret de vous informer qu'aucun document n'a été retracé par le Service de la Diversité et de l'inclusion sociale, qui nous répond: Le SDIS n'est pas en mesure de vous transmettre les documents dans la mesure où ces documents n'existent pas. Le SDIS n'a pas eu à traiter cette demande, cette demande devrait être adressé à la Direction Régionale de la Santé Publique. Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, RLRQ, chapitre A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PRT_VDM_FR/MEDIA/DOCUMENTS/DETAIL_DES_RECOURS_POSSIBLES.PDF Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs. -- L'équipe des demandes d'accès aux documents Service du greffe Ville de Montréal
22 Janv 2024	Refuge d'urgence au centre-ville Des milliers d'incidents de sécurité La présence d'un refuge d'urgence pour sans-abri au Complexe Guy-Favreau, au centre-ville de Montréal, a causé des milliers d'incidents criminels et de sécurité, selon un document fédéral obtenu par La Presse. https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2024-01-22/refuge-d-urgence-au-centre-ville/des-milliers-d-incidents-de-securite.php
22 Janv 2024	Demande d'accès à l'information à la CSSDM pour documents et courriels relatifs à la Maison Benoît Labre
11 Janv 2024	Demande d'accès à l'information à la ville de Montréal pour le document suivant: • Lettre d'appui au projet de Centre de Prévention des Surdoses (CPS) de la Maison Benoît Labre : 8 septembre 2022
15 Janv 2024	<u>Demande d'accès à l'information au CIUSSS pour les documents suivants:</u> • Lettre d'appui au projet de Centre de Prévention des Surdoses (CPS) de la Maison Benoît Labre : 8 septembre 2022 • Lettre demande d'exemption de catégorie en vertu du paragraphe 56 (1) pour la mise en place d'un site de besoins urgents en santé publique (SBUSP) à l'organisme communautaire La Maison Benoît Labre : 20 septembre 2023

	• Maison Benoît Labre_Formulaire-de-demande-pour-les-SBUSP_MD_sign.pdf
11 Janv 2024	Réponse à la demande d'accès à l'information au Ministère de la santé et des services sociaux du Québec <i>Nous donnons suite à votre demande d'accès reçue à nos bureaux le 21 novembre dernier, visant à obtenir : « [...] les documents relatifs à l'exemption spéciale accordée à la Maison Benoît Labre. » (sic)</i> <i>À cet égard, nous vous informons que les documents retracés à nos dossiers ne peuvent vous être transmis pour les raisons suivantes :</i> • <i>Un document est constitué de notes préparatoires, et ce, conformément à l'article 9 al.2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (loi).</i> • <i>Un document est constitué, en substance, d'avis et de recommandations faits depuis moins de dix ans ainsi que des renseignements utilisés dans le cadre d'un processus décisionnel en cours, et ce, conformément aux articles 14, 37 et 39 de la loi.</i> • <i>Trois documents ont été protégés en entier puisqu'ils sont constitués de renseignements transmis par des tiers (la maison Benoit Labre et le TRAC), et qui ne peuvent être communiqués sans leur consentement et ce, conformément aux articles 23 et 24 de la loi précitée.</i>
2 janv 2024	<i>Resilience Montreal shelter's plans for new location up in the air due to rising costs</i> Olivia O'Malley CTV
27 Nov 2023	<i>Pas d'injonction ni recours en justice contre l'exemption temporaire</i> <u><i>Extraits de la lettre reçu par le cabinet Grey Casgrain (avocats) à la coalition</i></u> <i>Rencontre avec Me de St-Just</i> <i>Me de St-Just nous a informé de l'octroi par la santé publique d'une exemption temporaire à la Maison Benoit-Labre et de l'intention de cette dernière d'ouvrir ces portes au début de l'année 2024. Il a ensuite expliqué le fonctionnement des cubicules d'injection, notamment qu'ils sont surtout destinés aux résidents des 36 logements disponibles et qu'une fois l'injection terminée les personnes sont invitées à rester dans le centre et lorsqu'ils en sortent de ne pas passer aux abords de l'école. Il a aussi porté à notre attention que la Maison Benoit-Labre est astreinte à un protocole détaillé et rigoureux.</i> <i>En ce qui concerne les documents demandés, il nous a informés qu'il n'était pas en mesure de nous les fournir.</i> <i>Le pourvoi en contrôle judiciaire</i> <i>Le recours de pourvoi en contrôle judiciaire avait à notre avis déjà une faible chance de succès, mais le fait que l'exemption octroyée ne soit que temporaire rend la réussite d'un pourvoi en contrôle judiciaire dorénavant illusoire. Le caractère "temporaire" de l'exemption est un fait nouveau qui change la donne.</i> <i>Nous ne pouvons vous représenter devant les tribunaux pour un recours que nous jugeons frivole. Si</i>

	<i>vous souhaitez tout de même aller de l'avant avec un recours devant les tribunaux nous vous conseillons de consulter d'autres cabinets dans les plus brefs délai étant donné que le délai pour le pourvoi en contrôle judiciaire est généralement de 30 jours.</i>
22 Nov 2023	Deuxième rencontre informelle entre les avocats Me de St-Just et le cabinet Grey Casgrain <i>Selon Me de St-Just;</i> - l'exemption temporaire aurait été octroyée le matin même de la visite de Me St-Just dans le cabinet de Grey Casgrain, soit le 22 nov 2023 - Me St-Just ne souhaite pas partager l'exemption temporaire, soit-disant un document "interne" entre la MBL et Santé Publique - Me St-Just aurait dit que le Plan de circulation est un livrable de la Ville de Montréal et de la SPVM (donc "pas dans leur cour") - Me St-Just aurait dit que le Plan de travail (détail des mesures de sécurité et le plan de contingence) est un livrable non terminé et qui sera livré en janvier (rappel que l'ouverture du centre MBL est en Février 2024)
21 Nov 2023	Demande d'accès à l'information demandée au Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
17 Nov 2023	Exemption temporaire accordée De : Bon Voisinage <bonvoisinage@lamaisonbenoitlabre.org> Date: ven. 17 nov. 2023, 14 h 02 Subject: Exemption temporaire accordée pour le nouveau centre d'accueil - Mise à jour importante To: Info <info@benedictlabre.org> Bonjour, Je souhaitais vous informer que nous venons tout juste de recevoir l'exemption temporaire du Directeur National de Santé Publique pour poursuivre le développement de notre nouveau centre d'accueil dans le quartier Sud-Ouest. Nous allons en prendre connaissance et nous vous partagerons toutes les informations lors de notre prochaine rencontre prévue ce mardi. Nous sommes impatients de vous parler de cette avancée prometteuse et de discuter en détail des mesures de sécurité rigoureuses et du suivi renforcé de notre équipe d'intervention qui accompagneront cette exemption temporaire. Il est essentiel de rappeler que cette exemption temporaire est primordiale pour assurer la sécurité et le bien-être des personnes en situation précaire qui consomment des substances illicites. Elle comprend des mesures de sécurité rigoureuses et sera mise en place de manière conditionnelle et temporaire. Nous continuerons de collaborer avec toutes les parties prenantes impliquées pour trouver des solutions adaptées à chacun. Merci et à mardi!
7 nov 2023	Dans un message signé par la directrice Isabelle Guérin sur le site web Padlet (https://padlet.com/VictorRousselot/cole-victor-rousselot-qrpvlvrf4ph0e8n5/wish/2778692548), on y annonce que la Maison Benoît Labre sera présent lors de la rencontre parents-enseignants du 16 novembre. Le CÉ n'avait pas été mis au courant. RENCONTRE DES PARENTS DU JEUDI 16 NOVEMBRE 2023

	<i>Vous avez probablement déjà reçu la lettre de convocation à la rencontre parents-enseignants du jeudi 16 novembre. Cette rencontre vous permettra de discuter avec le titulaire de votre enfant (et les autres enseignants ou intervenants au besoin) par rapport au développement de ses compétences et à son comportement.</i> <i>[...]</i> <i>Lors de cette soirée, des représentants de quelques organismes du quartier (dont la Maison Benoît-Labre) seront présents pour se présenter à vous et répondre à vos questions.</i>
6 nov 2023	<i>En réponse à la réception d'une mise en demeure de la CSSDM adressée à Chantal Gagnon et Jean-François Gauvin, l'OPP n'est maintenant plus associée au mouvement d'opposition au projet de la Maison Benoît Labre.</i>
12 oct 2023	<i>Première rencontre informelle entre les avocats; le cabinet Grey Casgrain (Me Julius Grey & Me Ndour) avec Me de St-Just (qui représente la MBL)</i> <i>Note: Me de St-Just aurait mentionné que le Projet ne comportait "aucun danger pour les enfants"</i>
26 oct 2023	<i>"We need the shelter. We need the housing," Quebec Minister Responsible for Social Services Lionel Carmant reiterated Tuesday. "So, the question is: is it better to do it in the street or is it better to do it in a supervised environment?"</i> <i>The minister argues the site is "right there," and despite the backlash from worried parents and businesses in the neighbourhood, there is no chance of moving it to another location.</i> <i>"We're not going to move the housing. We're not going to move the shelter," said Carmant. "What we need to do is to make sure that the use of drugs is properly supervised."</i> https://montreal.ctvnews.ca/we-re-not-going-to-move-the-shelter-quebec-won-t-budge-on-saint-henri-dru-g-use-site-1.6616292
25 oct 2023	<i>Assemblée nationale : Commission parlementaire</i> <i>Étude détaillée du projet de loi n° 36, Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux opioïdes</i> <i>Demande d'un amendement au projet de loi pour empêcher l'ouverture de site d'injections/inhalation près d'écoles (basé sur les paramètres de la SQDC), mentionnant qu'il n'y a pas eu de travail de consultation en amont. Lionel Carmant dit que l'amendement n'est pas recevable. Lionel Carmant dit: "Idéalement est-ce qu'on l'aurait mis là, on peut se poser des questions"</i> https://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/archives-parlementaires/travaux-commissions/AudioVideo-101539.html (0:37:10) <i>Transcription:</i> https://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/crc-43-1/journal-debats/CRC-231025.html#debut_journal <i>M. Carmant : [...] Il faut que le travail au préalable se fasse. L'acceptabilité sociale, ce n'est pas l'unanimité, là, mais il faut que tout ce travail de table de quartier, table d'adaptation soit sur pied. Et c'est ce qu'on a demandé à Benoît-Labre en impliquant la santé publique également, là, régionale, Mme... de s'asseoir à la table et de discuter avec les gens. Donc, c'est pour ça que le projet n'est pas encore mis de l'avant, puis on veut que ce travail se fasse. D'ailleurs, hier soir, ils ont eu une autre</i>

réunion où cette fois, il y a eu quand même quelques parents qui ont participé. Tu sais, encore une fois, je pense qu'il faut séparer la SQDC, qui est un point de vente du gouvernement, qui vend une substance qui auparavant...

[...] c'est comme quand on a légalisé... Là, on parle vraiment de sites qui viennent aider les gens à sortir de la rue, là, donc je ne pense pas qu'il faut comparer les deux nécessairement. Idéalement, est-ce qu'on l'aurait mis là? On peut se poser des questions, mais on voit que Spectre de rue, c'est quelque chose qui a réussi à s'adapter à la vie de quartier. Nous, on va travailler très fort pour que la Maison Benoit-Labre puisse le faire, et on leur demande de s'activer là-dessus. là. Donc, ça, n'ayez crainte, là, on va faire un suivi très serré là-dessus.

[...] Puis le dernier point, c'est vraiment pour dire que moi, je n'aurais même pas dû avoir à m'impliquer dans ce dossier là si les choses avaient été bien faites. Donc, moi, je veux que ça fonctionne. De toute façon, on va avoir un refuge et de l'hébergement, qui est un outil dont on ne peut pas se passer. Assurons-nous que la consommation se fasse ailleurs que dans la rue. Mais comme le dit la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques, il faut que ce travail là se fasse. Et je pense que c'est ça, le message que j'ai envoyé à Dr Drouin, à la communauté locale qu'il faut que ces échanges se fassent au préalable. Et on va suivre le dossier de très près, tu sais, je veux que ça aille bien, là.

24 oct
2023

Assemblée nationale - Période de questions

Implantation d'un site d'injection de drogue supervisée
à proximité de l'école Victor-Rousselot

2 questions de Marwah Rizqy et Elisabeth Prass du PLQ

<https://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/archives-parlementaires/travaux-assemblee/AudioVideo-101475.html> (0:11:25)

Transcription:

https://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/assemblee-nationale/43-1/journal-debats/20231024/361819.html#_Toc149302112

Motion refusée du PLQ pour empêcher l'ouverture de site d'injections près d'écoles (basé sur les paramètres de la SQDC)

<https://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/archives-parlementaires/travaux-assemblee/AudioVideo-101473.html> (1:23:20)

Le Parti libéral du Québec demande au ministre Carmant d'interdire l'implantation de tout site d'inhalation ou d'injection supervisée à moins de 250 m d'une école ou d'un centre de service de garde éducatif à l'enfance

<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/le-parti-liberal-du-quebec-demande-au-ministre-carmant-d-interdire-l-implantation-de-tout-site-d-inhalation-ou-d-injection-supervisee-a-moins-de-250-m-d-une-ecole-ou-d-un-centre-de-service-de-garde-educatif-a-l-enfance-852773101.html>

23 oct
2023

Publication d'une étude par l'experte Carolyn Côté-Lussier, PhD

Impacts des sites d'injection supervisée sur la santé publique et le bien-être des communautés à proximité

https://drive.google.com/file/d/14eHkzbg8uaxtWYvCE3anoVXizfn7xlls/view?usp=drive_link

23 oct 2023	Point de presse de la coalition parents et commerçants Chantal Gagnon, Jean-François Gauvin et James Graham-Simpkins https://www.youtube.com/watch?v=Z9b-6K85p1o
15 oct 2023	Manifestation pacifique au parc école https://drive.google.com/drive/folders/1gOubL01nw1GOKX_8SKC692KDX-9Y-IUE?usp=drive_link Mon Drive > Comm OPP VR > 15 Octobre 2023 X 1 élément(s) sélectionné(s)        
11 oct 2023	Séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest https://webtv.coop/channel/video/2023-10-11-conseil-darrondissement-extraordinaire-du-sud-ouest/b04c73d23a7d30dac38eab0b8aed817b/7 À la période de question (à 57 min 15 sec), suite à une question d'une citoyenne sur la Maison Benoît Labre, Benoit Dorais dit "La ville de Montréal n'a pas contribué à la construction de la Maison Benoît Labre, c'est plutôt le gouvernement du Québec, via Accès Logis Québec, ensuite le gouvernement canadien et la société d'habitation du Québec pour le programme ICRC qui est l'initiative de création rapide de logement" et dit de googler Maison Benoît Labre et ICRL. https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/creation-de-1228-logements-abordables-pour-des-clientes-plus-vulnerables La Maison Benoît Labre 36 unités 4 770 778 \$
10 oct 2023	Conseil d'arrondissement du Sud-Ouest Le maire Dorais étant absent, Craig Sauvé et les élus se font poser des questions sur la Maison Benoît Labre https://webtv.coop/channel/video/2023-10-10-conseil-darrondissement-du-sud-ouest/d6c08fb05a83a58980fd9afe753f6a2c/7

20min00sec à 22min05sec :

***Revendications par des enfants de Mères au front**

45min22sec à 52min40sec :

Questions par Chantal Gagnon sur la **MBL**

(relocalisation, zonage, réf au PV du 30 oct 2019)

1h12min à 1h23min :

Questions par Jean-François Gauvin sur la **MBL**

(tenue d'un référendum, *financement, interpelle les élus en tant que parents)**

1h35min à 1h36min :

Résident qui demande également un **référendum et relocalisation**

***Mères au front** aspire à répandre le symbole de la Chaise afin qu'il puisse prendre place autour du plus grand nombre de tables de décisions, ici et ailleurs. Pour que la protection du vivant, la santé et la sécurité des enfants et des générations à venir soient prises en compte dans toutes les décisions et actions. Les Mères au front y travaillent.

****Référence au PV [du 30 oct 2019](#)** (fausse consultation publique).

On attire votre attention sur le

Titre : SÉANCE D'INFORMATION

alors que dans le PV (1ère ligne) il est écrit: "L'assemblée de **consultation publique**"

*****Sources de financement du projet**, dont 3.4M par la Ville de Montréal

ADAPTATIONS NOUVEAU PROJET

Développement du projet Atwater

Au printemps 2020, nous prévoyons l'aménagement de la Nouvelle Maison Benoît Labre dans le secteur Atwater du Quartier Saint-Henri.

Après 70 ans d'opérations, La Maison Benoît Labre bonifie ses services pour répondre à la forte augmentation de la demande des dernières années. En réalité, la crise de la COVID est venue exacerber la réalité de l'itinérance et de la crise du logement à Montréal. Nos besoins physiques et matériels n'ont qu'explosé.

En pratique, la nouvelle Maison Benoît Labre comptera 36 appartements sur 3 étages qui auront une chambre privée avec soutien communautaire. De plus, l'entrée du centre de jour sera accessible via la rue Atwater. Le centre de jour sera ouvert 7 jours sur 7 et comprendra nos services actuels ainsi qu'une accessibilité universelle à nos services.



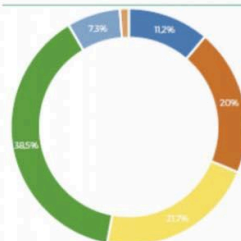
BUDGET DU PROJET

BESOINS

Coût de construction Résidentiel	7,161,135 \$	80%
Coût de construction Résidentiel	1,782,734 \$	20%
TOTAL	8,943,869 \$	100%

SOURCES FINANCIÈRES

La Maison Benoît Labre Équité	1,000,000 \$	11,2%
Hypothèque	1,782,734 \$	20%
Fond Gouvernement Provincial (SHQ)	1,938,600 \$	21,7%
Fond de la Ville de Montréal	3,445,618 \$	38,5%
Fond du Gouvernement Fédéral (SPL)	655,000 \$	7,3%
Retour des taxes	111,764 \$	1,2%
TOTAL	8,943,869 \$	100%



10 oct
2023,
11am à
12h30

Comité de bon voisinage



Parents de l'école Victor-Rousselot



Opp Victor-Rousselot [Administrateur](#)

Debrief par un résident qui s'est pointé dernière-minute pour confirmer si rencontre ou pas.

(malgré notre opposition envoyé par courriel le vend 6 oct, à la directrice d'école CC la Maison Benoit Labre, de tenir une telle rencontre SANS les exemptions et SANS neutralité et SANS transparence de la gestion et sélection de ce comité)

Les grandes lignes:

- Il a été mentionné aujourd'hui, que un autre RV de bon voisinage se tiendra le 24 oct en soirée - entre 6pm et 8pm
- En incluant cette fois, des parents de l'école Victor-Rousselot
- Isabelle Guérin (directrice d'école) aurait été mandaté d'organiser le choix des parents ASAP
- la MBL souhaite tenir 2 rencontres avant leur ouverture (?!)
- Il y avait présent +/- 20 personnes autour de la table, dont;
 - Valérie Pelletier (Dir. adjointe MBL)
 - 5 résidents
 - SPVM (qui aurait mentionné s'inquiéter sur comment les 3 personnes qui vont représenter les résidents allaient être sélectionné)
 - une infirmière de médecin du monde
- gens du TRAC
- un.e travailleur de rue
- CSDM
- un sociologue
- une personne de la société de développement commercial, aurait annulé au dernier moment

Selon le.la résident.e présente à cette rencontre ajd, la discussion a été surtout sur la; fréquence, les participants, les heures de réunion, et aussi un peu orienté sur la communication

Cactus
-
dossier
de
presse

Écoutez Louis Letellier de St-Juste, Les voisins de CACTUS souhaitent son déménagement

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/le-15-18/episodes/738251/rattrapage-jeudi-21-septembre-2023/18>

<https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-09-21/site-d-injection-supervise/les-residents-d-e-l-allee-du-crack-n-en-peuvent-plus.php>

Le Devoir :

<https://www.ledevoir.com/societe/798563/voisins-site-injection-supervisee-cactus-bout-patience>

	La Presse : https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-09-21/centre-d-injection-supervisee/les-residents-de-l-allee-du-crack-n-en-peuvent-plus.php Radio-Canada : https://www.youtube.com/watch?v=WUNPzTPt89Y Montreal Gazette : https://montrealgazette.com/news/local-news/neighbours-of-downtown-safe-injection-site-call-for-better-resources-or-removal Lionel Carmant a été questionné par des journalistes à l'assemblée nationale : https://twitter.com/ThomasGerbet/status/1704898421348294656 https://ici.radio-canada.ca/tele/le-telejournal-avec-celine-galipeau/site https://www.iheartradio.ca/energie/energie-montreal/nouvelles/allee-du-crack-le-demenagement-d-un-site-de-consommation-supervise-exige-1.20277658 Reportage qui date du 17 juillet publié par Noovoo, Véronique Dumais : https://www.noovo.info/video/injections-supervisees-des-voisins-exasperes-et-des-consommateurs-disent-etre-la-pour-rester.html
École VR - Articles importants	3 oct 2023: Quand les héritages des élèves pèsent sur le parcours scolaire (immigration, élèves défavorisés) INSPQ Juillet 2017 à Juin 2023: Décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues au Qc 22 août, 2023: Fatal shooting in Leslieville leads to provincial review of safe injection sites 14 sept, La C.-B. interdit la possession de drogues illicites près des parcs pour enfants 4 oct: Centre d'inhalation supervisé de drogues: des médecins sont en faveur 5 oct, Paul Arcand: «Aucunement rassuré» -Jean-François Gauvin, résident et parent (8 min 15 sec) 5 oct, RC: Entrevue avec Andréane Désilets : Premier centre d'inhalation supervisé à Montréal 6 oct, La Une (LA PRESSE): Un projet qui inquiète le voisinage 6 oct, Écoutez Paul Arcand à 11min 10sec. Arcand revient sur la situation au BC et l'école VR 8 oct, CTV News: Residents hire lawyers to halt construction of Saint-Henri safe drug use site near elementary school
4 oct 2023, 6pm	Séance d'information publique sur le projet de la Maison Benoît Labre au sous-sol de l'Église Sainte-Zotique

3 oct
23h33

Des résidents nous informe de ce qui se passe en soirée, la veille du rassemblement près de la Maison Benoît Labre, qui est localisé à ce jour en face du parc Sir-George-Étienne-Cartier à Montréal



Parents de l'école Victor-Rousselot

Regarder la manipulation de la part de nos élus, ils ont dépêchés des cols bleus à venir nettoyer le parc Sir-George-Étienne-Cartier juste avant la réunion de demain il est 22h45 .

Quelqu'un me disait qu'ils avaient trouvés 3 seringues



3 oct
2023
6pm à
21h

Notes prises lors de la première rencontre du CÉ 2023-2024, au sujet de la Maison Benoît Labre. En attente du PV officiel.

- La DG de la Maison Benoît Labre aurait contacté la directrice d'école (Mme Isabelle Guérin) aujourd'hui, pour lui demander le nom de trois (3) parents pour leur comité de bon voisinage prévu le 10 oct de 11am à 12h30

- Les parents présents sur le CÉ, ont refusé. Principales raisons;
 - Le projet n'est pas accepté encore par Santé publique et le gouvernement fédéral
 - Le délai est déraisonnable (4 jours ouvrables)
 - Le choix de l'heure est inapproprié (sera tenue en journée, au lieu de en soirée)
 - Les parents s'engage à préparer un sondage qui devra être envoyé par la direction de l'école aux parents, afin d'offrir aux parents de présenter leur candidature avec un argumentaire

- Le CÉ fera une rencontre exceptionnelle, pour voter sur les 3 parents qui vont représenter l'école au comité de bon voisinage (si le projet est accepté, et si comité il y a)
- Les parents sur le CÉ exigent que ce type de comité soit dirigé par des gens "neutre" (et non en conflit d'intérêts, comme le personnel de la MBL)
- Les parents informent les membres du CÉ, que les avocats seront informés dès demain (4 oct) de cette demande
- La directrice d'école (Mme Isabelle Guérin) avait 3 points d'info sur la Maison Benoit Labre, pour cette première rencontre de CÉ 2023-2024

1- "On a terminé notre protocole d'intervention" (Mme Guérin)

1.1 Protocole qui sera communiqué au personnel de l'école

1.2 Protocole qui sera ensuite communiqué au CÉ

1.3 Informe qu'il y aura des ateliers pour les enfants fin octobre, et ce pour toutes les classes (maternelle 4 ans à la 6e année);

Atelier "Les seringues à la traîne"

Atelier "Face aux inconnus"

Ces ateliers pour les enfants, sont préparés par 2 organismes:

- Prévention Sud-Ouest

- SPVM (agents sociaux communautaires)

2. Achats de +++ de walkie-talkie pour faciliter les communications du personnel

3. Clôture: les plans auraient été présentés à la direction d'école, mais la directrice ne peut pas les livrer au CÉ. Mme Guérin mentionne les avoir "vu". Les plans ne sont pas encore finaux. Pas de date d'installation encore pour la clôture du parc école.

3 oct 2023 - matin

Livraison par la direction de l'école, aux membres du CÉ (Conseil d'établissement) de tous les [PV de l'école Victor-Rousselot de 2018 à ce jour \(2023\)](#).

Note: aucune mention d'enjeux de sécurité, ni d'un éventuel SIS près de l'école

2 oct 2023

<https://lamaisonbenoitlabre.org/articles/nbspavis-de-convocation-la-premiere-rencontre-du-comit-bon-voisinage-mblnbsp>

2 oct. | Écrit par Maison Benoit Labre

Avis de convocation à la première rencontre du Comité Bon voisinage MBL

Comité bon voisinage

Prenez avis que la première rencontre du comité de bon voisinage MBL, organisé par la Maison Benoit Labre aura lieu le 10 octobre 2023 de 11h00 à 12h30, au CRCS Saint-Zotique (75 Sir Georges Étienne Cartier) Veuillez confirmer votre intérêt au courriel suivant info@benoitlabre.org.

Les personnes seront sélectionnées en fonction des besoins suivants :

- 3 sièges représentant des résidents du secteur Sud-Ouest
- 3 sièges représentant des parents de l'école Victor-Rousselot

29 sept 2023	<i>Retour officiel à cette demande d'information par un résident:</i> J'aimerais obtenir les documents d'études (impact et autres), réalisés ou partagés avec l'arrondissement et justifiant le choix du site à proximité du marché Atwater pour l'implantation de la nouvelle maison Benoit-Labre. J'aimerais aussi connaître les autres sites proposés par la maison Benoit-Labre et/ou tout autre organisme lié comme localisations alternatives. <i>Retour</i> Réponse - Demande d'accès aux documents 23-294 Bonjour, En réponse à votre demande d'accès aux documents relative à l'implantation de la Maison Benoit Labre, nous avons le regret de vous informer que les directions et services concernés ne peuvent retracer ou ne disposent pas des documents demandés. Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, RLRQ., chapitre A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Avis de recours Cordialement, Daphné Claude Responsable substitut de l'accès aux documents greffesud-ouest@montreal.ca
28 sept 2023	<i>«Pas dans ma cour?» Mon Oeil (article Patrick Lagacé)</i>
26 sept 2023	<i>Drug overdoses - what's working and what's not?</i> <i>CBC - Dialogue at Noon with Shawn Apel - Sep. 26, 2023</i> <i>(our elementary school Victor-Rousselot is mentioned)</i>
26 sept 2023	<i>«Il en faut des projets comme ça, mais pas à côté d'une école»</i> <i>2e entrevue à Paul Arcand</i>
25 sept 2023	<i>Montage vidéo de 10 minutes réalisé par un parent de l'école Victor-Rousselot</i>

https://drive.google.com/file/d/1iSE3_jS8ZKFvrv93a08hMI0_B1NreYW2/view?usp=drive_link



Vidéo factuelle, comprenant des extraits de ces deux événements;

- 11 sept 2023: la [Séance d'information du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest](#), séance qui est déjà disponible dans son intégralité au grand public

- 19 sept 2023: la [Séance d'information aux parents de l'école - Présentation du projet de la Maison Benoît Labre - et des mesures de sécurité pour les enfants](#), note qu'à aucun moment durant la soirée, il a été mentionné que cette rencontre était confidentielle

24 sept
2023

Communication et mobilisation des résidents sur la mise en ligne d'un site internet :

REJOIGNEZ-NOUS LE 4 OCT À 18H / JOIN US OCT 4 AT 6PM

« Un centre d'inhalation supervisé (CIS) est un service important pour réduire les méfaits mais **il est impératif qu'il y ait de l'acceptabilité sociale** dans le quartier. **On ne peut pas imposer un CIS dans un quartier aussi près d'une école** »

- Lionel Carmant, Ministre responsable des Services sociaux

« A supervised inhalation centre is an important service to reduce harm but it is imperative that **there is social acceptability** in the neighbourhood. **We cannot impose a [safe drug-site] in a neighbourhood so close to a school** »

- Lionel Carmant, Quebec's minister responsible for social services

L'entité OPP Victor-Rousselot de l'école primaire, et de nombreux parents en leurs noms personnels, nous ont communiqué suite à la séance d'information le 19 septembre 2023 entre 19h et 21h leur recommandation sur le sujet :

« **Les parents, à plus de la majorité, n'acceptent pas ce projet de centre d'injection et d'inhalation supervisé à proximité de l'école** primaire de leurs enfants, **et recommandent de s'y opposer. Il s'agit de la sécurité et de la santé d'enfant mineur, avant tout ! Ce projet peut causer préjudices et dommages pour nos enfants** »

« Il n'y a pas d'autres solutions, qu'une non ouverture à l'endroit actuel et une re-localisation dans l'arrondissement à un endroit davantage approprié (près d'un CLSC, par exemple). »

Les parents seront présents le 4 octobre 2023 à 18h, au CRCS Saint-Zotique (75 rue Square-Sir-George-Étienne-Cartier, Montréal, QC, H4C 3A1) lors de la rencontre d'échange et d'information publique sur l'ouverture de la Maison Benoit Labre.

REJOIGNEZ-NOUS!

www.lesenfants.ca (svp aidez nous à partager ce message)

Following the information session held on September 19, 2023 between 7pm and 9pm, the OPP Victor-Rousselot of the elementary school, and many parents in their personal names, sent us their recommendation on the subject:

« **The parents, by more than a majority, do not accept this project for a supervised injection and inhalation center near their children's elementary school, and recommend opposing it. It's a question of the safety and health of minor children, first and foremost! This project can cause harm and damage to our children** »

« There are no other solutions than not opening at the current location and relocating in the borough to another appropriate location (near a CLSC, for example). »

The parents will be present on October 4, 2023, at 6pm, at the CRCS Saint-Zotique (75 rue Square-Sir-George-Étienne-Cartier, Montréal, QC, H4C 3A1) for the exchange and other public information meeting on the opening of the Maison Benoit Labre for all.

COME AND JOIN US!

www.thechildren.ca (please help us share this message)

21 sept
2023

[Les voisins du site d'injection supervisée de Cactus à bout de patience](#)

20 sept
2023

[Parents' doubts persist after forum on Montreal supervised drug-use site near school](#)

20 sept
2023

Lettre demande d'exemption de catégorie en vertu du paragraphe 56 (1) pour la mise en place d'un site de besoins urgents en santé publique (SBUSP) à l'organisme communautaire La Maison Benoît Labre : 20 septembre 2023

[Objet : Demande d'exemption de catégorie en vertu du paragraphe 56 \(1\) pour la mise en place d'un site de besoins urgents en santé publique \(SBUSP\) à l'organisme communautaire La Maison Benoît Labre](#)

Note: Il est mentionné dans ce document "**voir Plan de cohabitation en pièce jointe**", seulement cette PJ n'a pas été livrée.

19 sept 2023	<u>Pas de centre d'inhalation près d'une école sans «acceptabilité sociale». dit Carmant</u> Lionel Carmant: « Un centre d'inhalation supervisé (CIS) est un service important pour réduire les méfaits mais il est impératif qu'il y ait de l'acceptabilité sociale dans le quartier. On ne peut pas imposer un CIS dans un quartier aussi près d'une école », a indiqué son cabinet dans une déclaration écrite transmise au Devoir. https://www.tvanouvelles.ca/videos/6337457377112 (à 12min 46 secondes) Le TVA Nouvelles 22h du 19 septembre 2023 
19 sept 2023, 19h	SÉANCE D'INFORMATION Présentation du projet de la Maison Benoît Labre (aux parents) Ensemble vers une cohabitation harmonieuse https://drive.google.com/drive/folders/1BqcnC-vkSYy3fabxvMMY7bgr36p4leil
19 sept 2023, (avant 19h)	Séance d'information au personnel de l'école Victor-Rousselot, accompagné des intervenants de la Maison Benoit Labre et autres experts. La liste des personnes présentes et le contenu reste inconnu à ce jour pour les parents, mise à part la présence de; Martine Lalumière Agente sociocommunautaire pour toutes les écoles du quartier 15 514-280-0418
15 sept 2023	<u>Deuxième communication de la direction de l'école aux parents à propos de la soirée d'information Benoît Labre</u> (mention que la "réunion est réservée uniquement aux parents de l'école")
13 sept 2023	Signature du mandat entre l'OPP et la firme Grey Casgrain (avocats)
12 sept 2023	Assemblée générale des parents à l'école Victor-Rousselot Note: Ambiance tendue entre la direction et les parents.

Lors de l'Assemblée générale des parents, la directrice d'école Mme Guérin rappelle la séance d'information qui aura lieu le 19 sept au sujet de la Maison Benoit Labre et mentionne que;

- la position de l'école sur le projet; "nous ne sommes ni pour, ni contre, nous sommes neutres.
- mentionne que l'école doit "vivre avec" cette décision (projet), tout comme nous (parents).
- souligne que la rencontre du 19 sept à 19h n'est pas publique, mais pour les parents
- mentionne également que c'est l'école qui a pris l'initiative d'organiser cette séance d'information

11 sept
2023

Séance d'information du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest
(séance dans son intégralité)

Résumé rédigé par un parent (JFG), qui était présent et qui a posé des questions sur le projet (à 1:09:40):

Outre mes questions, il y a aussi eu 2 ou 3 autres questions reçues par internet. Probablement d'autres qui n'ont pas été lues, étant donné que ça revenait au même.

Tous les membres du conseil d'arrondissement sont en accord avec le projet, incluant le volet drogues.

Le **maire Dorais** est confiant que ça va bien fonctionner et que ça ne peut pas être pire que présentement. Une équipe travaille spécifiquement sur ce projet et s'il y a des problèmes en cours de route, il y aura des ajustements. Toujours selon le maire, il y a eu trop de personnes qui ont travaillé sur ce projet pour que ça ne fonctionne pas.

L'arrondissement savait qu'il y allait y avoir un volet drogues depuis environ 2018! Mais, il ne pouvait pas en parler, car les autorisations gouvernementales n'avaient pas encore été demandées.

Je n'ai pas eu l'impression que ça les avait dérangés que l'histoire sorte dans LaPresse. **Le maire Dorais est d'accord que du point de vue communication, il y a eu des manquements** à la Maison Benoit Labre. Je lui ai par exemple signalé que résident de la Petite-Bourgogne, je n'ai eu aucune information sur le projet, alors que la Maison Benoit Labre dit qu'ils ont tout fait pour communiquer l'information. Peut-être qu'ils ont fait des efforts depuis quelques semaines, ils n'ont pas eu le choix, mais pendant des années, s'était développé en catimini, avec la complicité de l'arrondissement.

Selon le maire Dorais, le conseil d'établissement de l'école était au courant depuis 2021 du volet injection/inhalation (possiblement faux) **et la direction de l'école a commencé à travailler sur ce projet en 2022** (sur le volet injection/inhalation?). Puis, le centre de service scolaire a commencé à travailler sur le projet.

L'accès au parc sera sécurisé à l'aide de portails. Ils sont en train de regarder quelle technologie utiliser. On dirait donc que l'accès au parc ne serait que pour l'école, mais je n'en suis pas certain. Si c'est le cas, c'est bien, mais ce serait dommageable pour les enfants du quartier qui y vont la fin de semaine. À moins qu'ils aient prévu quelque chose...

Selon le maire Dorais, il faudra attendre la rencontre du 19 septembre pour se faire une idée du projet.

L'entrée du centre est sur Atwater, totalement de l'autre côté de l'école selon le maire Dorais.

Divers: J'ai appris l'existence de L'ÉMMIS (Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale)

11 sept
2023

Des parents de l'école Marguerite-Bourgeoys (école à 200m du SIS Spectre de rue) partage des documents à des parents de l'école Victor-Rousselot (école à 80m du SIS Maison Benoit Labre)

<https://drive.google.com/drive/u/1/folders/14HbQRkfG-HY5SfB57gl88SKZSK78bkn2>

- "Vous avez référence à un courrier qui avait été adressé au directeur de la Santé publique par la Commissaire scolaire lors de la consultation sur le sujet. À l'époque, elle avait été très claire quant à la nécessité d'identifier les écoles, les garderies.... et bien sûr de ne pas s'en approcher. Cependant, la santé publique n'a jamais tenu compte de ce courrier":

“Autre document : notre travail de collecte et de tentative de consolidation des information pour comprendre comment on en avait été amenés collectivement à cette situation. Vous y trouverez peut-être quelques points politiques exploitables?”

“Vous avez également une présentation du Dr Carole Morissette qui a toujours été la prêcheuse de l'implantation de multiples SIS”:

<https://drive.google.com/drive/u/1/folders/14HbQRkfG-HY5SfB57gl88SKZSK78bkn2>



Échange avec des parents de l'[école Marguerite-Bourgeoys](#) (se référer à leur histoire au 18 juin 2018 dans la chronologie dans ce document). Cette école primaire a vécu une problématique similaire en 2018, et travaillé avec la même firme d'avocat Grey Casgrain

Commentaires de parents de l'école Marguerite-Bourgeois aux parents de l'école Victor-Rousselot:

- Nous prévient des experts que nous allons probablement voir apparaître sous peu. Ce sont les spécialistes que l'organisme [Le Spectre de rue](#) avaient mis de l'avant dans leur cas;

[Dr Marie-Eve Morin, docteur](#)

[Jean-Philippe Fallu, PHd. prof à l'UQAM](#)

[Dr Jessica Morissette, médecin - CIUSS](#)

- Leur école cohabite depuis + de 6 ans, suite à l'arrivée du centre [Le Spectre de rue](#) aux abords de leur école primaire Marguerite-Bourgeois
- Dialogue difficile, c'est le quartier souvent qui est "pris" à gérer ça
- Trois changements de directeur d'école
- Une fois l'ouverture, les enfants étaient exposés à des personnes en détresses par terre, dans le corridor scolaire
- Encore aujourd'hui, des membres du personnel voient des seringues sur leur route aux abords de l'école
- Richard Massé, était le Dir. de Santé publique à l'époque. Problème à reconnaître dans leurs diverses catégories, la jeunesse/enfants, comme clientèle vulnérable qui devrait primer sur tout autre clientèle vulnérable
- Plusieurs parents/résidents/commerçants qui ont pris la parole, ont vécu de l'intimidation. Certains commerces sont attaqués.
- **Ils sont tous étonnés d'apprendre qu'une autre école, puisse vivre la même situation qu'eux**
- Manquement: Réévaluer la pertinence de leurs projets dans le temps
- Nous recommande de demander à la firme Grey Casgrain (avocats) de croiser avec les dossiers anciens de l'École Marguerite Bourgeois
- Beaucoup de parents de l'école Marguerite-Bourgeois ont fait changer leurs enfants d'école, suite à

	<u>l'ouverture du centre Le Spectre de rue - car enfants affectés suite à l'ouverture</u> - Même si les heures d'injection (Le Spectre de rue) se font <u>durant les heures que les enfants sont à l'école</u>, il y a quand même d'autres impacts à considérer lors de l'ouverture d'un tel centre dans un corridor scolaire - PVI, un nouveau centre Dopamine va ouvrir sous peu dans le quartier Hochelaga; les heures d'injection seront <u>de soir</u> - S'inquiète pour notre école, car la Maison Benoit Labre sera <u>24/7</u> - Nous recommande de vérifier comment l'organisme a rempli ses formulaires pour les demandes de subventions? Ils doivent tenir compte des environnements dans lesquels ils s'implantent. Vérifier également si La Maison Benoit Labre est propriétaire ou non de l'immeuble? - Dans ce type de projet (2018), le SPVM s'engage à baisser sa présence et sa visibilité pour ne pas effrayer les populations ciblées pour ces usages et faciliter la fréquentation des services offerts. Donc, à anticiper; moins de présence policière. La question des dealers / transactions / l'environnement potentiellement dégradé de manière imprévisible et aléatoire (ces populations - dealers et toxicomanes - sont très très mobiles) - <u>Jean-François Roberge</u> (CAQ) - avait pris la parole pour soutenir l'école Marguerite-Bourgeoys en 2018. M. Roberge avait porté une pétition à l'Assemblée du Québec
8 sept 2023	Rencontre de consultation avec la firme Grey Casgrain avocats (initiative par 3 membres du CÉ de l'école Victor-Rousselot, dont 2 membres de l'OPP). Note: Une levée de fond sera peut-être nécessaire, <u>si besoin</u> de faire une injonction et/ou demander un avis d'experts par exemple.
CTV News Mtl	<u>Parents worried about new supervised drug-use site near Montreal elementary school</u>
7 sept 2023	Distribution de <u>flyers</u> par des parents, aux parents et résidents du quartier. Les parents réalisent que la majorité des résidents ne sont pas au courant du projet.
5 sept 2023	Entrevue à Paul Arcand - <u>Centre pour toxicomanes: "Notre inquiétude est la proximité avec une école"</u>
5 sept 2023	Les parents reçoivent une invitation par la direction de l'école à une <u>SÉANCE D'INFORMATION - Présentation du projet de la Maison Benoît Labre</u>



ÉCOLE PRIMAIRE VICTOR-ROUSSELOT

3525 rue Ste-Émilie

Montréal H4C 1Z3

Téléphone : 514-596-5750

SÉANCE D'INFORMATION
Présentation du projet de la Maison Benoît Labre
Ensemble vers une cohabitation harmonieuse

Mardi 19 septembre 2023, 19 h

Chers parents,

Par la présente, nous souhaitons vous convier à une séance d'information portant sur les mesures de cohabitation et de sécurité entourant le projet de la Maison Benoît Labre, qui ouvrira ses portes cet automne à proximité de notre école. Cette rencontre sera menée par des représentants de l'organisme La Maison Benoît Labre, de l'arrondissement du Sud-Ouest, du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Date : Mardi 19 septembre 2023

Durée : 1 h

Lieu : Gymnase de l'école (entrée par le service de garde)

Ordre du jour

19 h Accueil

19 h 05 Présentation du projet par Andréane Désilets, directrice générale de La Maison Benoît Labre

19 h 25 Période d'échanges et de questions

Mise en contexte et rôle de l'école

Selon l'information fournie par la Maison Benoît Labre, la nouvelle construction consistera à offrir 36 logements transitoires pour les personnes vulnérables et en situation d'itinérance du quartier. Un centre de prévention des surdoses ainsi qu'un centre de jour seront intégrés afin d'offrir un continuum de services. Pour avoir plus d'information : <https://lamaisonbenoitlabre.org/>

Cette initiative suscite des préoccupations légitimes concernant la sécurité et le bien-être de nos élèves. Nous nous partageons et notre objectif premier est que nos élèves évoluent dans un environnement sain, stable et sécuritaire.

*Note: Puisqu'il y est mentionné une "séance d'information **publique**", les parents prennent donc l'initiative d'informer les résidents et commerçants qui cherchent également des réponses.*

M. Boitière avait demandé que cette rencontre ait lieu, afin d'avoir accès aux procès-verbaux des CÉ, ainsi que des compte-rendu des rencontres entre l'école/CSDM et la Maison Benoît Labre.

M. Boitierre a eu accès qu'aux PV du CÉ uniquement

Suite aux recherches faites par la direction de l'école (Mme Isabelle Guérin et M. Luc Therrien), la première fois qu'il y aurait eu mention du projet, est dans un PV du CÉ datant du 5 février 2021.

Il est fait mention d'une rencontre entre M. Maxime Tassé (Directeur de l'école) et M. Craig Sauvé. Il est écrit à ce sujet : "Craig Sauvé précise qu'il n'y a pas de consultation publique car ils pensent que c'est pour le bien être de toute la communauté, donc ce n'est qu'une séance d'information". Il n'est pas précisé auprès de qui, mais information qui se retrouve également sur le PV de l'arrondissement en 2019.

Note (précision): **aucune mention de drogues, ni injection, ni inhalation**

Autres information appris, lors de cet échange;

- Mr Therrien (représentant de la CSSDM) affirme avoir appris la nature du projet, tout comme Mme Isabelle Guérin (Directrice d'école) via l'article paru dans La Presse le 13 août 2023.
- Mr Therrien dit avoir eu des contacts avec la Maison Benoît Labre au printemps 2023, car il avait besoin de connaître leur protocole de sécurité qui sera mis en place.

M. Boitierre (Président du CÉ VR) pose des questions, mais aucune réponse de la part de Mr Therrien;

- Est-ce que le protocole de sécurité doit répondre à des critères de validation bien précis ou juste nécessaires juridiquement ?
- Est-ce que la CSSDM valide si le protocole proposé est viable ?
- Si un protocole est demandé, est-ce pour la protection des enfants ou bien pour la protection juridique de la CSSDM ?

Dans la même rencontre, Mr Boitierre apprend qu'au printemps 2023, Mr Therrien a eu une rencontre avec Mme Francine Adler (coordo communautaire Benoît Labre), qui l'informe vouloir mettre en place sa brigade de propreté - mais qu'elle cherche encore des subventions.

On informe également Mr Boitierre qu'en septembre 2023, il y aurait eu une première rencontre avec le SPVM (apparemment, il n'y aurait pas eu de PV ni compte-rendu - oral seulement).

Mr Therrien devait revenir à Mr Boitierre avec plus de précision sur certains points, mais aucune nouvelle de sa part depuis (18 sept 2023).

5 sept
2023

Rencontre entre le président du CÉ (M. Boitierre) avec notre représentant de la CSSDM (M. Luc Therrien) à l'école Victor-Rousselot

4 sept
2023

L'OPP (organisme de parent participatif) recommande une pétition en ligne
www.change.org/petition-ecole-vr
www.sauvezlesecoles.ca, www.sauvezlesecoles.com

L'OPP Victor-Rousselot (groupe de parents bénévoles) est alerté, il y a une mobilisation de parents immédiatement et de certains membres du CÉ.

Pression des membres du Conseil d'Établissement (CÉ) auprès de la Direction de l'école Victor-Rousselot

	Des parents cherchent des réponses suite à l'article publié le 13 août 2023 Les termes utilisés et écrits dans les procès-verbaux lors des rencontres du CÉ, pour décrire le futur immeuble en construction à côté de leur école primaire, ont toujours été un centre de <u>réhabilitation</u> (jamais les mots drogues, injection ni inhalation ont été utilisés - ni par écrit, ni à l'oral). La directrice Mme Isabelle Guérin informe <u>verbalement</u> un.e membre du CÉ qui l'aborde dans le parc école sur un ton qui se voulait rassurant que; - Une séance d'information aura lieu <u>par</u> les intervenants du centre, au gymnase de l'école, et qu'ils seront accompagnés par la SPVM pour venir nous expliquer (parents) les mesures de sécurité. Aussi, qu'une équipe composée de la clientèle du centre (4), seront accompagnés d'un.e (1) intervenant.e qui viendront tous les matins dans la parc école nettoyer tous déchets dangereux avant l'entrée des classes. - Dans la même <u>conversation informelle</u> à ce parent et membre du CÉ, Mme Guérin informe que l'entrée du centre sera "un peu plus loin" de la porte du service de garde. La porte du service de garde située rue Bérard, est la porte la plus près du futur centre Maison Benoit Labre.
14 août 2023	Article (CityNews): Montreal getting supervised inhalation site, a first in Quebec
13 août 2023	Des parents apprennent le Projet Maison Benoit Labre (SIS) via un article dans LaPresse Article: Un premier centre d'inhalation supervisée au Québec Note: Le titre de l'article a été modifié depuis sa publication; les mots "au Québec" ont été remplacés par "à Montréal". Plusieurs autres changements de contenus, qui ne sont pas mentionnés dans l'article.
6 juillet 2023	Les voisins de « l'allée du crack » racontent leur « enfer » à Montréal Thomas Gerbet https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1993699/allee-crack-droque-cactus-montreal-itinerance
12 juin 2023	Exemple de communication par la Maison Benoit Labre avant l'ouverture:

https://m.facebook.com/profile.php?id=100064573604772&name=xhp_nt_fb_action_open_user



Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

9 juin, à 19 h 00 ·

Fermer la barre de recherche

L'organisme La Maison Benoît Labre-The Benedict Labre House, membre du RAPSIM, travaille d'arrache-pied depuis des années à réfléchir et développer un projet de 36 logements sur-mesure qui répondra aux besoins des personnes qui fréquentent son organisme et qui sont traditionnellement non desservies. Le soutien communautaire et l'accompagnement font partie intégrante du projet, sans lesquels les logements ne pourront pas accueillir les personnes pour qui le projet a été conçu. En effet, il serait impossible d'assurer la sécurité des locataires et des travailleurs.euses sans le bon nombre d'intervenant.es.

Bref, nous voilà à quelques mois seulement de la date de livraison des logements et l'organisme se retrouve avec un financement LARGEMENT insuffisant pour financer le soutien communautaire et l'accompagnement nécessaire dans ses logements.

Pourquoi ? Parce qu'on fait face à un sous-financement chronique mais aussi parce que l'organisme innove et sort des cases habituelles de financement. L'organisme se retrouve entre deux chaises et nos gouvernements, pris dans leurs déboires administratifs, ne financent pas l'accompagnement nécessaire. Le Service régional en itinérance renvoie la balle à la DRSP qui renvoie la balle à la SHQ qui renvoie la balle au MSSS qui renvoie la balle à ... 😞

Résultat ? Si la situation persiste, Benoît-Labre sera contraint de changer le profil de personnes qu'ils accueilleront dans leurs ressources et les personnes les plus mal desservies continueront de ne pas avoir de ressources en logement.

Le cas de Benoît-Labre n'est pas un cas isolé. C'est la situation de plusieurs organismes en itinérance et cela met à mal le droit au logement de ces personnes. D'ailleurs les membres du RAPSIM qui agissent en logement sont unanimes : ils souffrent du manque de financement de cette pratique et de l'accompagnement. Il faut que le gouvernement agisse maintenant ! Le RAPSIM revendique un rehaussement du financement en SCLSC et un financement de la pratique en logement transitoire. De plus, il est nécessaire que le gouvernement fasse preuve de flexibilité et d'agilité et offre des financements qui reconnaissent que l'itinérance est multisectorielle.

Lionel Carmant, député de Taillon à l'Assemblée nationale France-Élaine Duranceau - députée de Bertrand à l'Assemblée Nationale Manon Massé Andrés Fontecilla Joël Arseneau Virginie Dufour, députée de Mille-Îles Elisabeth Prass, MNA for / Députée de D'Arcy-McGee



17 Nov
2022

Parution d'un texte dans La Presse disant que l'organisme Résilience déménagera près du métro Lionel-Groulx

Extrait:

Forcé de se trouver un nouveau local, l'organisme aurait voulu s'installer ailleurs autour du square Cabot, où se trouve sa clientèle. « Mais tous les terrains appartiennent à des entrepreneurs qui veulent construire des condos. On ne peut pas concurrencer ces entreprises qui peuvent payer des millions », déplore M. Chapman.

Résilience Montréal déménagera donc l'an prochain dans un nouvel édifice qu'il a acheté plus au sud, sur l'avenue Atwater, à 600 mètres du square Cabot.

<https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2022-11-17/organismes-communautaires/chasses-du-centre-ville-par-le-cout-eleve-des-locaux.php>

Note: Forcé de déménager, cet organisme sera situé sur Atwater, près du centre Maison Benoît Labre.

8 Sept
2022

Lettre d'appui au projet de Centre de Prévention des Surdoses (CPS) de la Maison Benoît Labre le 8 septembre 2022

Santé Canada

[Objet : Appui au projet de Centre de Prévention des Surdoses \(CPS\) de la Maison Benoît Labre](#)

Ministère de la Santé et des Services Sociaux

[Objet : Appui au projet de Centre de Prévention des Surdoses \(CPS\) de la Maison Benoît Labre](#)

9 Fév
2022

Émission du permis de construction

Note: Le coût des travaux est évalué à 5 066 600\$, bien en deça de la valeur des hypothèques.

Le Sud-Ouest
Montréal
Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine
815, rue Bel-Air, 1^e étage
Montréal (Québec) H4C 2K4
Téléphone : 514 872-0311

Permis

Construction

Numéro

Date du permis

3001489373-22

2022-02-09

Emplacement des travaux

Localisation 257-259, avenue Greene et 250, avenue Atwater

Adresse principale 257 avenue Greene

Entre rue Doré

et rue Notre-Dame Ouest

Nature des travaux

Description des travaux autorisés Construction d'un bâtiment de 4 étages comprenant 36 chambres individuelles pour maison de chambre (hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance) avec des aires communes et un sous-sol avec salle à déchets et espaces de rangements et techniques. Aménager 11 cases de stationnement pour vélos. Planter 3 arbres. Ajouter 3 numéros municipaux.

Nbre d'unités de logements	Nbre de places d'affaires	Nbre de nos municipaux	Superficie résidentielle ajoutée RMM
0	0	3	

Informations complémentaires

Numéro demande	No lot au cadastre	No compte foncier
3001980614	1573239	25024550
Coût des travaux	Quartier inspection	Code du bâtiment
5,066,600.00	03	07B

Intervenants

<https://drive.google.com/drive/u/1/folders/1i5Kn2kF3sEtqOrZ5WQ7vkBBYLS17n0zs>

Ce permis deviendra périmé et les droits qu'il confère seront perdus par le propriétaire si les travaux qui y sont autorisés ne sont pas commencés avant le 2023-02-09 ou complétés avant le 2023-08-11 (article 39, 11-018) ou sont interrompus pendant plus de six mois (article 39, 11-018).

<https://drive.google.com/drive/u/1/folders/1i5Kn2kF3sEtqOrZ5WQ7vkBBYLS17n0zs>

2 Fév
2022

3e hypothèque de la Maison Benoît Labre

Montant: 15 737 092,00\$

2022-02-02	26 990 084	Hypothèque	Créancier	BANQUE NATIONALE DU CANADA	15 737 092,00 \$	6 003 689	
			Débiteur	LA MAISON BENOÎT LABRE			

Selon l'acte d'hypothèque immobilière: "cette somme inclut un prêt de NEUF MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE SIX CENTS DOLLARS (9 588 600 \$), correspondant au montant de l'aide financière consentie par la SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC (SHQ) au Débiteur sous forme de promesse de subvention dans le cadre du programme Accès-Logis."

19. ANNEXE V - PROGRAMME ACCÈS LOGIS

19.1 LE PRÊT

La Banque consent par les présentes au Débiteur, qui accepte un prêt global de **QUINZE MILLIONS SEPT CENT TRENTE-SEPT MILLE QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS (15 737 092 \$)** sous forme de financement intérimaire.

Cette somme inclut un prêt de **NEUF MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE SIX CENTS DOLLARS (9 588 600 \$)**, correspondant au montant de l'aide financière consentie par la **SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC (SHQ)** au Débiteur sous forme de promesse de subvention dans le cadre du programme Accès-Logis. En considération de ce dernier prêt, le Débiteur cède et transporte, de manière irrévocable, en faveur de la Banque tous ses droits, titres et intérêts découlant de cette aide financière et autorise expressément la **SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC (SHQ)** à en effectuer le versement directement à la Banque, à l'acquit au Débiteur et aux fins de remboursement du prêt y afférent.

Ce prêt global, ci-après appelé «prêt», doit être utilisé uniquement pour les fins de la réalisation du projet d'habitation déclaré admissible dans le cadre du programme précité, à défaut de quoi la Banque n'est pas tenu au déboursement.

10 nov
2021

[Zonage autour des écoles: victoire des municipalités en Cour d'appel](#)

Centdegres | Saine alimentation | 10 novembre 2021

Sortez tambours et trompettes : la Cour d'appel du Québec confirme la validité du règlement municipal de l'arrondissement de Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG), à Montréal, qui interdit l'implantation de nouveaux établissements de restauration rapide dans certains secteurs à moins de 500 mètres des écoles. Une excellente nouvelle qui confirme le pouvoir des municipalités d'agir en faveur des saines habitudes de vie !

21 Sept
2021

2e hypothèque de la Maison Benoît Labre

Montant: 1 504 995,34\$

2021-09-21	26 677 008	Hypothèque	Créancier	BANQUE NATIONALE DU CANADA	1 504 995,34 \$	6 003 689	I 27 324 595
			Débiteur	LA MAISON BENOÎT LABRE			

9 mars
2021

Le directeur de l'école M. Maxime Tassé quitte ses fonctions ([messages aux parents](#)).

Extrait:

“ j’ai accepté, en réponse à l’appel du Centre de services scolaire de Montréal, d’aller relever le défi d’assumer les fonctions de direction d’établissement à l’école Charles-Lemoyne.”

Mme Isabelle Guérin prend le poste de Directrice d'école

Note: Mme Isabelle Guérin est la conjointe de M. Luc Therrien (représentant de la CSSDM pour l'école Victor-Rousselot).

26 janv
2021

Publication du rapport annuel de la Maison Benoît Labre, montrant les sources financières du projet (notamment 1 782 734\$ en hypothèque)

**ADAPTATIONS
NOUVEAU PROJET**

Développement du projet Atwater

Au printemps 2020, nous prévoyons l'aménagement de la Nouvelle Maison Benoît Labre dans le secteur Atwater du Quartier Saint-Henri.

Après 70 ans d'opérations, La Maison Benoît Labre bonifie ses services pour répondre à la forte augmentation de la demande des dernières années. En réalité, la crise de la COVID est venue exacerber la réalité de l'itinérance et de la crise du logement à Montréal. Nos besoins physiques et matériels n'ont qu'exploré.

En pratique, la nouvelle Maison Benoît Labre comptera 36 appartements sur 3 étages qui auront une chambre privée avec soutien communautaire. De plus, l'entrée du centre de jour sera accessible via la rue Atwater. Le centre de jour sera ouvert 7 jours sur 7 et comprendra nos services actuels ainsi qu'une accessibilité universelle à nos services.



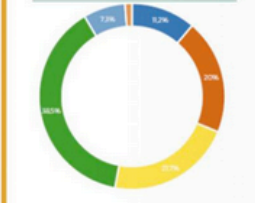
BUDGET DU PROJET

BESOINS

Coût de construction Résidentiel	7,161,135 \$	80%
Coût de construction Résidentiel	1,782,734 \$	20%
TOTAL	8,943,869 \$	100%

SOURCES FINANCIÈRES

La Maison Benoît Labre Équité	1,000,000 \$	11.2%
Hypothèque	1,782,734 \$	20%
Fond Gouvernement Provincial (SHQ)	1,938,600 \$	21.7%
Fond de la Ville de Montréal	3,445,618 \$	38.5%
Fond du Gouvernement Fédéral (SPU)	655,000 \$	7.3%
Retour des taxes	111,764 \$	1.2%
TOTAL	8,943,869 \$	100%



BENOÎT LABRE
MAISON - HOUSE
RAPPORT ANNUEL
2019-20

<https://www.flipsnack.com/lamaisonbenoitlabre/rapport-annuel-2019-20.html>

9 nov
2020

PV de la ville (ci-joint) le 9 novembre 2020:

- **DESCRIPTION** Le projet vise la construction d'un bâtiment de 4 étages à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance (maison de chambre). Un usage communautaire est également prévu pour certains espaces. Les revêtements extérieurs et les composantes du bâtiment sont les suivants : - Brique d'argile de la compagnie Meridian, couleur Ironspot - Béton coulé teint blanc au niveau du RDC; - Revêtement en panneau aluminium de la compagnie Simard, modèle VPE; - Clôture en acier galvanisée.
- **JUSTIFICATION** La Division de l'urbanisme a analysé le projet par rapport à sa conformité à la réglementation en vigueur et en tenant compte des objectifs et des critères du Règlement sur le PIIA. Le projet a été présenté lors de la séance du Comité consultatif d'urbanisme du 5

octobre 2020.

[CA Sud PV ORDI 2020-11-09 19h00 FR.pdf](#)

[CA Sud ODJP ORDI 2020-11-09 19h00 FR.pdf](#)

document decisionelles: voir p. 128



*Annonce Facebook de SDC les Quartiers du Canal le 20 novembre 2020:
Le projet verra le jour sur ce terrain unique de l'avenue Atwater*

5 Mai
2020

Acte de vente pour le terrain de la future Maison Benoît Labre

Montant: 1 100 000\$

2020-05-29	25 413 199	Vente	Vendeur	DÉVELOPPEMENTS DES ÉCLUSIERS INC.	1 100 000,00 \$		
			Acheteur	LA MAISON BENOÎT LABRE			

6 avril
2020

Le gouvernement fédéral délègue temporairement l'autorisation des sites de consommation supervisée aux provinces

Les sites de besoins urgents en santé publique sont similaires aux sites de consommation supervisée et fournissent des services visant à réduire les méfaits liés à la consommation de drogues. Ils sont établis sur une base temporaire, afin de répondre à des besoins urgents dans une région ou une communauté spécifique. Ils sont aussi plus communément appelés sites de prévention des surdoses.

Afin d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux dans leurs efforts continus pour lutter contre les effets de la crise des surdoses d'opioïdes, chaque province et territoire a reçu une [exemption de catégorie en vertu du paragraphe 56\(1\) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances en ce qui concerne les sites de besoins urgents en santé publique](https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/dependance-aux-drogues/sites-consommation-supervisee/precisions.html). Ces exemptions autorisent le ministre de la Santé de chaque province et territoire à établir des sites de besoins urgents en matière de santé publique selon les besoins dans leur province ou territoire, conformément aux conditions définies dans les exemptions. Il appartient au ministre de la Santé de décider s'il souhaite mettre en œuvre l'exemption par catégorie ou non.

<https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/dependance-aux-drogues/sites-consommation-supervisee/precisions.html>

Durée

Cette exemption expire à la première des éventualités suivantes :

- la date à laquelle la présente exemption est remplacée par une autre exemption;
- la date à laquelle l'exemption sera révoquée; ou
- le 30 septembre 2025.

<https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/substances-controlees-precurseurs-chimiques/politique-reglementation/documents-politique/exemption-categorie-paragraphe-56-1-sites-besoin-urgents-sante-publique-provinces-territoires.html>

En vertu d'une exemption accordée aux provinces et aux territoires par Santé Canada le 6 avril 2020 dans le cadre de la Loi sur la réglementation de certaines drogues et autres substances (LRCDAS), il est possible d'entreprendre des démarches pour obtenir une exemption de catégorie permettant la mise sur pied rapide d'un centre de prévention des surdoses (exemption temporaire faite auprès du MSSS). Ce dernier est perçu en tant que SBUSP. Une demande d'exemption permanente devra être déposée s'il y a poursuite des activités à long terme afin de convertir le SBUSP en SCS, et ce, auprès de Santé Canada. Il en sera question subséquemment à la section 3.6.3.

https://www.cisss-lanaudiere.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/cisss_lanaudiere/Documentation/Sante_publique/Themes/Alcool_drogues_et_medicaments/Strategies_pratiques_sites_consommation_VF.pdf

Autre texte: http://dependanceitinerance.ca/wp-content/uploads/2020/12/QR_exemption_SBUSP.pdf

12 Mars
2020

1ère hypothèque de la Maison Benoît Labre (avant l'acte d'achat)

Montant de 1 259 066,82 \$

2020-03-12	25 262 005	Hypothèque	Créancier	BANQUE NATIONALE DU CANADA	1 259 066,82 \$	6 003 689	I 26 882 221
			Débiteur	LA MAISON BENOÎT LABRE			

19 déc
2019

Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

Ordre du jour: [CG_ODJ_LPP_ORDI_2019-12-19_17h00_FR.pdf](#)

Ref pages 1194 à 1213 (20 pages)

PV:  CG_PV_ORDI_2019-12-19_17h00_FR.pdf
Ref page 40 (adoption du règlement pour construction)

12 déc
2019

La deuxième mention du projet de la Maison Benoît Labre dans un PV du CÉ (Conseil d'établissement) de l'école Victor-Rousselot est le 12 décembre 2019.

 PV-12-dec-2019.pdf

Extrait:

4.4 Autres nouvelles de la communauté

Maison Benoît Labre. M. (Maxime) Tassé a rencontré la responsable. Belle rencontre. Ils ont des bénévoles qui vont faire le nettoyage autour de la Maison, incluant le parc école.

M. (Maxime) Tassé demande à ce que la clôture crée davantage une barrière, faire pousser de la vigne.

On parle d'un projet à long terme, on va suivre le dossier.

Pas besoin d'aller en consultation quand l'arrondissement juge que c'est pour le bien de la communauté. Il y a eu confusion entre soirée d'information et consultation publique.

21 nov
2019

 CG_ODJ_LPP_ORDI_2019-11-21_17h00_FR.pdf

NOTE: À CONFIRMER SI CES SOURCES DE FINANCEMENTS SONT LIÉES AU PROJET DE LA MAISON BENOIT LABRE

Extraits entre les pages 111 et 125

Voici les principaux éléments de l'entente :

1- Un fonds Réflexe Montréal en itinérance (FRMI)

Le MSSS s'engage à rassembler 5,25 M\$ sur quatre ans.

La Ville s'engage à accroître globalement ses contributions en itinérance de 200 000 \$. Ce montant est déjà intégré au budget du Service de l'inclusion et de la diversité sociale (SDIS).

Le montant total du FRMI serait donc, à la signature, de 5,45 M\$ dollars.

Le FRMI sera cogéré par le CCSMTL et la Ville de Montréal. Les orientations du Fonds permettront de financer, notamment, des projets de développement en lien avec l'intervention dans l'espace public auprès des personnes en situation d'itinérance, les espaces d'accueil et d'hébergement d'urgence ou à long terme, et ce, en fonction de priorités établies par les membres de l'Instance stratégique (comité administratif composé du CCSMTL, du MSSS et de la Ville).

Les parties veilleront à assurer une attention particulière aux clientèles vulnérables, dont les personnes aux prises avec une dépendance, les aînés, les femmes et les Autochtones, par le biais, notamment, de services de consommation d'alcool supervisée et d'autres services.

2- Services de consommation d'alcool supervisée

Le MSSS, le CCSMTL et la Ville de Montréal s'entendent pour mettre sur pied un projet-pilote de services de consommation d'alcool supervisée de trois ans. Ce sont 3 M \$ sur les 5,45 M \$ du FRMI qui seront consacrés à implanter ce concept d'aide aux alcooliques sévères ou chroniques. Un appel de projets est prévu pour l'automne 2019 et un démarrage au printemps 2020.

3- Soutien communautaire en logement social

L'entente comprend un engagement du MSSS et du CCSMTL à travailler au maillage du financement du soutien communautaire avec le développement des projets de logements sociaux. En ce sens, le MSSS accorde cette année une contribution de 250 000 \$ non récurrente destinée exclusivement à l'atteinte des objectifs de création de logements sociaux de la Ville de Montréal. Le MSSS s'engage également à mettre à jour en 2020 le Cadre de référence sur le soutien communautaire.

4- Ententes Canada-Québec

La Ville demande au MSSS de prendre en considération les besoins de Montréal dans les négociations Canada-Québec pour des ententes qui concernent la lutte contre l'itinérance.

Le MSSS s'engage dans le cadre de la présente entente à consulter la Ville de Montréal et le CCSMTL pour entendre leurs besoins en lien avec les négociations Canada-Québec en matière d'itinérance et à entendre leurs recommandations concernant la mise en place des programmes qui en découlent.

JUSTIFICATION

L'itinérance est un phénomène plus important à Montréal que dans n'importe quelle autre ville au Québec. La métropole a besoin de solutions adaptées et diverses pour répondre aux enjeux actuels et émergents. Elle a besoin de travailler en cohérence et en complémentarité avec le réseau de la santé et des services sociaux pour trouver de nouvelles réponses et agir sur l'ensemble de son territoire. Que ce soit pour intervenir dans l'espace public, si nécessaire à la cohabitation sociale, ou pour assurer des espaces d'accueil, des centres de jour ou de l'hébergement, ou pour mieux répondre aux autres besoins, Montréal a besoin d'un fonds adapté et flexible, permettant de consolider ou de développer de nouveaux services. Un fonds cogéré Ville/CCSMTL permettra aux équipes de travailler avec une vision commune et de répondre aux enjeux prioritaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant de 200 000 \$ sur trois ans (2020 à 2022) est réservé au budget itinérance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), sous réserves d'approbation du budget par les instances de la Ville de Montréal. Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entente permettra :

- la mise sur pied d'un projet-pilote de trois ans concernant l'implantation de services de consommation d'alcool supervisée à Montréal;*
- le soutien de projets notamment en lien avec l'intervention dans l'espace public auprès des personnes en situation d'itinérance et les espaces d'accueil et d'hébergement d'urgence (refuges et mesures hivernales) avec une attention particulière aux clientèles vulnérables, dont les personnes aux prises avec une dépendance, les aînés, les femmes et les Autochtones.*
- en matière de soutien communautaire en logement social, l'allocation accordée est destinée exclusivement à l'atteinte des objectifs de création de logements sociaux de la Ville de Montréal.*

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un communiqué de presse a été diffusé pour annoncer la conclusion de l'entente le 25 octobre.

14 nov
2019

[Résilience Montréal ouvre ses portes à la population en situation d'itinérance du square Cabot et de ses environs](#)

Extraits:

Résilience Montréal accueillera au cours de la prochaine année une population mixte issue, entre autres, des communautés inuites et des Premières nations, qui composent 40 % de la population en situation d'itinérance dans ce secteur de la ville. Le centre ouvrira ses portes et services progressivement. À terme, Résilience Montréal offrira des services d'accueil, de soutien psychosocial ainsi que des services pour répondre aux besoins de base comme des repas, des soins d'hygiène et la buanderie, tous les jours de la semaine, de 8 h à 20 h. On y offrira également des services adaptés aux populations inuites, des Premières nations et métisses. Le budget alloué pour la première année de fonctionnement de Résilience Montréal est de plus de 900 000 \$. Le tiers de ce montant provient du nouveau Fonds Réflexe Montréal en itinérance (FRMI).

Résilience Montréal a pu voir le jour grâce à la collaboration entre les organismes communautaires, la Ville de Montréal, le ministère de la Santé et des Services sociaux, les arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest, le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, le Secrétariat aux affaires autochtones, la Ville de Westmount et Architecture Sans Frontières Québec. Les partenaires qui ont participé à la mise sur pied de ce projet temporaire travaillent présentement à établir une ressource permanente afin de répondre aux besoins de la population en situation d'itinérance du square Cabot et des environs, et ce, à long terme.

Citations :

« Je suis ravie de voir se concrétiser ce projet qui est le fruit d'une collaboration remarquable entre plusieurs partenaires, et à laquelle mes équipes et moi avons été très fiers de participer. Grâce à une telle initiative, qui découle de notre investissement de 5,25 M\$ sur quatre ans accordé au fonds Réflexe Montréal en itinérance, de nombreuses personnes en situation d'itinérance pourront compter sur un soutien de proximité, encore mieux adapté à leurs besoins spécifiques et aux enjeux qui leur sont propres. Cela reflète bien notre engagement collectif auprès de ces personnes, de même que nos efforts pour les aider à retrouver leur autonomie et à s'épanouir au sein de la collectivité. »

Danielle McCann, ministre de la Santé et des Services sociaux

9 nov
2019

 CA_Sud_ODJP_ORDI_2020-11-09_19h00_FR.pdf

Ref pages 127 à 131

Première fois qu'est nommé la Maison Benoit Labre avec le numéro de dossier 1208504018

L'adresse utilisé pour le projet de construction est: 257 av Greene

30 oct
2019

 20191030_PV_ART89.PDF

PROCÈS-VERBAL DE LA *SÉANCE D'INFORMATION*

Tenue le 30 octobre 2019, à 19 h, à la mairie de l'arrondissement du Sud-Ouest, 815, rue Bel-Air, et portant sur le projet de règlement intitulé :

Projet de Règlement autorisant la construction d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide sur le terrain situé sur le lot 1 573 239 du cadastre du Québec – dossier numéro 1194334003

Sont présents :

*Monsieur **Alain Vaillancourt**, conseiller d'arrondissement pour le district de **Saint-Paul-Émard-Saint-Henri-Ouest***

*Madame **Sophie Thiébaud**, conseillère d'arrondissement pour le district de **Saint-Henri-Est-Petite-Bourgogne-Pointe-Saint-Charles-Griffintown***

*Madame **Marie-Hélène Binet-Vandal**, conseillère en aménagement*

*Madame **Julie Bélanger**, directrice de cabinet*

*Madame **Daphné Claude**, secrétaire-rechercheur et secrétaire d'assemblée*

*Sergent **Robert Grégoire** du poste de quartier 15*

Autres présences :

*Madame **Andréanne Désilets**, directrice générale de la **Maison Benoît Labre***

*Madame **Isabelle Richard**, chargée de développement*

***L'assemblée de consultation publique** sur le projet de règlement ci-dessus décrit est ouverte à 19 h 16, sous la présidence de monsieur **Alain Vaillancourt**, conseiller de Ville pour le district de **Saint-Paul-Émard-Saint-Henri-Ouest**.*

*À la demande de monsieur **Vaillancourt**, mesdames **Désilets**, **Richard** et **Rhéaume** présentent la **Maison Benoît Labre** et le projet de l'organisme.*

*Monsieur **Vaillancourt** invite ensuite madame **Binet-Vandal**, conseillère en aménagement, à présenter, au moyen de la présentation jointe à ce procès-verbal, la procédure d'adoption du règlement et l'objet du projet de règlement.*

*Monsieur **André Lambert** :*

Monsieur exprime ses inquiétudes par rapport à la proximité de l'école et du parc. Il souhaite savoir si des mesures vont être mises en place pour assurer la sécurité des enfants. Il demande aussi si l'organisme a cherché d'autres emplacements pour se relocaliser.

*Mesdames **Richard**, **Désilets**, **Rhéaume** et le sergent **Grégoire** répondent.*

Aucune personne ne manifestant le désir d'intervenir, monsieur Vaillancourt met fin à l'assemblée de consultation publique à 19 h 57.

(S) Original signé

Daphné Claude
Secrétaire d'assemblée

30 oct
2019

[SOIRÉE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGES
DÉMÉNAGEMENT DE LA MAISON BENOÎT LABRE DANS LE SECTEUR ATWATER DU QUARTIER
SAINT-HENRI](#)

+

 20191030_ART89_MAISONLABRE_SOIREE INFORMATION.pdf

Note au lecteur: aucune mention de drogue, ni inhalation, ni injection

30 oct
2019

Communication aux parents par la Direction de l'école, à propos d'une soirée d'information du projet Maison Benoît Labre à la mairie (*information reçue le jour même de l'événement, soit 9h exactement avant la date de tombée*).

[Objet: Soirée d'information- Projet Maison Benoit \(30 octobre 19h\)](#)

Bonjour chers parents,

La Maison Benoît Labre déménagera tout près de l'école Victor-Rousselot.

À ce titre, vous êtes conviés à une soirée d'information et d'échanges qui aura lieu le mardi 30 octobre (aujourd'hui) à 19h00 à la salle du conseil de la mairie. [L'avis de convocation se trouve en pièce jointe.](#)

La Maison Benoît Labre offre des services pour les personnes en situation d'itinérance. Vous pouvez découvrir leurs services et leur mission à l'adresse suivante: <http://www.benedictlabre.org/fr/>

D'ici là, sachez que vous serez informé de toute autre information pertinente à l'égard du développement de ce projet.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués,

Maxime Tassé
Directeur
École Victor-Rousselot

514-596-5750

2e extrait, dans la pièce jointe au courriel envoyé:

“De plus, des logements transitoires et un projet de préemployabilité permettent un accompagnement des personnes qui fréquentent la Maison Benoit Labre, pour la détermination d’objectifs de réinsertion et l’obtention d’un logement salubre, par exemple.

L’organisme offre également un espace d’intervention psychosociale, de l’écoute active et des références aux ressources adaptées aux besoins de chaque personne.”



SOIRÉE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGES

DÉMÉNAGEMENT DE LA MAISON BENOIT LABRE DANS LE SECTEUR ATWATER DU QUARTIER SAINT-HENRI

Avis aux résidents

La population est invitée à une soirée d’information et d’échanges au sujet du déménagement de la Maison Benoit Labre dans le secteur Atwater du quartier Saint-Henri :

**le mercredi 30 octobre 2019, à 19 h
à la salle du conseil de la mairie
(815, rue Bel-Air)**

Les démarches d’autorisation de construction pour ce projet ont été entamées lors de la séance du mois d’octobre du conseil de l’Arrondissement du Sud-Ouest.

La soirée d’information et d’échanges sera donc l’occasion d’en savoir plus sur le projet, ainsi que de rencontrer l’équipe de la Maison Benoit Labre et ses partenaires.

À propos de la Maison Benoit Labre

La Maison Benoit Labre est un organisme à but non lucratif œuvrant depuis 67 ans auprès de personnes vulnérables. L’organisme offre des services de première ligne, dont un centre de jour, des repas, du dépannage alimentaire, des douches, un service d’infirmier et des ateliers de prévention.

De plus, des logements transitoires et un projet de préemployabilité permettent un accompagnement des personnes qui fréquentent la Maison Benoit Labre, pour la détermination d’objectifs de réinsertion et l’obtention d’un logement salubre, par exemple.

L’organisme offre également un espace d’intervention psychosociale, de l’écoute active et des références aux ressources adaptées aux besoins de chaque personne.

25 oct 2019	<u>Bureau de gouvernance en itinérance à Montréal – Signature d’une entente de partenariat pour une vision commune en matière d’itinérance dans la métropole</u> <u>Extrait:</u> Faits saillants : L’utilisation du financement offert par le FRMI se fera selon certaines priorités, en considérant les enjeux actuels. Les priorités retenues sont les suivantes : • les femmes en situation d’itinérance, en portant une attention particulière à celles ayant des problématiques de dépendance; • les membres des Premières Nations et les Inuits qui fréquentent le Square Cabot; • le soutien communautaire en logement social; • l’implantation de services de consommation d’alcool supervisée à Montréal. Rappelons que pour la région de Montréal, c’est le CIUSSS qui a le mandat de coordonner la mise en œuvre du Plan d’action interministériel en itinérance 2015-2020, en collaboration avec les autres partenaires.
25 oct 2019	<u>https://applicatif.ville.montreal.qc.ca/som-fr/pdf_avis/pdfav27891.pdf</u> SOIRÉE D’INFORMATION 30 OCTOBRE 2019 À 19 H PRENEZ AVIS qu’une soirée d’information sera tenue le 30 octobre 2019 à 19 h à la mairie d’arrondissement du Sud-Ouest située au 815, rue Bel-Air, à la salle du conseil (2e étage), concernant le projet de règlement suivant : RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION D’UN BÂTIMENT À DES FINS D’HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D’AIDE SUR LE TERRAIN SITUÉ SUR LE LOT 1 573 239 DU CADASTRE DU QUÉBEC (QUARTIER SAINT-HENRI, SECTEUR ATWATER) Le projet est situé dans le quartier Saint-Henri, dans le secteur Atwater. Le projet vise la construction d’un bâtiment résidentiel de 4 étages. Le rez-de-chaussée sera occupé par un usage « activité communautaire » et les étages par un usage « habitation » avec l’aménagement de 36 logements. Le projet est destiné à loger une clientèle ayant besoin d’aide, d’hébergement, de soins ou de protection. Ce projet de règlement ne contient pas de disposition propre à un règlement susceptible d’approbation référendaire. Ce projet de règlement est disponible pour consultation au Bureau Accès Montréal situé au 815, rue BelAir, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h. Pour toute information additionnelle, vous pouvez communiquer au 514 872-1950. Montréal, le 25 octobre 2019 La secrétaire d’arrondissement Daphné Claude À noter: On reprend la même formulation que dans la loi sur l’aménagement et l’urbanisme modifiée le 16 juin 2017 pour exclure la possibilité d’un référendum.

16 oct 2019	La première mention de la Maison Benoît Labre dans un PV du CÉ de l'école Victor-Rousselot est le 16 octobre 2019.  PV-16-oct-2019.pdf <u>Extrait:</u> 7.8 Autres nouvelles de la communauté La direction a rencontré M. Craig Sauvé et Mme Bélanger relativement à l'implantation de la Maison Benoît Labre. Il s'agit d'un OSBL qui accueille les gens dans le besoin. Ils viennent d'acheter un terrain à côté de l'école. L'arrondissement appuie cet achat. La direction soulève les enjeux de propreté d'un tel établissement proche de l'école, particulièrement pour le parc-école qui n'est pas clôturé. Peut-être que ça incitera davantage l'arrondissement à nettoyer le parc. La direction a demandé si cette maison d'aide est payante. La direction n'a pas à priori de réticences face à ce projet, mais questionne la façon de faire. <u>Les élus sont venus rencontrer la direction la journée même où il présentait au conseil d'arrondissement. La Maison doit encore passer l'étape de l'Office de consultation publique de Montréal.</u> Dossier à suivre sur lequel le CÉ aura à se positionner. Solidarité St-Henri appuie ce déménagement dans le quartier. Mme Franssen nous donne davantage d'informations sur ce projet. Ils sont temporairement à l'église St-Zotique. Ils cherchent une solution beaucoup plus permanente. Ils sont conscients qu'ils sont très proches d'une école primaire et ont une grande volonté de collaborer avec l'école. Mme Franssen suggère de parler plus directement aux gens de la Maison Benoît Labre. Elle leur fera un compte-rendu. La direction attend d'être contactée par la Maison."
Oct 2019	Voici une étude qui a été préparée par la Santé Publique à Peel, afin de déterminer les besoins dans le contexte de l'ouverture d'un nouveau SCS (service de consommation supervisé) https://www.peelregion.ca/health/opioids/pdf/consumption-site-needs-assessment.pdf Pourquoi aucune étude similaire n'a été partagée par la Santé Publique, concernant la Maison Benoît Labre? Les citoyens vous l'ont demandé lors de la séance du 4 oct 2023, vous étiez présente. Pourtant, ce type d'étude a été demandé à plusieurs reprises par les parents et résidents (entre autre lors de la séance du 4 oct 2023 - dont Mme Mylène Drouin assistait et a été questionné à propos de sa décision)
Juin 2019	Maison Benoit Labre_Formulaire-de-demande-pour-les-SBUSB_MD_sign.pdf <u>Formulaire de demande :</u> <u>Exemption en vertu du paragraphe 56(1) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances pour les sites de besoins urgents en santé publique</u>

18 juin 2018	<i>La CSDM craint la présence de revendeurs de drogue aux abords d'une école primaire</i> (École Marguerite-Bourgeoys)
10 oct 2017	<i>Parents ready to seek injunction to block safe injection site</i> (CTV News) #avocats #lawyers <i>Dans le dossier du SIS Spectre de rue, situé à moins de 200m de l'école primaire Marguerite-Bourgeoys à Montréal, Me Julius Grey promet une injonction et le député caquiste Jean-François Roberge s'oppose au projet.</i> <i>Renowned constitutional lawyer Julius Grey is prepared to ask for an injunction to prevent the opening of a safe injection site in Montreal.</i> <i>On Sunday Oct. 15 Spectre de Rue, which has been operating a needle exchange on Ontario St. near Beaudry St. for two decades will become a safe injection site.</i> <i>The parents have also gotten the attention of Coalition Avenir Quebec MNA Jean-Francois Roberge, who they say has been pushing to move the site.</i> <i>"There are other ways we can have the supervised safe injection site just outside of the safeway to school, and farther from the school," Roberge said.</i> <i>Grey said that, at the moment, no court action is being considered. But if nothing changes and the site opens as planned, he says he will have no choice but to go that route-- obtaining either a declaration that it is an "illegal" site, or that the hours are illegal.</i>
16 juin 2017	<i>Modification à la loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> (https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/A-19.1) <i>12. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 123, du suivant :</i> <i>« 123.1. Malgré les troisième et quatrième alinéas de l'article 123, n'est pas propre à un règlement susceptible d'approbation référendaire une disposition qui vise à permettre la réalisation d'un projet qui est relatif :</i> <i>1° à un équipement collectif au sens du deuxième alinéa;</i> <i>2° à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8).</i> <i>Un équipement collectif est composé de bâtiments et d'installations à usage collectif. Il est de propriété publique et est relatif aux secteurs de la santé, de l'éducation, de la culture ou des sports et des loisirs.</i> <i>».</i>

	Source:
--	----------------

	https://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/lois_et_reglements/LoisAnnuelles/fr/2017/2017C13F.PDF
--	--

Liens utiles

- [Ordres du jour et PV de l'arrondissement du Sud-Ouest, CÉ de la Ville de Montréal et conseil d'agglomération de Montréal](#)
- [PV CÉ Victor-Rousselot de 2019 à aujourd'hui](#) (les documents ne sont pas à jour)
- [Décès apparemment liés à une intoxication aux opioïdes et aux stimulants - Surveillance des méfaits associés aux opioïdes et aux stimulants au Canada - Janvier 2016 à juin 2023](#)
- [Conseil d'administration de la Maison Benoit Labre](#)

🔒 lamaisonbenoitlabre.org/notre-equipe

Conseil Administratif

Les membres du conseil d'administration

Président - Santiago Garcia-Rejon

Vice-présidente - Danielle Olofsson

Trésorier - Emmunuel Valery Tchamba

Secrétaire - Joshua Parr

Membres de la communauté

Denis Beauchamp, Mathieu Davoine-Toussignant, Michel Primeau, Samantha Bolder, Sarah Harding, Francesca Taddeo

- [Présenter une demande pour exploiter un site de consommation supervisée : Ce qu'il vous faut avant de commencer](#)

Extrait - section 6:

6. Lettre d'opinion et rapport de consultation

Les documents à joindre à la demande :

▼ Le rapport de consultation communautaire et tous les documents connexes

Le rapport de consultation doit comprendre une description des activités de consultation entreprises pour le site proposé. Les résultats des consultations, y compris tous les commentaires reçus, doivent être fournis. Tout matériel publicitaire, formulaire ou document utilisé pour recueillir des opinions peut être inclus comme document à l'appui. Voici des exemples d'outils de consultation :

- portes ouvertes;
- sondage en ligne;
- compte courriel général;
- site Web du SCS;
- rencontres d'information;
- présentation aux réunions d'association communautaire;
- dépliants;
- porte-à-porte.

Dans le cas où des préoccupations auraient été soulevées au cours de la consultation communautaire, une description des mesures visant à répondre à ces préoccupations.

Nous avons besoin de cette information afin de comprendre les efforts qui ont été déployés pour consulter les membres de la communauté, les informer de la proposition et veiller à ce qu'ils puissent se faire entendre.

▼ Lettre d'opinion du ministre provincial/territorial pertinent

Une lettre d'opinion du ministre provincial ou territorial responsable de la santé est un élément qui sera pris en considération au moment de rendre une décision sur une demande de SCS. Une lettre d'opinion serait un atout supplémentaire à l'appui

-
- Contact [Office of Controlled Substance](#)
 - Sept 9, 2022 - application from the Maison Benoit Labre
[Open application on Health Canada website - still not approved](#)
 - [Drugs and Substances Act \(link\)](#), the project needed to provide the following:
 - (a) the impact of the site on crime rates;
 - (b) the local conditions indicating a need for the site;
 - (c) the administrative structure in place to support the site;

- (d) the resources available to support the maintenance of the site; and
- (e) expressions of community support or opposition.

Therefore they had surely known about this well over a year ago. There seems that there was no transparency to the public whatsoever. As stated in the following link to apply for such an exemption under section 56.1 of the controlled

- Jan 26th - [Nous construisons sous peu ! \(La Maison Benoit Labre - blog\)](#)
(nowhere does it talk about a safe injection site)
- [The Harm in “Harm Reduction” Vancouver’s experiment with safe-injection sites is a dead end for addicts—and a public-health risk](#)
Christopher F. Rufo | *The Social Order*, Public Safety | Spring 2020
- March 2020 - [Impact: A socio-economic review of supervised consumption sites in Alberta](#) which announced a **freeze on funding new supervised consumption services (SCS) due to major concerns** including: **increases in needle debris to increases in crime, and increases in overall social disorder since the sites opened**. I invite you to kindly read the executive summary.
 - *“2020 report commissioned by the Alberta government. Thesis on supervised consumption sites. While the conclusion of the report points out the implementation of these facilities have been successful in other countries, the initiatives in Alberta were a detriment from the local community for many reasons, the report points out several issues which we also see around the existing centers in other locations in Canada”*
- May 4, 2021 - [Controversial COVID isolation centre for homeless at Le Patro in Lowertown to move soon](#) - The centre will be moved back to its former location at Routhier Community Centre on Guigues Avenue, probably by the middle of next week, said Wendy Muckle, executive director of Ottawa Inner City Health.
 - Bruce Kelly, one of the neighbours who raised concerns about the COVID-19 centre. Kelly said he appreciated the letter a member of the group recently received from Wendy Muckle of Ottawa Inner City Health, adding it had a conciliatory tone.
- March 24, 2023 - [Toronto wants to expand drug decriminalization to cover all ages and substances](#)
 - Updated request asks Ottawa to go further than exemption recently granted to B.C.
 - Toronto is asking the federal government to decriminalize all drugs for personal use in the city and for all people, including youth, as it lays out a model that goes further than what Health Canada approved in British Columbia.
 - [Our city politicians and public health leaders, who submitted applications to Ottawa as far back as January 2022 to decriminalize illegal drugs even more broadly than what British Columbia has](#)

[experimented with — now, it seems, with some regret — also know this.](#) (Feb 15, 2024, Derek Finkle, Special to National Post)

- March 28, 2023 - Existing safe injection site called CACTUS Montreal
[Supervised injection site CACTUS Montréal to cut hours despite rise in fentanyl overdoses](#)
 - Because it has to cut hours to do cut funding
 - How does the Maison Benoit Labre propose they will be able to fund their project 24-7 and also fund a team for clean-up of hazardous materials etc?
- May 12, 2023 - [Trudeau government ignores evidence it is aggravating the opioid crisis](#)
- May 19, 2023 - [Adam Zivo: Liberals rely on poor quality research to defend safer supply](#)
- May 19, 2023 - [B.C. developer asks court to shut down Yaletown supervised injection site](#) Wall Financial said Vancouver erred in approving the overdose prevention site because its own bylaws didn't permit it
 - **A petition filed** in B.C. Supreme Court by Bruno Wall, president of Wall Financial Corp. and of a rental tower called 1111 Seymour Residences that shares the block with the overdose prevention site, **includes hundreds of pages describing through photos and written accounts the effects the site has had on the neighbourhood since it opened more than two years ago.**
- June 27, 2023 - [New lawsuit targets City of Vancouver over Yaletown overdose prevention site](#)
 - turned the area into “a centre point for crime and public disorder.”
 - The proposed class-action lawsuit, filed in B.C. Supreme Court, alleges the City of Vancouver, Vancouver Coastal Health, and RainCity Housing and Support Society have failed to prevent people using the overdose prevention site from “unreasonably and substantially interfering with the use and enjoyment of neighbouring properties.”
 - lawyer, Craig Ferris of the law firm Lawson Lundell
 - alleges that since the facility opened in 2021, the sale and use of illicit drugs in the area have become common, as are break-ins, thefts, property damage and vandalism. The notice of claim alleges Wilson has witnessed “violent assaults and other disturbing criminal activity when passing the” site.
 - “The plaintiffs do not, by this action, seek to challenge the policy imperatives underlying safe injection or overdose prevention sites. Rather, this proposed class-action is directed at the defendants’ actions and inactions in failing to ensure (it) operates in a manner that does not unreasonably interfere with the interests of those who live or own property or businesses in the neighbourhood.”
 - “I’m not against overdose prevention. ... I’m not even against safe supply, but the way that we’re doing it is crazy,” Wilson said. “If you

disagree with me, just go and watch the reality on the ground (at the Seymour site) for 20 minutes and see what you think. ... We're not helping these people at all."

- Harm reduction advocates would cite this increase as a reason for needing more supervised injection sites. Skeptics, on the other hand, might point to the same numbers and conclude injection sites aren't working, at least when it comes to their ability to reduce drug use on the street (where most use occurs). **And if supervised injection sites are working, are they working effectively enough to justify the threats to public safety that the Supreme Court of Canada wrote in 2011 should not result from harm reduction?**
- During the business' three years at the Queen and Jones location, it experienced, at most, two "snatch-and-grab" type thefts of little consequence. That was it. Within a few weeks of moving a short distance to a new space at Carlaw, across the street from the South Riverdale Community Health Centre, very high people would enter the store, causing daily disturbances.
- "We are now having to train part-time summer staff on how to essentially calm down someone who is high on drugs causing havoc in the store," he said. He did not say this happily.
- But it gets much worse. His business lost \$60,000 in theft and damages since the move. The culprit, who the business owner said was charged and convicted, was "known by everyone around the centre."
- The private security outfit hired by the South Riverdale health centre — and only for one year — has limitations as well. Just a few days before the start of school, two men were photographed just minutes before 9 a.m. shooting up on the facility's property, right next to a sidewalk that about a hundred children use to walk to school. The lot is small and has two security guards — it is not a lot of ground to keep an eye on.
- June 30, 2023 - [Toronto's homeless encampments are a challenge on Olivia's Chow's doorstep](#)
- August 13, 2023 - [First communication about Maison Benoit Labre containing a safe injection site](#) (which is nearly one year after they applied for the application to open such a place. The article also only mentions inhaling substances, but from further articles I have read since, my understanding is this site will also be a safe injection site as well. Was there any news before this date?)
- Aug 23, 2023 - [Inside the battle over unsafe injection crime and murder](#)
 - 44-year-old mother lost her life in a gun fight between alleged drug dealers
 - the fact that this safe injection site operated within 100 metres of two schools and three daycares (that, combined, likely house more than 1,000 children each school day), contrary to provincial guidelines

- police sources that the safe injection site has been under investigation for drug dealing going on not outside the centre but on the *inside*.
- Kids were weaving their bikes around not just needles, but unresponsive bodies, or addicts assaulting one another.
- The site claims to reverse on average three overdoses a month. The weekend before our meeting, residents called the police about four separate overdoses right next to its building
- her five-year-old son picked up a baggie containing a large chunk of orange fentanyl in the lane behind her house. “What needs to happen for something to actually change?” she asked at the end of the virtual meeting. “Does one of our children have to die?”
- Three days later, Huebner-Makurat was killed.
- the centre had hired a security firm for the exterior of the building only immediately *after* a woman had been killed by a drug dealer known to operate there.
- Ontario Premier Doug Ford said that “putting a safe injection site into a community” only attracts drug dealers. He said this was “unacceptable.”
 - Ford stated during the same interview that his team would be reaching out to the community. But numerous residents, including myself, began sending emails to his chief of staff, his health minister, Sylvia Jones, and the minister’s chief of staff more than a month ago. None of them have responded to any of us, let alone reached out.
- “For years, the children on our street have had to take long detours to get to school in order to avoid what is going on outside of this safe injection site.” (...) the safety of the children on our street was secondary to whatever came along with harm reduction.
- the most important revelation from the town hall was the complex maze one must navigate to determine which agencies are responsible for overseeing what when it comes to safe injection sites. Our city councillor, Paula Fletcher, got herself in some hot water shortly after the shooting when she said the city had nothing whatsoever to do with the independently run centre. That turned out not to be the case. Not only does the city provide some funding to the centre, Toronto Public Health is responsible for conducting inspections at least on an annual basis to determine, among other things, that the safe injection site is documenting what type of harm-reduction supplies are found within a 15-metre perimeter around the facility and that logs of calls to police are up to date. (...) the centre itself was, indeed, responsible for the drug activity outside of the centre. (...) Not only did the centre completely fail to enforce this policy, but it also effectively promoted policies that encouraged drug dealing.

- the Safer Community Committee is ultimately under the centre's umbrella, and they can control the message. Residents' level of trust in the centre to be transparent and open about what has transpired is extremely low.
- Lawsuits and injunctions are being drawn up by various parties as I write.
- staffers had been complaining to management recently about not feeling safe at work with all the drug activity around the building.
 - swarms of police cars arrived to respond to complaints someone was threatening people with a knife inside the centre. A week later, police raced to the scene again when someone was reported wielding a firearm inside the centre. Police told me directly on both occasions that they had not been able to apprehend the suspects.
-
- Aug 24, 2023 - [Adam Zivo: Supervised injection sites fuel crime unless accompanied by massive police presence](#)
- Août 26, 2023 - [Faut-il disperser les services pour toxicomanes et itinérants dans la ville? À Montréal et à Ottawa, des voix s'élèvent pour cesser de concentrer les ressources d'aide. D'autres défendent l'idée](#)
 - Thomas Gerbet
- Sept 14, 2023 - [B.C. banning illicit drugs near playgrounds, spray pools, skate parks](#)
- Sept 18, 2023 - [L'utilité des caméras urbaines du SPVM remise en doute](#)
- Sept 1, 2023 - [Sandy Hill daycare closes citing safety concern](#) Homelessness, drug use and violence in the area listed as reasons for shutdown
- Sept 25, 2023 - [Niño de un año muere por fentanilo hallado en una guardería de Nueva York](#)
 - One-year-old boy dies from fentanyl found in New York day care center
 - Un petit garçon d'un an meurt du fentanyl trouvé dans une crèche de New York
- Sept 25, 2023 - [Derek Finkle: Harm reduction missionaries are making my neighbourhood unsafe](#) Supervised injection sites do save some lives. But the positives must be weighed against the collective damage suffered by everyone else
 - Ritts cautioned readers “not to draw the wrong lessons” from the death of Huebner-Makurat. The quasi-patronizing false equivalency made by Ritts was this: just because one mother has been murdered and supervised consumption sites are now consequently being scrutinized, hundreds of lives would “lie in the balance” if these services were to be lost.
 - Ritts then classifies parents like me, who live across the street from the South Riverdale supervised injection site and have been raising safety concerns for a long time (only to be ignored), as “opportunistic opponents” — a group “trying to exploit the public's grief to undermine the hard-won shift in support for (supervised consumption site) services.”

- Werb starts his argument with a hard-boiled lede, describing a grandmother of three gunned down outside of her home, like Huebner-Makurat, another “blameless bystander.” Three months later, another man in his 20s was also shot, with police ultimately concluding both deaths were drug-related crimes.
- For the rest of the piece, Werb essentially repeats Ritts: closing supervised injection sites “would do nothing to end shootings” — after all, there were drug-related shootings before Leslieville’s safe injection site opened in late 2017 — but would “undermine efforts to end Toronto’s overdose crisis.”
 - is that the safety concerns being expressed for years about South Riverdale’s safe injection site by its neighbours did not include gun violence. **Gun violence just happened to get the community’s concerns finally taken seriously.**
- the concerns being tabled by residents long before Huebner-Makurat was killed had very little to do with guns and a lot to do with the very mismanaged facility’s close proximity (less than 130 metres) to five schools and daycares that house more than 1,000 children every day.
- This mélange of what police sometimes refer to as “quality of life issues” (drug paraphernalia, trash, human waste, fights, loitering, lewd behaviour, intoxication, distress, unconsciousness, open drug use and vandalism) and more traditional criminal offenses (drug dealing, violence, assault, break-ins, theft and property damage) are not unique to my neighbourhood
-
- Oct 3, 2023 - [Campements cachés: que feront les personnes en situation d'itinérance cet hiver?](#)
- Oct 3, 2023 - [La mal de vivre d'une ville au coeur d'or \(crise sociale majeure\)](#)
- Oct 5, 2023 - [Le SPVM se prépare à réduire le nombre de policiers dans le métro de Montréal](#)
- Oct 19, 2023 - [Derek Finkle: 'Safe injection' ruined my community: about time for provincial review](#) Ontario officials have dilly-dallied ever since a mother was killed outside a complaint-ridden Toronto health centre
 - The province’s critical incident review will eventually establish new protocols for consumption sites in Ontario, Tibollo (Ontario’s associate minister for mental health and addictions, Michael Tibollo) says, and no new sites will open until the review is complete.
- Nov 7, 2023 - ['Pseudo-science': New study decries Alberta government report on safe consumption](#) - U of A professor and 13 other co-authors assessed 2019 report
- Nov 30, 2023 - [Harm reduction gone rogue: I worked at a safe injection site and it was disturbing | Best of 2023](#) ‘I thought I would help people but instead found myself battling drug dealers, overdosing colleagues, neighbourhood theft and inept management’

- One dealer I had kicked out of the facility came up to me outside and tried to pull my COVID mask off. He said he wanted to take a picture of me on his phone so his boss could come and wait for me after work.
- Three suspected drug dealers had exchanged gunfire after a dispute outside of the South Riverdale Community Health Centre, killing an innocent passerby, a woman named Karolina Huebner-Makurat, who had two young children.
- I had met with senior management several times during my years there, begging them to help us with the drug dealers operating around the centre – and often selling drugs inside the supervised injection site as well. But nothing ever changed. The drug dealers were as emboldened as ever.
- the fact that clients were regularly coming into the lobby with things they had stolen – groceries, kids' clothes, packages swiped from the porches of nearby homes – and openly selling them there.
- the fact that one manager, who oversaw five to 10 people at any given time, was using crack while on shift. It also seemed to be okay for a manager to roll joints in the lobby before going on breaks.
- one learned quickly at South Riverdale that there was a strict rule not to be violated: protect the drug user at all costs – even if it's a superior.
- Unfortunately, it didn't take long for some of my colleagues to lose control and stumble back into crack or meth.
- At least 80 per cent of our clients were injecting fentanyl bought from street dealers.
- Toronto's medical officer of health at the time, Dr. David McKeown, contained a "Zero-Tolerance Drug Selling Policy" on or near the centre's premises. Not only did no one ever tell me about this policy, it was clear that no one above me had any interest in abiding by it.
- Clients would pick up their prescriptions for hydromorphone ... and then beeline into the pharmacy right across the street. Then they would wait nearby and a guy in a truck would come ... and buy all of it
- A baggie containing orange fentanyl found by a five -year-old boy near the South Riverdale Community Health Centre (...) The baggie contained enough to kill the boy's entire kindergarten class
- Yes, these sites do save some lives. There's no reason to suggest that a mobile version of the same services couldn't save lives, either. But at a certain point, the positive aspects of the South Riverdale health centre's relatively small, supervised injection site have to be weighed against the collective damage (physical, emotional and financial) suffered by those who live close by — including the hundreds of children who have been forced to navigate its terrifying drug den over the past five years. As was declared by the Supreme Court in 2011, public health must be balanced with public safety.

- And, above all, public health must be weighed against the loss of two young children whose mother fell victim to the violence of that drug den and never came home.
- Feb 12, 2024 - [Child brought to CHEO after putting syringe in mouth at Ottawa park: paramedics](#)
- Feb 15, 2024 - [Neighbours suing supervised injection site linked to fatal shooting of Toronto mother](#) Comment: Realizing politicians and harm reduction activists are barriers to safety, a besieged neighbourhood fights back
 - Andrea Sanche, a partner with the Toronto legal firm Ricketts Harris who lives in Leslieville, is seeking an injunction requiring South Riverdale to “abate the nuisance,” in addition to any damages determined by the court. The plaintiffs argue that the health centre failed to operate its Consumption and Treatment Services site, called keepSIX, according to rules specified by both the city and the province’s ministry of health.
 - In 2019, Ontario’s Ministry of Health, the primary funder of the province’s 17 Consumption and Treatment Services sites, created new criteria for such establishments, which included considering proximity to schools, licensed daycare centres and parks. Two years later, the lawsuit notes, the ministry announced a Compliance and Enforcement Protocol for supervised injection sites, which set “minimum expectations for public health programs and services.”
 - Based on this 2021 protocol, any proposed Consumption and Treatment Services (CTS) site within 100 to 200 metres of schools, parks and daycare facilities “must specify how community concerns will be addressed through community consultation, and through ongoing community engagement.” The lawsuit’s statement of claim asserts that at no time before or after the 2021 protocol did South Riverdale’s site suggest any “specific measures to alleviate residents’ concerns ‘that the service should not be located within a few blocks of any school.’”
 - **The province would not give South Riverdale a license for a cannabis dispensary due to its proximity to schools, but the ministry of health was content to allow fentanyl dealers, some of whom carry weapons, to operate around the same location?**
 - announce \$21 million in federal funding for toxic drug and overdose projects. What’s interesting is that Unity Health is on the receiving end of millions of dollars to conduct harm reduction research yet its hospitals, including St. Michael’s, have chosen not to have Consumption and Treatment Services sites.
 - a park where where a two-year old put a syringe in her mouth, not to mention plenty of other places. These incidents usually involve the children having to undergo blood transfusions to protect from

Hepatitis B and lengthy and traumatic HIV